

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 28 novembre 2016

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes ~~M.-C. MARGHEM~~, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, ~~Mme H. CLEMENT-COUPLET~~, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 8 décembre 2016.

1. Communications.

En l'absence du président d'assemblée, Rudy DEMOTTE, l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, préside le début de la séance. Il ouvre la séance publique à 19 heures 37 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance du 24 octobre 2016, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

Il précise qu'une question orale a été déposée en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

"Affaire des détournements présumés au centre public d'action sociale", déposée par Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Cottrel, 8. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Cottrel, 8 à Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Cottrel à Tournai, face au n°8, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p>3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, boulevard Delwart, 7. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries régionales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile du boulevard Delwart, 7 à Tournai;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;
Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : au boulevard Delwart à Tournai, face au n°7, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue des Collets Rouges, 30. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue des Collets Rouges, 26 à Tournai;
Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;
Considérant que le n°26 est situé à la sortie d'un virage et que l'emplacement pourrait gêner la circulation automobile et le passage des bus;
Considérant que, de ce fait, celui-ci devra être placé face au n°30;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue des Collets Rouges à Tournai, face au n°30, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante de "6m" à hauteur du n°30. L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Général Piron, 37. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Général Piron, 37 à Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Général Piron à Tournai, face au n°37, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de Lannoy (angle rue Saint-Eleuthère). Création de passages pour piétons.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'un riverain a signalé que le passage pour piétons situé rue de Lannoy à l'angle de la rue Saint-Eleuthère à Tournai n'avait pas encore été tracé alors qu'il y a des abaissements de bordure à cet endroit;

Attendu qu'aucun règlement ne prévoyait le marquage d'un passage pour piétons à cet endroit;

Attendu que les mêmes abaissements de trottoir sont visibles à hauteur du carrefour avec la rue de l'Escalette et l'avenue de Maire;

Considérant qu'il s'agit d'un quartier à forte densité de population et très fréquenté tant par les piétons que par les automobilistes;

Considérant que la présence de passages pour piétons sécuriserait non seulement la traversée des personnes moins valides, mais sensibiliserait les automobilistes à la traversée de la rue de Lannoy par les usagers faibles;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan de localisation ci-joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de Lannoy à Tournai, des passages pour piétons sont établis :

- à l'angle de la rue Saint-Eleuthère
- à hauteur du carrefour avec la rue de l'Escalette, face au n°33
- à l'angle de l'avenue de Maire.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, avenue des Peupliers. Stationnement en partie sur le trottoir. Abrogation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"ECOLO se réjouit de la pertinence des propos de l'inspecteur de police au sujet d'une pratique trop fréquente à Tournai, le stationnement sur le trottoir : « le croisement des véhicules est aisé sur l'avenue des Peupliers et ne nécessite pas de stationnement à cheval sur le trottoir. Le stationnement doit être autorisé uniquement sur la voie publique afin de ne pas tenter les automobilistes à laisser libre champ à une conduite sportive. Il est inopportun de favoriser le stationnement sur le trottoir au détriment de la circulation piétonne ».

Merci Monsieur l'agent ! et nous espérons que cette pratique va disparaître peu à peu à Tournai."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du conseil communal du 29 octobre 1984 autorisant le stationnement selon les emplacements délimités sur le sol et à cheval sur les trottoirs, avenue des Peupliers à Tournai, côté droit dans le sens rue Saint-Eleuthère vers le Vieux Chemin de Willems, l'accès aux aires de stationnement étant réservé aux véhicules n'excédant pas 2 tonnes;

Considérant que l'avenue des Peupliers est située en agglomération avec une vitesse limitée à 50 km/heure;

Attendu que cette avenue a bénéficié d'une rénovation en profondeur avec un nouveau revêtement et de nouveaux trottoirs;

Attendu que le croisement des véhicules est relativement aisé et ne nécessite pas de stationnement à cheval sur le trottoir;
Attendu que le stationnement à cheval sur le trottoir se fait au détriment de la circulation des piétons;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : dans l'avenue des Peupliers à Tournai, côté droit dans le sens rue Saint-Eleuthère vers le Vieux Chemin de Willems, le stationnement selon le placement délimité au sol et à cheval sur le trottoir est supprimé.

Le stationnement se fera en voirie.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

8. Service mobilité. Mise en place d'un système de carsharing (autopartage). Convention avec la société Optimobil Wallonie. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient d'emblée :

"Au rayon des bonnes nouvelles, nous apprécions l'initiative. Nous l'avions demandé à plusieurs reprises et nous nous réjouissons que cela aboutisse. En 2013, on nous avait répondu que cela était trop cher, mais je vois que les choses ont évolué.

Maintenant, il va falloir en faire la promotion et pas seulement au démarrage pour s'assurer que les citoyens aient bien l'information. Pouvez-vous dire comment va se faire la promotion ?"

Pour Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, il s'agit aussi "d'une bonne mesure". Il relève que, dans le contrat, on ne parle que d'une seule voiture pour débiter ce projet. Cela lui semble peu.

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, leur répond comme suit :

"La volonté est d'aller vers deux véhicules. Sur le plan de la communication, nous aurons une réunion après le conseil parce que nous ne voulions pas anticiper sur la décision qui sera prévue ce soir. Dans le courant de cette semaine, je rencontrerai donc les responsables du projet. Ils ont l'habitude de communiquer par leur réseau habituel. Nous utiliserons nos canaux d'information habituels, comme le site internet de la Ville. La presse sera invitée aussi lors de l'installation du premier véhicule. La volonté de Cambio est de commencer cette année-ci."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le carsharing est un système de voitures partagées :

- à la disposition d'abonnés pouvant les réserver pour une heure, une journée, une semaine, voire plus
- accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7
- la réservation se fait par téléphone ou internet, longtemps à l'avance ou quelques heures avant le départ;

Considérant qu'une petite enquête a été réalisée via le site internet de la Ville, les réseaux sociaux et le journal toutes-boîtes TOURNAI INFO pour situer le public intéressé;

Attendu que plus d'une centaine de personnes se sont montrées intéressées par l'utilisation d'une voiture partagée;

Considérant qu'il est donc envisagé d'établir une collaboration avec le réseau de voitures partagées CAMBIO et de mettre en place une première station à proximité de la gare de Tournai qui serait dotée de deux voitures;

Considérant que le réseau de voitures partagées CAMBIO est géré par la société OPTIMOBIL Wallonie;

Attendu que la Ville :

- met gratuitement à disposition de la société OPTIMOBIL Wallonie des emplacements de parking
- finance l'achat du matériel nécessaire à l'installation des stations (un panneau d'information, un panneau de signalisation, des bornes amovibles et, si nécessaire, des potelets, pour un montant de 544,50€ TVA comprise)
- se charge de l'installation et de la maintenance de ce matériel;

Attendu que la Ville (services techniques communaux) se chargera du nettoyage intérieur/extérieur des véhicules tous les 15 jours, ce nettoyage étant financé par la société OPTIMOBIL Wallonie;

Attendu que le service mobilité prendra en charge des permanences et des séances d'inscription et d'information pour les nouveaux clients n'ayant pas accès à internet et sera, pour ce faire, formé par CAMBIO;

Considérant les différentes villes/communes qui disposent déjà actuellement du service CAMBIO :

- Bruxelles : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Saint-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boisfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre
- Flandre : Alost, Anvers, Bruges, Courtrai, De Pinte, Deinze, Diest, Eeklo, Gand, Genk, Harelbeke, Hasselt, Ieper, Lierre, Louvain, Malines, Merelbeke, Mortsel, Ostende, Roulers, Sint-Niklaas, Termonde, Turnhout, Zwijndrecht
- Wallonie : Arlon, Charleroi, Ciney, Gembloux, Liège, Mons, Namur, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Verviers, Wavre;

Considérant les tarifs pratiqués par CAMBIO pour un véhicule de type 1, à savoir : CITROËN C3, POLO Trendline 3p/5p (type de véhicule qui serait disponible, dans un premier temps, à Tournai) :

	START si vous roulez moins de 50 km par mois	BONUS si vous parcourez entre 50 et 300 km par mois	COMFORT si vous avez régulièrement besoin d'une voiture ou que vous effectuez souvent de longs trajets	CAMPUS Le tarif CAMPUS est accessible aux personnes qui ont moins de 25 ans ou qui possèdent le permis depuis

				moins de deux ans
FRAIS DE BASE				
Participation financière (remboursée lors de la désinscription)	150,00 €	500,00 €	500,00 €	150,00 €
Frais d'activation (une seule fois)	35,00 €	35,00 €	35,00 €	35,00 €
Abonnement mensuel	4, 00€	8,00 €	22,00€	4,00€
FRAIS D'UTILISATION				
prix/heure	2,00 €			
prix/journée	23,00 €			
prix/km jusqu'à 100 (carburant inclus)	0,33 €			
prix/km après 101 km (carburant inclus)	0,21 €			

- le carburant, l'assurance et la TVA sont inclus dans le prix au km
- entre 23 et 7 heures, les heures réservées sont gratuites
- le prix au km dépend du prix officiel du carburant et peut donc fluctuer (les prix repris dans le tableau sont les prix adaptés à la réalité au 6 octobre 2016);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE :

d'approuver les termes du projet de convention à conclure avec la société OPTIMOBIL Wallonie relative à la mise en place d'une station de carsharing sur le territoire de Tournai, dont les termes suivent :

«Entre la Ville de Tournai, représentée par son collège communal pour lequel agissent M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, directeur général, ci-après dénommée "la Ville"

et

la société OPTIMOBIL Wallonie, société anonyme (SA), dont le siège social est sis avenue du Douaire, 6 à 1340 Ottignies, représentée par M. Davis VAN KESTEREN, agissant en qualité de directeur, ci-après dénommée "OPTIMOBIL";

Considérant que le carsharing est un système perfectionné, souple et économique de location de voitures, qu'une voiture de carsharing permet de remplacer +/- 10 véhicules privés et que l'utilisation

d'un tel service entraîne, d'une part, la réduction du nombre d'emplacements réservés à la voiture au profit d'espaces verts, de trottoirs, de pistes cyclables etc. et, d'autre part, un transfert modal au profit de la marche, du vélo, des transports en commun et du taxi;

Considérant la viabilité d'un tel projet, avec en 2002 zéro abonné et en 2015 plus de mille huit cents utilisateurs en Wallonie;

Considérant que, dans ce cadre, OPTIMOBIL est un partenaire essentiel dans le développement du carsharing à Tournai;

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : la Ville participe à la mise en place des stations de carsharing. Pour ce faire, la Ville met gratuitement à la disposition de la société OPTIMOBIL Wallonie des emplacements de parking.

Article 2 : la Ville participe aux aménagements nécessaires des emplacements de parking. Le nombre d'emplacements de parking et le choix des sites sont fixés de commun accord entre les parties, basés sur l'expérience et le conseil de la société OPTIMOBIL Wallonie. La Ville finance l'achat du matériel nécessaire à l'installation des stations (un panneau d'information, un panneau de signalisation, des bornes amovibles et, si nécessaire, des potelets) auprès de la société OPTIMOBIL Wallonie. La Ville se charge de l'installation des stations (panneaux, bornes amovibles, potelets et marquage au sol de couleur rouge).

La Ville prend également en charge la maintenance des stations. La société OPTIMOBIL Wallonie prend en charge les frais de remplacement du matériel. La Ville se charge de l'installation du matériel à remplacer. Ce matériel est propriété de la Ville (annexe 1).

Article 3 : la Ville prend en charge le nettoyage intérieur et extérieur des véhicules (nécessaire au moins une fois par quinzaine). Les modalités de ce nettoyage sont convenues entre la société OPTIMOBIL Wallonie et la Ville avant que le service de carsharing entre en vigueur. La Ville s'engage à ce que le planning du nettoyage soit connu de la société OPTIMOBIL Wallonie et à la suite signalé. Les frais de car wash sont pris en charge par la société OPTIMOBIL Wallonie.

Article 4 : afin d'organiser des permanences d'inscription et d'information des nouveaux clients n'ayant pas accès à internet, un membre du personnel de l'administration communale est formé par CAMBIO et assume les séances d'information et/ou d'inscription.

Article 5 : la Ville participe au processus d'information et de communication vers les publics cibles pour toutes les implantations de station. La diffusion de l'information et la communication peuvent se faire par les canaux existants que sont le bulletin communal, le site internet de la Ville, les distributions toutes-boîtes, etc. Le plan de communication est fixé de commun accord entre les parties et figure en annexe 2.

Article 6 : en cas de manifestations empêchant l'exploitation ou l'accès des stations de carsharing, la Ville se charge de déplacer les véhicules vers un autre lieu. Les véhicules peuvent être stationnés sur l'un des parkings gérés par la Ville.

La Ville avertit la société OPTIMOBIL Wallonie (au minimum une semaine à l'avance) de tout événement venant perturber le bon fonctionnement du système, afin qu'elle puisse prendre les mesures adéquates pour le déplacement de véhicules (organisation du déplacement, info clientèle...).

Article 7 : la Ville désigne une personne de contact qui participe aux réunions et réflexions communes.

Une réunion d'évaluation du projet est prévue tous les six mois.

Article 8 : la (les) station(s) est (sont) installée(s) en première phase avec une voiture (catégorie 1). L'extension à une voiture supplémentaire, sur base de l'article 2 de la présente convention, n'est

possible que si les voitures en circulation ont atteint un minimum de 80% de leur seuil de rentabilité minimal pendant 3 mois consécutifs et qu'avec le consentement explicite de la commune.

Article 9 : la convention débute à la date de signature de celle-ci pour une durée d'un an minimum avec tacite reconduction pour une durée indéterminée, chacune des parties pouvant y mettre fin moyennant un préavis de 6 mois.

Article 10 : en cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations, la partie qui constate le non-respect des obligations de l'autre doit le notifier par écrit et par recommandé. Si, au terme d'un délai de trois mois, la partie défaillante reste en défaut d'exécuter ses obligations, la convention expirera de plein droit.

En cas de litige, seuls les tribunaux de Nivelles sont compétents."

9. Motion sur la présence militaire belge dans le Hainaut. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, propose d'emblée d'examiner ce point en trois temps :

- 1) débat en séance sur le projet de motion
- 2) toilettage du texte par un groupe de travail constitué de conseillers communaux issus de chaque groupe politique
- 3) vote en séance sur le projet amendé.

Il cède ensuite la parole aux représentants des différentes familles politiques.

Monsieur le Conseiller communal MR, **Louis-Donat CASTERMAN**, intervient en premier :

"Je propose d'ajouter les deux "considérant" suivants qui sont liés à la position géographique à Tournai :

- 1) "considérant que le Hainaut est une province d'où provient un contingent important du personnel de la Défense"
- 2) "considérant que la situation géographique de Tournai et son partenariat avec la métropole lilloise, où se trouve également une forte présence militaire, constitueraient un atout en vue d'un développement d'une collaboration avec nos voisins français en matière de Défense"

Quand j'étais à l'école d'infanterie à Arlon, on m'a appris que, quand on installait une position de défense en ligne en tête, il fallait toujours prévoir une position de repli, au cas où la première position serait débordée. Tout cela pour dire que nous souhaitons le maintien de la caserne à Tournai, mais également que nous souhaitons que, dans le plan stratégique mis en place par la Défense, la vocation mémorielle et patrimoniale de Tournai en matière d'histoire militaire puisse être prise en compte par le nouvel organisme qui va se mettre en place au printemps prochain, le War Heritage Institute, et qui sera chargé de gérer une série d'implantations mémorielles, au premier rang desquelles le musée mémorial de l'armée à Bruxelles.

Je pense que le conseil communal de Tournai ferait bien de demander au gouvernement fédéral de prendre en considération le potentiel en matière d'histoire et de patrimoine militaire valorisé à Tournai, dans le cadre de la création de ce War Heritage Institute chargé du devoir de mémoire."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Le groupe ECOLO a déposé les amendements que voici :

1er considérant: "que l'implantation d'une caserne au sein d'un territoire doit tenir compte (...) de son bassin d'emplois en lieu et place de « son potentiel en matière de son bassin d'emplois."

2ème considérant : "que la fonction militaire joue, de manière générale, un rôle potentiel d'ascenseur social et de formation pouvant offrir des perspectives d'avenir (...) civils."

ECOLO propose de supprimer ce considérant : nous savons que l'armée offre une formation gratuite à ceux qui s'engagent pour quelques années et nous sommes conscients que c'est une possibilité de formation intéressante pour ceux qui n'ont pas les fonds pour entamer des études ou pour obtenir une bonne formation technique.

Si l'objectif est de maintenir un quartier militaire à Tournai, nous pensons que ce n'est pas nécessairement sur ce point qu'il faut insister, car nous ne voyons pas le lien direct.

Les militaires, qui reçoivent la formation à l'école de logistique, sont-ils de préférence des personnes de notre région ? Restent-ils affectés à Tournai ensuite ?

De même, des Tournaisiens peuvent recevoir une formation universitaire payée par l'armée, mais qui ne sera pas offerte à Tournai.

En plus, à nos yeux, la fonction d'ascenseur social doit être prioritairement réservée à l'école et non à l'armée.

4ème considérant :

Considérant l'importance symbolique (...); pourquoi symbolique ?

Nous préférons affirmer l'importance d'une répartition équilibrée entre les provinces :

« considérant l'importance de maintenir une répartition géographique équilibrée des quartiers militaires dans toutes les provinces, en maintenant la seule caserne hennuyère implantée à Tournai »

Si on insiste dans ce 4ème considérant sur l'importance de la répartition géographique, il ne faut plus, à nos yeux, insister plus loin dans le dernier considérant.

Nous remplacerions donc celui-ci : « Considérant que si l'activité militaire (...) vision stratégique du Royaume » par: « Considérant que la fermeture du quartier militaire à Tournai occasionnerait un coup dur économique, social et familial pour Tournai et sa région. »

Nous remplacerions aussi le point suivant :

« Si, dans le cadre du plan d'implantation (...) potentiels; » par : « Si le gouvernement fédéral confirmait sa volonté de fermer des quartiers militaires, le conseil communal de Tournai demande au Premier ministre Charles MICHEL et au gouvernement fédéral d'assurer une répartition géographique équilibrée des quartiers militaires dans tout le pays, tenant compte des impacts humains et socio-économiques liés à cette présence.»

Justification : si nous voulons que notre motion soit efficace, nous avons intérêt à rester dans des objectifs clairs et constructifs, et nous pensons que ce serait contreproductif de mettre de l'huile sur le feu en ramenant la question communautaire sur le tapis.

La phrase suivante :

« Dans ce cadre, le conseil communal (...) concernées » serait remplacée par

« Dans ce cadre, le conseil communal de Tournai demande au Premier ministre, Charles MICHEL et au gouvernement fédéral, d'assurer une parfaite implication des autorités locales concernées afin de

maintenir une répartition géographique équilibrée tenant compte des atouts liés aux quartiers militaires existants comme à Tournai, et aux conséquences négatives sur le plan socio-économique, sur les conditions de travail et le bien-être des militaires et du personnel civil de la Défense, qu'occasionnerait la fermeture d'un quartier militaire; »

Justification : nous pensons qu'il ne faut pas partir perdant et qu'il faut donc d'abord mettre en avant les atouts avant de parler de conséquences négatives. Si nous voulons être impliqués, c'est avant tout pour pouvoir présenter nos atouts aux ministres concernés.

Et enfin, la dernière phrase :

Le conseil communal de Tournai demande au Premier ministre, Charles MICHEL et au gouvernement fédéral, que l'activité militaire belge existant à Tournai, en province de Hainaut, soit maintenue dans la mise en oeuvre géographique de la vision stratégique de défense du Royaume."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, prend la parole à son tour :

"Nous avons deux remarques : nous sommes d'accord sur le fait que le conseil communal doit être uni par rapport à cette motion. Une motion doit être envoyée. C'est un fait. Mais nous espérons également pouvoir compter sur l'appui de nos représentants. Ils sont plusieurs dans la région. Nous comptons sur eux pour défendre fermement cette motion et obtenir des résultats. C'est là que le combat va se jouer."

Monsieur le Conseiller communal, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Nous adhérons aussi à l'esprit de cette motion. Mais il faut aller plus loin, selon nous. Je voudrais qu'on imagine un plan B. Gouverner c'est prévoir.

J'ai une proposition qui pourrait être intéressante. L'Europe a, il y a peu, prolongé le plan Juncker 2. Ce plan doit permettre de dégager 630 milliards d'euros pour revaloriser certains sites. Au départ, il portait quasi exclusivement sur la revalorisation d'anciens sites industriels. Au mois de septembre, le président de la commission européenne JUNKER a élargi son plan à l'agriculture et à la défense. Je propose que, parallèlement à la motion, nous montions un dossier portant sur une reconversion éventuelle du site militaire de Tournai. Cela me semble intéressant. Les dossiers doivent être introduits avant 2022."

A l'issue de ces interventions et après avoir fait part de son point de vue sur les différentes interventions, l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, propose que chaque famille politique délègue un représentant pour arrêter le texte définitif de la motion.

A l'issue de ce travail de concertation, le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la vision stratégique du gouvernement fédéral pour la défense;

Considérant la diminution annoncée des quartiers militaires belges au sein du pays;

Considérant que l'unique présence de l'armée belge sur le sol hennuyer se trouve à Tournai, au sein des casernes Saint-Jean et Ruquoy;

Considérant la motion sur la présence militaire en Hainaut proposée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS;

Vu les amendements apportés en séance par les différentes familles politiques;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le projet de motion sur la présence militaire en Hainaut proposé par Monsieur l'Échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, dont les termes suivent:

«Vu la vision stratégique du gouvernement fédéral pour la défense et la diminution annoncée des quartiers militaires belges au sein du pays et qu'à ce stade, le plan de mise en œuvre de l'implantation géographique des quartiers n'est pas connu;

Vu qu'au sein des principes adoptés en décembre 2015 par le conseil des ministres restreint et actés par le conseil des ministres du 29 juin 2016, se trouve l'assurance d'un équilibre régional lors de la phase de mise en œuvre pour la répartition des quartiers du personnel et des capacités (<http://www.vandeput.belgium.be/sites/default/files/articles/20160629-vision%20strategique-Defense.pdf>);

Considérant que l'implantation d'une caserne au sein d'un territoire doit notamment tenir compte de ses spécificités géographiques, de son tissu socio-économique, mais aussi de son bassin d'emplois;

Considérant que le Hainaut est une province d'où provient un contingent important du personnel de la Défense;

Considérant que la fonction militaire joue, notamment, un rôle potentiel d'ascenseur social et de formation pouvant offrir des perspectives d'avenir à pleinement prendre en compte dans les secteurs militaires et civils;

Considérant que l'unique présence de l'armée belge sur le sol hennuyer se trouve à Tournai, au sein des casernes Saint-Jean et Ruquoy;

Considérant l'importance en termes de répartition géographique équilibrée, de continuer à disposer d'une caserne en province de Hainaut;

Considérant que la Ville de Tournai, de par sa situation géographique, est attractive à l'échelle belge et européenne;

Considérant que la situation géographique de Tournai et son partenariat avec la métropole lilloise, où se trouve également une forte présence militaire, constitueraient un atout en vue d'un développement d'une collaboration avec nos voisins français en matière de Défense;

Considérant le riche passé militaire de Tournai, ville de garnison;

Considérant les investissements importants réalisés récemment dans les casernes Saint-Jean et Ruquoy pour garantir la fonctionnalité des lieux au niveau de l'activité militaire et de la formation;

Considérant que rien qu'à la caserne Ruquoy, c'est plus de 4.090.000,00€ qui ont été investis dans des travaux d'infrastructure entre 2006 et 2012;

Considérant que si l'activité militaire devait cesser dans le Hainaut et singulièrement à Tournai, un coup dur économique, social, sociétal et familial en serait la conséquence directe et conduirait de facto à une répartition géographique déséquilibrée dans la mise en œuvre de la vision stratégique dans le Royaume;

Si, dans le cadre du plan d'implantation géographique des quartiers militaires, le gouvernement fédéral confirmait sa volonté de fermer des quartiers militaires;

Le conseil communal de Tournai demande au Premier ministre, Charles MICHEL, et à son gouvernement d'assurer une répartition géographique équilibrée — tant quantitativement que

qualitativement — dans l'ensemble du pays et une proximité avec les bassins d'emplois et de tenir compte des impacts socio-économiques et humains potentiels;

Dans ce cadre, tenant compte des atouts des quartiers militaires de Tournai, le conseil communal de Tournai demande au Premier ministre et à son gouvernement d'assurer une parfaite implication des autorités locales concernées afin que ce plan prenne pleinement en compte les conséquences socio-économiques de ces fermetures, mais également les conséquences sur le bien-être, les conditions de travail et la vie familiale des militaires et du personnel civil de la Défense concernés;

A l'occasion de cette concertation, le conseil communal de Tournai demande au Premier ministre, à son gouvernement ainsi qu'aux autorités locales, de prendre en considération le potentiel en matière d'Histoire et de patrimoine militaire à valoriser à Tournai dans le cadre de la création du War Heritage Institute (WHI) chargé de devoir de mémoire.

Le conseil communal de Tournai demande au Premier ministre et à son gouvernement que l'activité militaire belge en province de Hainaut, à Tournai, soit maintenue dans la mise en œuvre géographique de sa vision stratégique.».

10. Fêtes de fin d'année. Convention avec l'ASBL Just Magic. Approbation.

Madame et Messieurs les Conseillers communaux J.-L. CLAUX, M.-C. LEFEBVRE, G. HUEZ, L.-D. CASTERMAN, B. MAT, X. DECALUWE sortent de séance.

D'emblée, Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, constate que cette convention est soumise au conseil communal avant l'évènement, mais qu'elle concerne uniquement les activités de fin d'année qui se dérouleront les 11 et 12 décembre 2016. "Que va-t-il se passer après ? On ne le sait pas !" s'exclame-t-elle.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, propose que la clause suivante soit ajoutée au dernier paragraphe de l'article 7 de la convention :

"...l'asbl garantit la ville contre toute action occasionnée par la violation de ces droits..."

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, n'y voit aucune objection pour autant que le service juridique l'accepte.

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, répond ensuite à Madame la Conseillère communale cdH, Monique WILLOCQ :

"Les fêtes de fin d'année sont prévues en deux temps. Il y a effectivement le programme prévu le week-end des 10 et 11, sachant que cela débutera le 9 avec l'inauguration du marché de Noël dans la halle aux draps. Le week-end des 10 et 11, se déroulera le circuit énigmatique. Il sera un peu dans l'esprit de ce qui s'est fait l'année dernière avec "le Père Noël est un Jedi", où on avait surfé sur Star Wars. Cette année, on surfe sur Harry Potter, mais sans le citer pour des raisons de droits d'auteur. On dit que le Père Noël est un magicien. Vous avez vu les différentes étapes : nous partons de la place Crombez en famille. Les enfants doivent trouver des mots dans les chalets qui sont répartis dans les rues commerçantes de l'hyper centre. Ils arrivent sur la Grand Place où ils doivent trouver la formule et la donner à Voldemort. Un tirage au sort est organisé pour recevoir des cadeaux.

Ce week-end là, dans les quartiers commerçants, certains commerçants organisent des activités, par exemple à la rue de Courtrai, où on annonce la présence du Père Noël et de ses lutins.

Le week-end suivant, des animations sont prévues aussi dans les quartiers commerçants. Des activités seront organisées un peu partout : dans le piétonnier, à la place Paul Emile Janson, à la rue du Cygne ...

L'an dernier, un parcours avait été prévu. Certaines rues avaient été oubliées comme, par exemple, la rue de l'Yser et la rue du Cygne. Cette année, ces rues organisent des activités, ce qui permet de faire le tour du quartier et de redécouvrir les commerces.

Il y aura donc beaucoup d'activités les autres week-ends : des concerts, des balades gourmandes par l'association des guides, des marchés de Noël dans les villages, des spectacles, des concerts, le jogging du Père Noël, la marche des coquilles ...

Dans le piétonnier, toujours sur la thématique du Père Noël est un magicien, nous ajoutons une touche de magie de Noël avec la maison du Père Noël, où on pourra faire des photos qu'on pourra télécharger sur le site. Ce sera donc gratuit pour les parents.

Cette année également, un bal des magiciens sera proposé avec costumes et feu d'artifice.

Vous recevrez bien entendu le programme complet de ces activités.

Sur la Grand Place, le sapin sera toujours aussi magique, avec plus de décorations et d'illuminations.

Le manège ne reviendra plus. L'année dernière, il était venu gratuitement. Or, pour un manège de ce type, il faut compter 20.000,00€. Ce n'était pas possible avec le budget dont nous disposions. Il y aura donc un manège, mais pas celui de l'année dernière. Nous avons voulu aménager tout autour une forêt de sapins. Le service des espaces verts a travaillé comme l'année dernière pour vous proposer de très belles choses, comme cette forêt sur la Grand Place.

Des chalets seront ouverts par les commerçants de la Grand Place. Ils y vendront leurs produits de Noël.

L'idée est d'amener le public vers la halle aux draps."

Pour clôturer, Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, donne quelques explications concernant les droits d'auteur, suite à la proposition formulée par Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE.

Le président d'assemblée, **Rudy DEMOTTE**, entre en séance à 20 heures 28 et préside l'assemblée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la décision du collège communal du 16 septembre 2016 validant le tableau budgétaire prévisionnel de "Tournai d'Hiver" 2016;

Considérant que le collège communal, en séance du 10 novembre 2016, a pris connaissance des termes de la convention conclue avec l'ASBL Just Magic, dans le cadre du projet "le père Noël est un magicien";

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 14 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention avec l'ASBL Just Magic dans le cadre du projet "le père Noël est un magicien" à l'occasion des fêtes de fin d'année :

"Convention de partenariat avec l'ASBL Just Magic dans le cadre des fêtes de fin d'année 2016"

Entre les soussignés :

La Ville de Tournai, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin 52, représentée par

- Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général et

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale

ci-après dénommée «la Ville»,

Et

L'ASBL JUST MAGIC dont le siège social est établi au 470 chaussée de Maubeuge à 7022 HYON, représentée par

- Madame Sarah BENALI , présidente et

- Madame Elodie DEBAY, trésorière

ci-après dénommée «l'ASBL»

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : objet de la convention

Dans le cadre des festivités de fin d'année 2016 («Tournai d'Hiver»), la Ville et l'ASBL ont décidé de collaborer en vue de permettre l'organisation d'animations sur le thème des personnages des livres et films «Harry Potter», au sein de 15 chalets installés à Tournai, sous forme d'un parcours déambulatoire, les 10 et 11 décembre 2016 de 15 heures à 19 heures.

La présente convention a pour objet de régler les modalités relatives à cette collaboration.

Article 2 : engagements de la Ville

La Ville s'engage à assumer les engagements suivants :

1. Le montage (et le démontage) de 15 chalets sur le parcours déambulatoire défini, à savoir : place Crombez (2), rue de Courtrai (2), rue de l'Yser (2), place Paul-Emile Janson (2), Piétonnier (2), place Saint-Pierre, Vieux Marché aux Poteries (2) et Grand Place (2)
2. L'établissement des états des lieux d'entrée et de sortie pour les chalets mis à disposition
3. La mise à disposition d'un moniteur du service jeunesse par chalet
4. Le nettoyage des chalets après utilisation
5. La prise en charge du coût lié aux consommations d'énergie

Remarque : la prise en charge des frais relatifs à la SABAM incombe aux comités de quartier partenaires, sous la coordination de l'association des commerçants.

Article 3 : engagements de l'ASBL

L'ASBL s'engage à assumer les engagements suivants :

1. L'animation et la gestion de 15 stands (chalets) durant la durée prédéfinie à l'article 1.

Détail des animations :

15 chalets sont installés sur un parcours déambulatoire emprunté par le public ; à chaque stand, une énigme doit être résolue, permettant la découverte d'une lettre; au 15ème stand, la totalité des lettres découvertes permet la lecture d'un parchemin et, le cas échéant, permet de participer au tirage au sort pour gagner des cadeaux.

Les thèmes des chalets sont les suivants :

- 1) horcruxe (un médaillon à emporter) => à chaque stand, une lettre à découvrir
- 2) baguette magique de sorcier (à emporter)
- 3) cocktails fumants
- 4) tatoos : la marque de Voldemort
- 5) cicatrice de Harry Potter
- 6) relooking de Harry Potter ou Dumbeldor avec stand photo
- 7) Mangemort : boîte à sensation
- 8) échiquier géant
- 9) porte alaomora : jeux des clés
- 10) Azkaban photobooth
- 11) l'araignée géante
- 12) le chapeau de la maison
- 13) lettre de Poudlard : lampe uv
- 14) Severus rogue : jeux de balle
- 15) Voldemort : fin lecture du parchemin

2. La remise des bricolages réalisés sur le parcours aux enfants (500)

3. La présence des différents personnages du film «Harry Potter» sur les stands et sur le parcours

4. La décoration des stands sur le thème

5. L'assurance couvrant sa responsabilité civile durant l'événement.

Article 4 : tarif

Le coût relatif aux prestations de l'ASBL figurant à l'article 3 s'élève à 17.750,00€ toutes taxes comprises (l'ASBL n'est pas assujettie à la T.V.A.) et se décline de la manière suivante :

1. Pour les animations :

- horcruxe (un médaillon à emporter) : 1.000,00€
- baguette magique de sorcier (à emporter) : 1.000,00€
- cocktails fumants (500 cocktails) : 1.000,00€
- tatoos : la marque de Voldemort : 1.000,00€
- cicatrice de Harry Potter : 1.000,00€
- relooking en Harry Potter ou Dumbeldor avec stand photo : 500,00€
- Mmangemort : boîte à sensation : 500,00€
- échiquier géant : 1.000,00€
- porte alaomora : jeux des clés : 500,00€
- Azkaban photobooth : 500,00€
- l'araignée géante : 500,00€
- le chapeau de la maison : 500,00€
- lettre de Poudlard : lampe UV : 500,00€

- Severus rogue : jeux de balle : 500,00€

- Voldemort : fin du parcours et lecture du parchemin : 250,00€

Total : 10.250,00€ pour les 15 stands

2. Pour chaque stand, un animateur de l'ASBL plus un moniteur de la Ville

Total : 4.500,00€ pour les prestations des 10 et 11 décembre 2016, de 15 heures à 19 heures

3. Décoration :

place du bal (Grand Place) : bâches décoratives : 2.000,00€

place Crombez : décoration de l'aubette de la gare : 1.000,00€

Total : 3.000,00€

Soit un montant de 17.750,00€ pour l'ensemble des prestations.

Un acompte de 30% de la somme, soit 5.325,00€, sera versé pour le 5 décembre 2016 au plus tard.

Le solde, soit 12.425,00€, sera versé dès réception de la facture.

Les paiements seront effectués sur le compte BE36 0017 6211 9881.

Article 5 : protection des tendances idéologiques et philosophiques

Conformément à l'article 4 de la Loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, les parties s'abstiendront de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

Article 6 : tranquillité du voisinage

La Ville et l'ASBL veilleront à prendre toutes les mesures utiles afin que l'occupation des lieux ne génère pas de troubles pour le voisinage.

Article 7 : entretien - responsabilité

L'ASBL s'engage à occuper les lieux en bon père de famille.

Elle sera tenue responsable à l'égard de la Ville des dégradations occasionnées au matériel mis à disposition.

Chaque partie assumera la responsabilité des prestations qui lui incombent.

La Ville décline en outre toute responsabilité quant à la violation éventuelle, par l'ASBL, de la législation sur les droits intellectuels dans le cadre des animations proposées par celle-ci et l'asbl garantit la Ville contre toute action qui trouverait son origine dans la violation desdits droits.

Article 8 : litiges

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

Fait à Tournai,

Le novembre 2016

Pour la Ville,

Le Directeur général L'Echevin délégué à la fonction maïorale

Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

Pour l'ASBL,
.....".

11. Personnel communal. Allocation de fin d'année 2016. Octroi. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le statut pécuniaire du personnel communal accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public, arrêté par le conseil communal du 28 février 2011 (articles 65 et 66 du chapitre X - allocation de fin d'année);

Considérant la décision du conseil communal du 23 novembre 2015 d'octroyer aux titulaires des grades légaux, aux membres du personnel communal statutaire, contractuel et aux agents contractuels dans le cadre des aides à la promotion de l'emploi (A.P.E.), l'allocation de fin d'année, de manière telle que ladite allocation soit liquidée dans le courant du mois de décembre 2015;

Considérant l'adhésion de la Ville au pacte pour une fonction publique locale et provinciale solide et solidaire (convention sectorielle 2005-2006);

Considérant que les pouvoirs locaux gardent leur entière autonomie dans la décision d'attribution de l'allocation de fin d'année;

Considérant que le nouveau programme de gestion de la paie ne permet plus de scinder le paiement de la prime de fin d'année du traitement des agents;

Considérant qu'il y aurait lieu de déroger au statut administratif prévoyant le paiement de ladite prime dans le courant du mois de décembre afin d'effectuer ce versement au même moment que la liquidation des traitements, soit fin novembre 2016;

Considérant que les crédits budgétaires sont inscrits au budget de l'exercice 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 14 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'octroyer aux titulaires des grades légaux, aux membres du personnel communal statutaire, contractuel et contractuel dans le cadre des aides à la promotion de l'emploi (A.P.E.), l'allocation de fin d'année, de manière telle que ladite allocation soit liquidée sur les bases ci-après, fin novembre 2016, en même temps que les traitements, en dérogation au statut pécuniaire arrêté par le conseil communal en séance du 28 février 2011.

Partie forfaitaire :

$528,62 \times \text{indice santé lissé octobre 2016} = 528,62 \times 101,78 \text{ soit : } 534,51 \text{ €}$
indice santé lissé octobre 2015 100,66

Le montant de la partie forfaitaire est obtenu en multipliant la partie forfaitaire de l'année précédente d'une fraction dont le dénominateur est l'indice santé du mois d'octobre de l'année précédente (N-1) et le numérateur, l'indice santé du mois d'octobre de l'année considérée (N).

Partie variable :

2,5% de la rétribution brute due pour le mois d'octobre 2016, pour la période de référence s'étendant du 1er janvier au 30 septembre 2016.

12. Tournai, rue du Curé Notre-Dame, 13/17. Acquisition pour cause d'utilité publique d'un bâtiment appartenant à des particuliers. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient comme suit :

"On va voter pour. On se pose beaucoup de questions sur le projet en lui-même. En commission, quand Madame l'Echevine DEDONDER nous a exposé la politique touristique, la question s'est posée, mais ce n'était pas le lieu pour y répondre. Nous souhaitons, dès lors, qu'une commission soit organisée sur le sujet pour découvrir le projet dans son ensemble."

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, pose la question suivante :

"Ce bâtiment va être acheté par la Ville pour être démoli ? Pas nécessairement ?"

Le **président** d'assemblée précise qu'à ce stade, aucune décision n'a été prise. "L'une des raisons qui fait que nous achetons le bâtiment, c'est que si nous voulons rendre le site utilisable, un bâtiment enclavé pose problème. Ni plus ni moins aujourd'hui."

Pour le reste, il suggère que Monsieur l'Echevin de la culture, Tarik BOUZIANE, prenne l'initiative de convoquer une commission sur le sujet, comme le propose la conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant, pour mémoire, que la Ville a acquis récemment les immeubles dénommés "hôtel des anciens prêtres", sis à Tournai, place de l'Evêché et rue du Four Chapitre, cadastrés ou l'ayant été section F, n°626B et n°626C, d'une contenance respective de 10a 25ca et de 4a 66ca;

Considérant que cette acquisition a été réalisée dans le cadre du portefeuille "smart Tournai", lequel prévoit l'aménagement, dans les biens susmentionnés ainsi que dans l'ancienne bibliothèque communale, d'un "smart center" comprenant les espaces suivants:

- un parcours sensoriel immersif (centre d'interprétation s'appuyant sur les outils technologiques au service de l'expérience du tourisme d'affaires)
- un centre de conférence (auditorium du futur)
- une vitrine de l'innovation et des technologies "smart cities" (espace de partage et de démonstration des innovations smart cities);

Considérant que, dans la poursuite de ce projet, l'immeuble sis à Tournai, rue du Curé Notre-Dame, 13/17, cadastré ou l'ayant été section F, n° 622 S, est intéressant pour l'administration communale vu sa proximité avec les deux biens précités;

Considérant que de ce fait, le collège communal, lors de sa séance du 11 décembre 2015, a décidé du principe d'acquérir, sous réserve de la décision du conseil communal, l'immeuble dont question;

Considérant que, pour ce faire, un rapport d'expertise a été sollicité auprès du service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition d'immeubles de Mons, lequel a fixé, en date du 6 juillet 2016, la valeur de l'immeuble à un montant de 530.000,00€ majoré de l'indemnité de emploi et des intérêts d'attente pour un montant de 101.031,25€ (soit 631.031,25€);

Considérant que le collège communal, en sa séance du 8 juillet 2016, a pris connaissance de ce rapport d'expertise et a décidé de procéder à l'acquisition de l'immeuble pour cause d'utilité publique, moyennant ce montant;

Considérant que les propriétaires ont marqué leur accord sur le prix de vente (631.031,25€);

Considérant que le collège communal, en séance du 14 octobre 2016, a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur les termes du projet d'acte authentique d'acquisition rédigé par le service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons moyennant les modifications apportées par le service patrimoine (suppressions en rouge et modifications en jaune fluo);

Considérant que les propriétaires ont émis une remarque sur le projet d'acte leur transmis portant sur la prise en charge du précompte immobilier;

Considérant que, suite à cette remarque, les clauses suivantes ont été adaptées:

- la clause IV "Occupation - Propriété - Jouissance - Impôts" a été complétée comme suit:
"Le pouvoir public a versé antérieurement aux présentes au comparant (par virement sur le compte BE93 3754 0984 3267 ouvert au nom de Monsieur et Madame JAMART-CABY) le prorata du précompte immobilier pour l'année 2017, soit€ dont quittance."

- la clause V "Prix"

La dernière phrase "*le prix comprend le prorata du précompte immobilier afférent au restant de l'année en cours*" a été supprimée;

Considérant qu'il est à noter que le bien objet de l'acquisition est composé d'un rez-de-chaussée commercial et de logements donnés en location:

- le bail commercial prendra fin en principe le 28 février 2017
- trois logements sont toujours occupés (deux baux de trois ans expirant en principe respectivement le 14 janvier 2018 et le 28 février 2019 et un bail de neuf ans expirant en principe le 30 juin 2022);

Considérant l'extrait du plan cadastral et les matrices y relatives;

Considérant que les crédits nécessaires à cette acquisition ont été prévus à l'article 930/712-60 du budget extraordinaire 2016 (projet n°20160032);

Vu l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- d'acquérir, pour cause d'utilité publique, le bâtiment sis à Tournai, rue du Curé Notre-Dame, 13/17, cadastré ou l'ayant été section F, n°622 S, appartenant à des particuliers, moyennant la somme de 631.031,25 € hors frais;
- de marquer son accord sur l'acte authentique à intervenir dont les termes suivent:

"ACTE D'ACQUISITION D'IMMEUBLE

L'an deux mille seize,

Le

Nous, Monsieur Christian FOUCART, Directeur a.i. au service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et de la communication, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de MONS, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

Comparaissant devant nous :

Monsieur JAMART Paul Jean Marcel Antoine, né à Liège, le douze novembre mil neuf cent trente-huit, connu au registre national sous le numéro 38.11.12.117-10, et son épouse, Madame CABY Annick, née à Tournai, le quinze novembre mil neuf cent quarante-cinq, connue au registre national sous le numéro 45.11.15.110-74, domiciliés ensemble à 7500 TOURNAI, rue Saint-Elleuthère, numéro 26.

Les comparants déclarent s'être mariés sous le régime de la communauté légale avec clause de réalisation suivant contrat de mariage reçu le vingt août mil neuf cent soixante-six par Maître Alfred GAHYLLE, notaire à Tournai, et être actuellement soumis au régime légal à défaut de déclaration de maintien de leur régime matrimonial conventionnel. Ils déclarent en outre n'avoir apporté aucune modification à leur régime matrimonial.

Ci-après dénommés «le comparant» ou «le vendeur».

ET D'AUTRE PART,

La VILLE DE TOURNAI (0 207.354.920), dont les bureaux se situent à 7500 TOURNAI, rue Saint-Martin, numéro 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le 1er janvier 2015 et en vertu de l'article 101 du décret du 17 décembre 2015 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2016 et publié au Moniteur belge du 25 janvier 2016, ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil communal du 28 novembre 2016, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé.

Ci-après dénommée «le pouvoir public» ou «l'acquéreur».

ACQUISITION

Le comparant vend au pouvoir public, qui accepte, le bien désigné ci-dessous, aux conditions indiquées dans le présent acte.

I.- DESIGNATION DU BIEN

Ville de Tournai – 1ère division (ancien Tournai 1)

(INS 57081 – MC 20167)

Une parcelle sise au lieu dit «rue du Curé Notre-Dame, 13» cadastrée ou l'ayant été comme maison de commerce, cadastrée ou l'ayant été sous le numéro 57081-F-0622/00-S-000-P0000, pour une contenance, selon cadastre, d'un are cinquante-huit centiares (1a 58ca) et d'une contenance, selon les différents actes authentiques intervenus sur cette parcelle, d'un are soixante centiares cinquante-huit décimilliaires (1a 60ca 58dm) à l'exclusion de la bande de terrain, propriété communale, comprise entre le bien communal actuellement cadastré sous le numéro 57081-F-0622/00-M-000 et le bien objet des présentes.

Revenu cadastral : 3.564,00 €,

Ci-après dénommée «le bien».

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien appartient à la communauté existant entre Monsieur Paul Jean Marcel Antoine JAMART et son épouse, Madame Annick CABY, comparant aux présentes, pour l'avoir acquis de Monsieur Victor Henri MASSE et de Madame Marcelle Georgette MASSE en suite d'un acte de vente reçu le vingt juin mil neuf cent septante-sept par Maître Jacques SEYNAEVE, notaire à Tournai, dûment transcrit à la conservation des hypothèques de Tournai.

II.- BUT DE L'ACQUISITION

L'immeuble est acquis par la Ville pour cause d'utilité publique.

L'immeuble sera intégré dans le projet de réhabilitation des bâtiments communaux voisins (hôtel des anciens prêtres et ancienne bibliothèque) en vue de l'aménagement dans les lieux d'un «smart center» [projet cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER)].

Ce «smart center» comprendra les espaces suivants :

- un parcours sensoriel immersif (centre d'interprétation s'appuyant sur les outils technologiques au service de l'expérience du tourisme d'affaires)
- un centre de conférence (auditorium du futur)
- une vitrine de l'innovation et des technologies smart cities (espace de partage et de démonstration des innovations smart cities)."

III.- CONDITIONS

GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE

Le comparant garantit le pouvoir public de tous troubles, évictions ou autres empêchements quelconques.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges privilégiées et hypothécaires quelconques, tant dans le chef du comparant que dans le chef des précédents propriétaires. Si le bien était grevé de pareilles charges, le pouvoir public aurait la faculté de se libérer en versant le prix à la caisse des dépôts et consignations, sans offre préalable ni mise en demeure. Il en serait de même en cas d'opposition au paiement. Les frais de retrait de la consignation seraient à charge du comparant.

SERVITUDES

Le pouvoir public souffrira toutes les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues et discontinues qui pourraient grever le bien, et il jouira des servitudes actives, s'il y en a, le tout à ses risques et périls et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits que ceux fondés sur titres réguliers transcrits et non prescrits ou sur la loi.

Le comparant déclare qu'à sa connaissance il n'existe aucune servitude qui grève le bien et que lui-même n'en a conféré aucune.

Le comparant déclare que le conseil communal, lors de sa séance du 6 décembre 1946, a autorisé le propriétaire du terrain sur lequel a été érigé le bien prédésigné à établir, à titre de pure tolérance, divers jours et vues dans ledit immeuble.

Le comparant déclare également que cette même instance avait octroyé une autorisation de passage, à titre précaire, sur la bande de terrain de 3,50 mètres de large comprise entre ledit immeuble et la propriété communale cadastrée actuellement sous le numéro 57081-F-0622/00-M-000 moyennant le respect des conditions suivantes :

- le demandeur s'engageait, tant pour lui-même que pour ses ayants-cause, à supprimer les ouvertures dont question dès qu'il en aurait été requis par le collège échevinal. Cette suppression impliquait de plein droit la disparition de la servitude de passage (sic) et l'intéressé reconnaissait que les ouvertures précitées avaient été autorisées par pure tolérance de la Ville et qu'aucune raison ne pourra jamais être invoquée pour arriver à établir un droit quelconque à leur maintien

- le demandeur s'engageait à fermer le passage de 2 mètres de large compris entre la bibliothèque communale et son bâtiment par une porte confectionnée dans le style de la maison à ériger. Une clef de cette porte devait être remise à la Ville pour le Service de la bibliothèque. Le passage conduit à la bande de terrain de 3,50 mètres de large qui fait l'objet du droit de passage.
- le demandeur devait verser, à titre reconnaîtif, une redevance annuelle de 300,00 francs anticipativement.

ETAT DU BIEN - CONTENANCE - BORNAGE

Le bien est vendu dans l'état où il se trouve, bien connu de l'acquéreur.

Aucune réclamation ne peut être élevée du chef d'erreur de désignation ou de contenance, la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, faisant profit ou perte pour le pouvoir public.

S'il y a lieu, l'abornement du bien vendu le long des propriétés restant appartenir au comparant, se fera aux frais du pouvoir public. L'expert désigné par celui-ci fera connaître aux parties, par lettre recommandée, le jour et l'heure où il procédera aux opérations de bornage et dressera procès-verbal de ces opérations. Un double de ce procès-verbal sera remis à chacune des parties.

SERVICE D'UTILITE PUBLIQUE

Le pouvoir public sera tenu de signaler l'acquisition de l'immeuble prédécrit aux différents fournisseurs d'énergie endéans les huit jours de la passation du présent acte.

Tous les compteurs et canalisations, qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au comparant, ne font pas partie de la vente et sont réservés à qui de droit.

ASSURANCE

Le vendeur déclare que le bien est assuré contre l'incendie et les périls connexes auprès de la compagnie «AG Insurance» via les Assurances Brotcorne (7500 Tournai, rue Saint-Martin, 79), numéro de police 910/03/1.1681.406.

Conformément à l'article 111 §1er de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, la garantie accordée par cette police est acquise à l'acquéreur pendant trois mois à compter de ce jour.

L'acquéreur ne pourra cependant s'en prévaloir au-delà de la date d'échéance de ladite police. Il ne pourra davantage s'en prévaloir s'il bénéficie d'une garantie résultant d'un autre contrat.

IV.- OCCUPATION - PROPRIETE - JOUISSANCE - IMPOTS

Le comparant déclare que le bien est occupé par :

- Monsieur WIERRE Franck (commerce), en vertu d'un contrat de bail commercial passé le 4 mars 2013 avec renon le 18 avril 2015 suivi d'un avenant passé le 7 novembre 2015 prenant cours le 1er mars 2016 au 28 février 2017;
- Madame DELGUTTE Stéphanie (1er étage), en vertu d'un contrat de bail passé le 29 février 2016, prenant cours le 1er mars 2016 et expirant le 28 février 2019;
- Monsieur et Madame WATTEAU-CEUNINCK (2ème étage), en vertu d'un contrat de bail de neuf ans passé le 24 juin 2013 prenant cours le 1er juillet 2013;
- Madame COSTE Elodie (3ème étage), en vertu d'un contrat de bail de trois ans passé le 4 décembre 2014, prenant cours le 15 janvier 2015;
- Madame DELISSEN, domiciliée à 59199 Bruille-Saint-Amand (France) Rue du Long Buot, numéro 44 (Annexe), dont le bail a été résilié avec effet à la date du 1er juillet 2016.

Le vendeur déclare que les baux n'ont pas été enregistrés.

Le pouvoir public aura la propriété du bien à dater de ce jour. Il en aura la jouissance à compter du même moment par la perception des loyers.

Le pouvoir public est subrogé au comparant dans tous les droits et obligations de ce dernier liés aux baux susmentionnés, dont il reconnaît avoir parfaite connaissance. Le pouvoir public aura cependant

la faculté de mettre fin unilatéralement aux baux dans le respect des dispositions légales relatives aux baux n'ayant pas date certaine ou de conclure un accord avec les preneurs sans intervention ni responsabilité de la part du comparant.

Il supportera à partir de la signature de l'acte authentique et proportionnellement à l'exercice en cours, le précompte immobilier et toutes taxes, contributions et impositions quelconques mises ou à mettre sur le bien vendu.

Le pouvoir public a versé antérieurement aux présentes au comparant (par virement sur le compte BE93 3754 0984 3267 ouvert au nom de Monsieur et Madame JAMART-CABY) le prorata du précompte immobilier pour l'année 2017, soit, dont quittance.

V.- PRIX

L'acquisition est consentie est acceptée moyennant le prix de six cent trente et un mille trente et un euros vingt-cinq centimes (631.031,25€) que le vendeur reconnaît avoir reçu antérieurement aux présentes par virement sur le compte numéro BE93 3754-0984-3267 (IBAN) ouvert au nom de Monsieur et Madame JAMART-CABY.

Le vendeur en donne quittance entière en définitive faisant double emploi avec toute autre délivrée séparément sur le même objet.

VI.- MENTIONS LEGALES

T.V.A.

Le fonctionnaire instrumentant donne lecture au comparant des articles 62, paragraphe 2 et 73 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 62, paragraphe 2 :

"Tout assujetti ou membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, §2, propriétaire ou titulaire d'un droit réel sur un bien susceptible d'une hypothèque, est tenu de faire connaître sa qualité d'assujetti ou de membre d'une unité T.V.A. au notaire qui est chargé de dresser l'acte ayant pour objet l'aliénation ou l'affectation hypothécaire de ce bien, suite à la demande que celui-ci lui adresse. Le Ministre des Finances règle les modalités d'application du présent paragraphe."

Article 73 :

"Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 250 à 500.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, contrevient aux dispositions du présent Code ou des arrêtés pris pour son exécution".

Sur notre interpellation, le comparant a déclaré ne pas posséder la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, telle que cette qualité est précisée par l'arrêté ministériel numéro 13 du quatre mars mil neuf cent nonante-trois. Il déclare, en outre, ne pas avoir aliéné d'immeuble sous le régime de la taxe sur la valeur ajoutée dans la période de cinq années qui précèdent la passation du présent acte, ne pas faire partie d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, paragraphe 2 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée et ne pas faire partie d'une association de fait ou momentanée qui, par son activité, a la qualité d'assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée.

CERTIFICATS DE PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BÂTIMENTS

Les parties déclarent que l'acquéreur a été informé de l'existence des certificats de performance énergétique des bâtiments résidentiels existant portant les références * (commerce), * (1er étage), * (2ème étage) et * (3ème étage), dressés le *, par *, agréée sous le numéro « * » en qualité de certificateur de PEB de bâtiment résidentiel existant au sens des articles 237/30 et 583 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) et qu'il a pris connaissance du contenu de ce certificat.

L'acquéreur confirme que le vendeur lui a remis le certificat PEB précité.

DECLARATION EN EXECUTION DE L'ARTICLE 276bis DU REGLEMENT GENERAL SUR LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Le comparant déclare avoir remis à l'acquéreur l'original du procès-verbal de la visite de l'installation électrique, rédigé par * en date du *, portant la référence « * », et certifie que cette installation n'a subi depuis ni changement important ni extension notable.

L'acquéreur déclare avoir reçu l'original du procès-verbal précité.

Le procès-verbal étant négatif, l'acquéreur s'engage à communiquer par écrit son identité et la date de l'acte de vente à l'organisme agréé qui a exécuté la visite de contrôle de l'installation électrique.

CITERNE A MAZOUT

Le vendeur déclare être informé de ce que la détention d'une citerne à mazout, aérienne ou enterrée, d'au moins 3.000 litres, oblige son exploitant à se soumettre au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à disposer en exécution de ce décret, d'une déclaration environnementale de classe 3 et à observer les conditions d'exploitation prévues par l'arrêté du gouvernement wallon (AGW) du 17 juillet 2003 relatif aux conditions intégrales des citernes à mazout de 3.000 à 25.000 litres.

Dans ce cas :

- tout réservoir doit être équipé depuis le premier janvier deux mille cinq d'un système antidébordement;
- un réservoir aérien doit subir un contrôle visuel effectué par un technicien agréé par la Région Wallonne;
- un réservoir enfoui ou non accessible doit avoir fait l'objet d'un test d'étanchéité au plus tard le premier janvier deux mille cinq, sauf si le réservoir est placé depuis moins de dix ans, auquel cas il doit subir un contrôle au plus tard dix ans après sa mise en service. Lors du contrôle aérien ou du test d'étanchéité d'un réservoir enfoui non accessible, une plaquette de contrôle verte est scellée au réservoir et une attestation de conformité est délivrée.

Le vendeur déclare à ce sujet qu'il n'y a pas dans le bien vendu de citerne à mazout de trois mille litres ou plus.

URBANISME

Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

a) Information circonstanciée :

Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : «Zone d'habitat dans un périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique» au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz.
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

b) Absence d'engagement du vendeur :

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c) Information générale :

Il est, en outre, rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;

- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence, il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE

Interrogé par le fonctionnaire instrumentant sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure afférent au bien décrit ci-dessus, le vendeur a répondu par la négative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, aucun entrepreneur n'avait effectué, relativement audit bien, de travaux nécessitant la rédaction d'un dossier d'intervention ultérieure conformément à l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du C.W.A.T.U.P.E. opérée par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85, §1er, alinéa 1, 3° du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le 18 mai 2009, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que par conséquent aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

Sous cette réserve, l'acquéreur libère le vendeur de toutes obligations dans les rapports entre parties sans préjudice aux droits des tiers et notamment des autorités publiques.

En pareil cas, les parties conviennent que le vendeur mis en cause par les autorités publiques ne pourrait se retourner contre l'acquéreur ou l'appeler en garantie

VII.- DISPOSITIONS FINALES

FRAIS

Tous les frais des présentes sont à charge du pouvoir public.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Le comparant déclare dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le pouvoir public fait élection de domicile en ses bureaux et le comparant en son domicile.

CERTIFICAT D'ETAT CIVIL

Le fonctionnaire instrumentant certifie que les nom, prénoms, lieu et date de naissance du comparant, tels qu'ils sont renseignés ci-dessus, sont conformes aux indications du registre national dont il a pris connaissance.

Le comparant déclare autoriser le fonctionnaire instrumentant à faire usage de son numéro d'identification au registre national.

IDENTIFICATION

Le fonctionnaire instrumentant déclare avoir bien identifié les parties aux présentes au vu de leur carte d'identité.

DECLARATIONS EN MATIERE DE CAPACITE

Le comparant déclare :

- qu'il n'a, à ce jour, déposé aucune requête en règlement collectif de dettes dont la décision d'admissibilité rendrait indisponible son patrimoine;
- qu'il n'est pourvu ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'il n'a pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et qu'il n'a pas été déclaré en faillite non clôturée à ce jour;
- et d'une manière générale, qu'il n'est pas dessaisi de tout ou partie de l'administration de ses biens.

AUTRES DECLARATIONS

Le comparant déclare que le bien ne fait pas l'objet de mesures de restriction au droit de libre disposition, notamment clause de réméré, droit d'option, droit de préférence ou de préemption, remembrement, mandat hypothécaire, etc.

DONT ACTE.

Passé à Tournai, et signé par le comparant et le fonctionnaire instrumentant, après lecture."

13. École Paris. Remplacement du brûleur à gaz à air pulsé. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L 1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, §1er, 1°, a et c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §3;

Considérant que, suite à la récente inondation de la chaufferie à l'école Paris, les trois brûleurs à gaz à air pulsé se sont retrouvés sous eau et qu'après leur séchage et plusieurs tentatives pour les remettre en route, il s'est avéré qu'ils étaient hors service;

Considérant qu'un devis de remplacement provenant de la firme CFA a été communiqué à l'assurance de la Ville et qu'un représentant de la compagnie d'assurance ETHIAS a effectué une expertise le 3 octobre 2016;

Considérant que la compagnie d'assurance indemniser la ville pour un montant de 10.750,35€ hors TVA;

Considérant que, compte tenu du remplacement complet de la chaufferie prévu au budget 2017, une solution moins coûteuse a été prévue;

Considérant que le service des travaux avait en magasin un brûleur de même type que ceux existants (posé par la firme CFA pour la somme de 1.845,24€ hors TVA, soit 1.955,95€) et que deux brûleurs étaient jugés suffisants pour assurer le chauffage de l'école en attendant la nouvelle chaufferie en 2017;

Considérant qu'il était urgent et impératif de faire installer un second brûleur à gaz à air pulsé;

Considérant qu'une demande de prix a été effectuée auprès des firmes CELSIUS, CFA et ENVYSIS;

Considérant que les firmes suivantes ont remis prix:

- SA CFA, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes au montant de 4.481,70€ hors TVA
- CELSIUS SPRL, avenue de Maire, 91 à 7500 Tournai au montant de 7.620,95€ hors TVA;

Considérant que la firme CFA SA a proposé le prix le plus intéressant : 4.481,70€ hors TVA, soit 4.750,60€ TVA comprise (couvert par l'indemnité de l'assurance);

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché, celui-ci peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26, §1er, 1° a et c de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'aucun crédit n'étant inscrit au budget extraordinaire 2016, ceux-ci seront prévus au budget extraordinaire 2017;

Considérant qu'il appartient au conseil communal de prendre acte de la décision prise par le collège communal en séance du 14 octobre 2016 et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 27 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 14 octobre 2016, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet le remplacement d'un brûleur à gaz à air pulsé à l'école Paris avec la firme CFA SA, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes au montant de son offre s'élevant à 4.481,70€ hors TVA soit 4.750,60€ TVA comprise. La TVA au taux de 6%, soit 268,90€, sera payée au service public fédéral finances.

L'ordre de commencer est donné immédiatement.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est passé par procédure négociée, et ce, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a et c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 §1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui en prendra acte lors de sa prochaine séance et qui admettra ou non la dépense.

Article 5 : les crédits seront prévus au budget extraordinaire 2017;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense d'un montant de 4.750,60€ TVA comprise.

<p>14. Cimetière de Kain. Travaux d'entretien et mise en valeur de certains monuments et sépultures. Aménagement du carré d'honneur. Avenant n°1. Articles L1222-4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment ses articles L1222-4 et L1311-5;

Vu sa décision du 23 décembre 2015 de désigner l'entreprise FRANÇOIS FRERES SPRL, rue du Village, 40 à 7903 Chapelle-à-Oie, pour la restauration du carré d'honneur du cimetière de Kain, dans le cadre de l'appel à projets "funérailles et sépultures", travaux d'entretien et de mise en valeur des monuments mémoriels et des sépultures des acteurs des guerres 14/18 et 40/45, au montant de son offre la moins-disante s'élevant à 20.960,00€ hors TVA;

Vu sa décision du 13 mai 2016 de donner ordre de commencer les travaux de restauration du carré d'honneur du cimetière de Kain le 13 juin 2016;

Considérant qu'à la demande de l'entreprise FRANÇOIS FRERES SPRL dont le planning avait pris du retard en raison des inondations, le collège communal a donné ordre, en séance du 24 juin 2016, de statuer les travaux puis de les reprendre le 8 août 2016;

Vu le rapport de l'auteur de projet dont les termes suivent :

"Lors de l'élaboration du cahier des charges, le nombre de tombes couvertes par une dalle en béton a été sous-estimé, les sondages ayant été effectués sur des carrés de pleine terre (sans dalle). Pour rappel, les carrés sont recouverts de graviers et d'une fine couche de terre entre ce gravier et les dalles encore existantes.

Les dalles sont retirées à chaque nouvel enterrement et remplacées par de la terre.

Le système choisi pour séparer les graviers décoratifs aux couleurs du drapeau belge sont des écolattes de 1m maintenues par des écopics, système classiquement utilisé dans les parterres d'espaces verts. L'avenant sollicité a pour but d'effectuer une saignée dans les dalles béton, afin de pouvoir insérer les écopics et y glisser les écolattes.

Les dalles ont une épaisseur de 10cm et un forfait de 1.500,00€ hors TVA est demandé par la firme adjudicatrice.";

Vu l'offre de prix de l'entreprise FRANÇOIS FRERES SPRL pour ces travaux, qui s'élève au montant forfaitaire de 1.500,00€ hors TVA, soit 1.815,00€ TVA comprise;

Vu l'article 37 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 relatif aux modifications apportées au marché;

Considérant que ces travaux supplémentaires reconnus nécessaires représentent 7,16% du montant du marché initial et que, dès lors, cette modification apportée au marché en cours d'exécution relève de la compétence du collège communal conformément à l'article L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les crédits reportés ne permettent pas de supporter cette dépense et qu'il convient d'inscrire le montant de 1.815,00€ au budget extraordinaire 2017 en exercices antérieurs sous l'article 878/749-98/15;

Considérant qu'en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le collège communal peut pourvoir à une dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 27 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND ACTE

de la décision prise par le collège communal du 14 octobre 2016 de pourvoir à la dépense réclamée par des circonstances impérieuses et imprévues, en vertu des dispositions de l'article 1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation:

- d'approuver les travaux supplémentaires modificatifs faisant l'objet du présent avenant n°1 au marché des travaux de restauration du carré d'honneur du cimetière de Kain, dans le cadre de l'appel à projets "funérailles et sépultures", travaux d'entretien et de mise en valeur des monuments mémoriels et des sépultures des acteurs des guerres 14/18 et 40/45, consistant au sciage du béton sur une épaisseur de 10 cm, largeur 10 cm sur l'ensemble de la surface du carré d'honneur, en ce compris l'enlèvement et l'évacuation du béton, à commander auprès de l'entreprise FRANÇOIS FRERES SPRL, rue du Village, 40 à 7903 Chapelle-à-Oie, au montant de son offre forfaitaire de 1.500,00€ hors TVA, représentant 7,16% du montant du marché initial, conformément à l'article 37 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et à l'article L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- de pourvoir à cette dépense et d'inscrire le montant de 1.815,00€ au budget extraordinaire 2017 en exercices antérieurs sous l'article 878/749-98/15;
- de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense, tel que prévu à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

15. Fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain. Modification budgétaire 2016 n°1 . Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 octobre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 5 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 6 octobre 2016 réceptionnée en date du 7 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, avec remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "*à l'avenir, il y a lieu d'annexer le procès-verbal de délibération du conseil de fabrique d'église, daté et signé*";

Considérant que la dépense de 282,16€ inscrite par le conseil de fabrique à l'article 63 "*dépenses extraordinaires relatives à un exercice antérieur*" des dépenses extraordinaires devrait plutôt être à l'article 62 "*dépenses ordinaires relatives à un exercice antérieur*" des dépenses extraordinaires et qu'il y a donc lieu de rectifier;

Considérant que la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain, telle que corrigée, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 3 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Montant avant modification	Majoration/réductions	Nouveaux montants
------------------	-----------------------	----------------------------	-----------------------	-------------------

Dépenses 63	Dépenses extraordinaires d'un exercice antérieur	0,00€	282,16€	0,00€
Dépenses 62	Dépenses ordinaires d'un exercice antérieur	0,00€	0,00€	282,16€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur le point suivant : "*à l'avenir, il y a lieu d'annexer le procès-verbal de délibération du Conseil de fabrique d'église, signé et daté*".

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	43.956,83€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	41.078,83€
Recettes totales extraordinaires	8.590,67€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	5.890,67€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	7.090,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	42.475,34€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	2.982,16€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	52.547,50€
Dépenses totales	52.547,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'état : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<p>16. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Modification budgétaire 2016 n°1. Approbation.</p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 septembre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 septembre 2016 réceptionnée le 28 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies, et approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'approbation du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies par le conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire; puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 21 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	25.732,73 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	23.706,73 €
Recettes extraordinaires totales	13.553,52 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de	2.378,77 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.870,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	24.241,50 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	11.174,75 €
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00 €
Recettes totales	39.286,25 €
Dépenses totales	39.286,25 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

<p>17. Fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont. Modification budgétaire 2016 n° 1. Approbation.</p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
 Vu la délibération du 3 octobre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 4 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;
 Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
 Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 6 octobre 2016 réceptionnée le 7 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la 1ère modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont et approuve sans remarque le reste de la 1ère modification budgétaire;
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que la 1ère modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire; puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 3 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	25.220,11 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	21.758,72 €
Recettes totales extraordinaires	1.394,09 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	1.394,09 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	5.703,70 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	20.910,50 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	26.614,20 €
Dépenses totales	26.614,20 €

Résultat comptable	0,00 €
---------------------------	---------------

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

18. Fabrique d'église Saint-Elleuthère à Blandain. Modification budgétaire 2016 n° 1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 5 octobre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 6 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Elleuthère à Blandain arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 6 octobre 2016 réceptionnée le 7 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la 1ère modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Elleuthère à Blandain et approuve sans remarque le reste de la 1ère modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la 1ère modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire; puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la 1ère modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 5 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	56.553,36 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	38.042,36 €
Recettes totales extraordinaires	214.315,14 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	2.366,14 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	6.320,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	52.599,50 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	211.949,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	270.868,50 €
Dépenses totales	270.868,50 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Eleuthère à Blandain
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

19. Fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai. Modification budgétaire 2016 n° 1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 3 octobre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 5 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 6 octobre 2016 réceptionnée le 7 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, avec remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la 1ère modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai, et approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «à l'avenir, il y a lieu d'annexer le procès-verbal de délibération du conseil de fabrique, signé et daté»;

Considérant que la 1ère modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, la 1ère modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 3 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	164.503,62 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.903,62 €
Recettes totales extraordinaires	40.471,88 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00 €
• dont un boni comptable de l'exercice en cours de	29.037,38 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	25.400,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	168.141,00 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	11.434,50 €

• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00 €
Recettes totales	204.975,50 €
Dépenses totales	204.975,50 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

20. Fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies. Modification budgétaire 2016 n°1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 septembre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 septembre 2016 réceptionnée le 28 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la première modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies, et approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la première modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la première modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 20 septembre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	15.441,04€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	2.920,04€
Recettes totales extraordinaires	9.571,96€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de	8.571,96€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.752,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	19.261,00€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	1.000,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	25.013,00€
Dépenses totales	25.013,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

21. Fabrique d'église Saint-Omer à Kain. Modification budgétaire 2016 n° 1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6 °;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 4 octobre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 6 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 octobre 2016 réceptionnée le 17 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, avec remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la 1ère modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Omer à Kain et approuve sans remarque le reste de la 1ère modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «*A l'avenir, il y a lieu d'annexer le procès-verbal de délibération du conseil de fabrique, daté et signé*»;

Considérant que la 1ère modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la 1ère modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 14 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 4 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	24.697,45 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	19.813,45 €
Recettes totales extraordinaires	5.889,55 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	5.889,55 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	5.568,00 €

Dépenses totales ordinaires du chapitre II	25.019,00 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	30.587,00 €
Dépenses totales	30.587,00 €
Résultat comptable	0,00 €

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : *«A l'avenir, il y a lieu d'annexer le procès-verbal de délibération du conseil de fabrique, daté et signé».*

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Omer à Kain
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

22. Fabrique d'église Saint-Brice à Tournai. Modification budgétaire 2016 n° 1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 10 octobre 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 13 octobre 2016 réceptionnée le 17 octobre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, avec remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la 1ère modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Saint-Brice à Tournai, et approuve sans remarque le reste de la première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : "*à l'avenir, il y a lieu d'annexer le procès-verbal de délibération du conseil de fabrique, signé et daté*";

Considérant que la 1ère modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, la 1ère modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 14 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 10 octobre 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête sa 1ère modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	77.213,40 €
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de 	29.354,40 €
Recettes extraordinaires totales	46.707,20 €
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de 	0,00 €
<ul style="list-style-type: none"> dont un boni comptable de l'exercice en cours de 	7.626,10 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	14.200,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	94.639,50 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	15.081,10 €
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de 	0,00 €
Recettes totales	123.920,60 €
Dépenses totales	123.920,60 €
Résultat comptable	0,00 €

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé : «*à l'avenir, il y a lieu d'annexer le procès-verbal de délibération du conseil de fabrique, signé et daté*».

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

<p>23. Fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai. Modification budgétaire 2016 n° 2. Approbation.</p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 1er août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête sa 2ème modification budgétaire pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 26 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I de la 2ème modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai, et approuve sans remarque le reste de la 2ème modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'approbation par le conseil communal du 24 octobre 2016 de la 1ère modification budgétaire 2016 de la fabrique d'église;

Considérant que la 2ème modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire, puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, la 2ème modification budgétaire 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 14 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 1er août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête sa 2ème modification budgétaire pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	35.371,59 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	30.767,59 €
Recettes totales extraordinaires	229.056,41 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	23.500,00 €
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de	5.556,41 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	6.460,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	34.468,00 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	223.500,00 €
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00 €
Recettes totales	264.428,00 €
Dépenses totales	264.428,00 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (Évêché de Tournai).

24. Fabrique d'église Saint-Martin à Warchin. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2017 susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 20 des recettes, qu'il convient, dès lors, de l'adapter et que, suivant le budget 2016 et le compte 2015 approuvés, le montant à inscrire à l'article 20 des recettes est de 11.273,56€ en lieu et place de 11.881,42€;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 3.746,56€ en lieu et place de 3.138,70€ et ce, afin de maintenir l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 12 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son budget pour l'exercice 2017, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	3.138,70 €	3.746,56 €
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2016	11.881,42 €	11.273,56 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	8.436,96 €
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	3.746,56 €
Recettes totales extraordinaires	11.273,56 €
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	11.273,56 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.858,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	17.852,52 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €

<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de : 	0,00 €
Recettes totales	19.710,52 €
Dépenses totales	19.710,52 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

25. Fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 25 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Eloi à Froyennes arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;
 Considérant que le budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 27 des dépenses ordinaires du chapitre II, que compte tenu de la 1ère modification budgétaire 2016 remise par le conseil de fabrique, les travaux d'un montant de 4.000,00 € (modification de la fumisterie et ventilation de la chaufferie de l'église) devaient être réalisés plus tôt que prévu vu l'urgence, la dépense étant prise en charge par le budget extraordinaire 2016 de la fabrique d'église et qu'il y a donc lieu de réduire le montant inscrit par le conseil de fabrique à l'article 27 au chapitre II des dépenses à 2.000,00 €;
 Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 12.773,42 € en lieu et place de 16.773,42 €;
 Considérant que le budget 2017, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 25 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	16.773,42 €	12.773,42 €
Dépenses 27	Entretien et réparation de l'église	6.000,00 €	2.000,00 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	22.298,92 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	12.773,42 €
Recettes totales extraordinaires	1.212,18 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	1.212,18 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.925,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	19.586,10 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €

Recettes totales	23.511,10 €
Dépenses totales	23.511,10 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site Internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

26. Fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Maur à Saint-Maur arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 26 août 2016 réceptionnée en date du 29 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et, approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que suivant le budget 2016 et le compte 2015 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé calculé comme suit, est inférieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 6.537,84€ en lieu et place de 6.625,17€ :

- reliquat du compte 2015 : 10.584,33€
- article 20 du budget 2016 : 4.046,49€
- boni présumé : 6.537,84€;

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 13.394,98€ en lieu et place de 13.307,65€, et ce afin de maintenir l'équilibre budgétaire;
 Considérant que le budget 2016, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 18 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Maur à Saint-Maur arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	13.307,65€	13.394,98€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2016	6.625,17€	6.537,84€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	20.140,03€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	13.394,98€
Recettes totales extraordinaires	19.432,84€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	6.537,84€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.922,20€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	24.755,67€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	12.895,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	39.572,87€
Dépenses totales	39.572,87€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

27. Fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant le budget 2016 et le compte 2015 approuvés par le conseil communal, le boni présumé de l'exercice 2016 s'élève à 9.296,55€ au lieu de 8.183,21€ et qu'il y a donc lieu de l'adapter;

Considérant que du fait de cette correction, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) doit être adapté à 11.724,72 € afin de maintenir l'équilibre budgétaire;
 Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 12 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	12.838,06 €	11.724,72 €
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2016	8.183,21 €	9.296,55 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	15.951,85 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	11.724,72 €
Recettes totales extraordinaires	9.296,55 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	9.296,55 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.085,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	22.163,40 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	25.248,40 €
Dépenses totales	25.248,40 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

28. Fabrique d'église Saint-Amand à Marquain. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 1er août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Amand à Marquain arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 26 août 2016 réceptionnée le 29 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant le budget 2016 et le compte 2015 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé calculé comme suit est inférieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 5.145,63€ en lieu et place de 5.145,66€ :

- reliquat du compte 2015 : 67.574,33€
- article 20 du budget 2016 : 5.145,63€
- révision : -60.000,00€
- boni présumé : 2.428,70€;

Considérant que le montant de 515,00€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 du chapitre II des dépenses ordinaires est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par 514,68€ ([recettes ordinaires totales 20.703,24€ - subside communal ordinaire 10.409,63€] X 5 %);

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 10.409,28 € en lieu et place de 10.409,63 €;

Considérant l'inscription de 72.963,00 € par le conseil de fabrique à l'article 55 «décoration et embellissement» de l'église et que compte tenu du caractère des travaux à réaliser (travaux de sécurisation des contreforts de l'église), il y a lieu d'inscrire la somme de 72.963,00€ à l'article 56 «grosses réparations à l'église»;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 1er août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	10.409,63€	10.409,28€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2016	2.428,67€	2.428,70€
Dépenses 41	Remise au trésorier	515,00€	514,68€
Dépenses 55	Décoration, embellissement de l'église	72.963,00€	0,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	0,00€	72.963,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	20.702,89€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	10.409,28€
Recettes totales extraordinaires	75.196,70€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	2.428,70€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.175,12€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	18.761,47€

Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	72.963,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de : 	0,00€
Recettes totales	95.899,59€
Dépenses totales	95.899,59€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

29. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives, le 29 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
 Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 23 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx et approuve sans remarque le reste du budget;
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire, puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2017 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2017 est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 18 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête son budget pour l'exercice 2017, est **approuvée** comme suit :

Recettes totales ordinaires	22.862,62€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.762,02€
Recettes totales extraordinaires	5.697,10€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2016 de	5.697,10€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	5.490,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	23.069,72€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	28.559,72€
Dépenses totales	28.559,72€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

30. Fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 16 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 25 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en les articles 20 et 49 des dépenses du chapitre II et qu'il convient, dès lors, de l'adapter;

Considérant que suivant le budget 2016 et le compte 2015 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé calculé comme suit est supérieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 5.329,43€ en lieu et place de 4.690,55€ :

- Boni du compte 2015 : 6.353,71 €
- Article 20 du budget 2016 : 1.024,28 €
- **Boni présumé : 5.329,43 €;**

Considérant que ces corrections modifient l'équilibre budgétaire et que la dépense inscrite à l'article 49 du chapitre II des dépenses peut être amenée à 4.366,55€ afin de maintenir l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 16 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 49	Fonds de réserve	3.727,67€	4.366,55€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2016	4.690,55€	5.329,43€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	12.789,34€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00€
Recettes totales extraordinaires	5.329,43€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	5.329,43€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.355,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	16.763,77€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	18.118,77€
Dépenses totales	18.118,77€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

31. Fabrique d'église Saint-Étienne à Templeuve. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 23 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Étienne à Templeuve arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 23 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant de 9.835,14€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 20 des recettes extraordinaires est erroné et qu'il y a lieu de remplacer ce montant par le résultat du calcul suivant :

- boni du compte 2015 (approuvé par le conseil communal du 19 septembre 2016), soit 16.009,44€
- crédit inscrit à l'article R20 des recettes du budget 2016 (approuvé par le conseil communal du 22 septembre 2015), soit 5.650,57€
- résultat à inscrire à l'article 20 des recettes du budget 2017 : 10.358,87€;

Considérant que, du fait de ces corrections, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) doit être adapté à 41.107,73€ en lieu et place de 41.631,46€ afin de maintenir l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 7 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Étienne à Templeuve arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	41.631,46 €	41.107,73 €
Recettes 20	Boni de l'exercice 2016	9.835,14 €	10.358,87 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	51.864,73 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	41.107,73 €
Recettes totales extraordinaires	10.358,87 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	10.358,87 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	11.610,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	50.613,60 €
Dépense totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	62.223,60 €
Dépenses totales	62.223,60 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Étienne à Templeuve et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Étienne à Templeuve
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

32. Fabrique d'église Sacré-Cœur à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Cœur à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée en date du 9 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant le budget 2016 et le compte 2015 approuvés, les montants à inscrire à l'article 20 des recettes extraordinaires sont les suivants :

- Boni du compte 2015 : 17.333,00€
- Excédent présumé du budget 2016 : 10.904,70€
- Résultat présumé : 6.428,30€;

Considérant que le montant de 1.150,00€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 des dépenses du chapitre II est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par 1.005,80€, résultat du calcul suivant : $[(\text{recettes ordinaires } 36.458,44\text{€} - \text{subside communal à l'ordinaire } 16.342,44\text{€}) \times 5 \text{ \%}]$;

Considérant que, du fait de ces corrections, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) doit être adapté à 17.934,50€ en lieu et place de 16.342,44€ afin d'atteindre l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 12 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Cœur à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 20	Excédent présumé	8.164,56 €	6.428,30 €
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	16.342,44 €	17.934,50 €
Dépenses 41	Remise au trésorier	1.150,00 €	1.005,80 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	38.050,50 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	17.934,50 €
Recettes totales extraordinaires	6.428,30 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	6.428,30 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	6.515,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	37.963,80 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	44.478,80 €
Dépenses totales	44.478,80 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sacré-Cœur à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sacré-Cœur à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

33. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 30 août 2016 réceptionnée le 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant de 1.500,00€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 des dépenses du chapitre II est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par 1.396,93€, résultat du calcul suivant : $[(\text{recettes ordinaires } 54.378,17\text{€} - \text{subside communal à l'ordinaire } 26.439,67\text{€}) \times 5 \text{ \%}]$;

Considérant que du fait de ces corrections, le montant du subside communal à l'ordinaire (article 17 des recettes) doit être adapté à 26.336,60€ afin de maintenir l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 24 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Subside communal à l'ordinaire	26.439,67 €	26.336,60 €

Dépenses 41	Remise au trésorier	1.500,00 €	1.396,93 €
-------------	---------------------	------------	------------

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	54.275,10 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	26.336,60 €
Recettes totales extraordinaires	7.633,93 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	7.633,93 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	10.600,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	51.309,03 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	61.909,03 €
Dépenses totales	61.903,03 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Piat à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

34. Fabrique d'église Saint-Martin à Quartes. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription de 1.996,50€ à l'article 56 des dépenses extraordinaires pour la réparation de la cheminée de la chaufferie de l'église et que compte tenu du caractère de la dépense, il y aurait lieu d'inscrire cette dépense à l'article 27 des dépenses du chapitre II et de supprimer la recette équivalente à l'article 27 des recettes extraordinaires;

Considérant que, sur base de la correction apportée, le subsidie communal à l'ordinaire doit être porté à 16.125,94€ afin de maintenir l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 20 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Quartes arrête son budget pour l'exercice 2017, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	1.996,50€	0,00€
Dépenses 27	Entretien et réparation de l'église	8.397,40€	10.393,90€
Recettes 23	Subsides extraordinaires de la commune	1.996,50€	0,00€

Recettes 17	Subside ordinaire de la commune	14.129,44€	16.125,94€
-------------	---------------------------------	------------	------------

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	17.467,91€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	16.125,94€
Recettes totales extraordinaires	1.557,89€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	1.557,89€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.107,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	16.918,80€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	19.025,80€
Dépenses totales	19.025,80€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Quartes
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

35. Fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 7 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 22 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 10 août 2016 réceptionnée en date du 30 août 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2017 susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 54 des dépenses extraordinaires du chapitre II et qu'il convient, dès lors, de l'adapter;

Considérant que, compte tenu du fait que la dépense extraordinaire de 1.200,00€ inscrite n'a pas d'équivalent dans les recettes extraordinaires et qu'il y a lieu de l'inscrire à l'article 13 des dépenses du chapitre I;

Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 7 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son budget pour l'exercice 2017, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 54		1.200,00€	0,00€
Dépenses 13		0,00€	1 200,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	15.060,83€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de : 	14.004,33€
Recettes totales extraordinaires	1.689,77€

• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	1.689,77€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.515,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	13.235,60€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	16.750,60€
Dépenses totales	16.750,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

36. Fabrique d'église Saint-Amand à Hertain. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9 ° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 9 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 29 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son budget pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 8 septembre 2016 réceptionnée en date du 9 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription par le conseil de fabrique de 39.900,00€ à l'article 56 des dépenses extraordinaires et à l'article 25 des recettes extraordinaires;

Considérant que, suivant l'avis du bureau d'études "bâtiments" de la Ville, les travaux à réaliser à la façade de l'église sont d'ordre esthétique et ne nécessitent pas d'inscription au budget extraordinaire 2017 de la Ville et qu'il y a donc lieu de réformer ces deux montants de 39.900,00€;

Considérant que le budget 2017, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : la délibération du 9 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	39.900,00 €	0,00 €
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	39.900,00 €	0,00 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recette totales ordinaires	7.054,76 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	5.040,76 €
Recettes totales extraordinaires	1.553,34 €
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00 €
- dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	1.553,34 €

Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.179,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	7.429,10 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00 €
Recettes totales	8.608,10 €
Dépenses totales	8.608,10 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain
- à l'organe représentatif du culte agréé (Évêché de Tournai).

37. Fabrique d'église protestante baptiste à Tournai. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du Culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
Vu la délibération du 28 août 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 29 août 2016, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel église protestante baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2017;
Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;
Considérant qu'en date du 20 septembre 2016, l'organe représentatif du culte agréé a approuvé sans remarque les dépenses du chapitre I et le reste du budget 2017;
Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
Considérant que, sur base du compte 2015 et du budget 2016 approuvés, le mali présumé, tel que calculé comme suit, est inférieur à celui inscrit à l'article 47 par le conseil d'administration et qu'il y a donc lieu d'adapter le budget en conséquence :

- reliquat du compte 2015 : 1.756,36€
- article 47 du budget 2016 : 3.301,41€
- mali présumé : 5.057,77€ (article 47 des dépenses extraordinaires);

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de ramener le supplément communal à 19.267,09€ en lieu et place de 21.037,04€;
Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 28 août 2016 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son budget, pour l'exercice 2017, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
47	Déficit présumé de l'exercice 2016	6.827,72 €	5.057,77 €
15	Supplément de la commune	21.037,04 €	19.267,09 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	20.267,09 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	19.267,09 €
Recettes totales extraordinaires	0,00 €
- dont un boni comptable du budget 2016 de	0,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	4.510,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	10.699,32 €

Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	5.057,77 €
- dont un déficit comptable du budget 2016 de	5.057,77 €
Recettes totales	20.267,09 €
Dépenses totales	20.267,09 €
Résultat comptable	0,00 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'État. À cet effet, une requête en annulation, datée et signée, doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au conseil d'État (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif du culte concerné (conseil consultatif du culte protestant et évangélique).

38. Régie foncière. Ilot des Primetiers. Café les Primetiers. Demande d'exonération de loyer. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le courrier du 7 juillet 2016 de la firme ALKEN MAES relatif à la demande de suppression de 3 mois de loyer pour la cellule commerciale "café LES PRIMETIERS" louée à la régie foncière;
 Considérant que la demande est motivée comme suit : "Le propriétaire a entrepris d'importants travaux de rénovation de façade qui ont débuté en janvier 2016. Ces travaux, qui ne concernent pas le rez-de-chaussée jusqu'à présent, génèrent d'importants désagréments pour notre sous-locataire, M. GAILLET qui exploite cet établissement depuis 1997. En effet, le camouflage des façades entraîne un manque flagrant de visibilité, s'ajoutant bien évidemment au commerce rendu difficile et peu enthousiaste. Le chiffre d'affaires de notre client en a évidemment souffert, et ce indépendamment de sa volonté.";

Considérant que la firme ALKEN-MAES sollicite une bonification de 3 mois de loyer à titre de compensation;

Considérant que les travaux effectués sur la façade n'empêchent nullement l'exploitation du café;

Considérant qu'une fois les travaux terminés, le bâtiment sera nettement mieux mis en valeur et sera plus attractif sans hausse du loyer;

Considérant que le loyer mensuel réclamé n'est pas élevé (1.263,91€), compte tenu de la position centrale de l'établissement et de sa superficie;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 23 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

d'accéder à la demande de la firme ALKEN-MAES en supprimant 1 mois 1/2 de loyer pour l'exercice 2016 et ce, pour la cellule commerciale sise dans l'immeuble îlot des Primetiers (café LES PRIMETIERS), soit la somme de 1.895,91€.

39. Maison des Sports ASBL. Exercice 2015. Comptes annuels. Approbation.

Madame et Messieurs les Conseillers communaux J.-L. CLAUX, M.-C. LEFEBVRE, G. HUEZ, L.-D. CASTERMAN, B. MAT, X. DECALUWE rentrent en séance.

L'attention des conseillers communaux est à nouveau attirée sur les modifications mineures apportées au dossier.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les comptes annuels pour l'exercice 2015 de l'ASBL Maison des sports;

Vu l'article 9 de la convention de concession de gestion du hall des sports sis avenue de Gaulle à Tournai à l'ASBL Maison des sports, précisant que les comptes doivent être présentés au conseil communal;

Considérant qu'un rapport de gestion financière ainsi qu'un rapport sur la gestion des infrastructures sont joints aux comptes annuels;

Considérant que les comptes sont présentés avec une perte de 5.453,45€ contre un bénéfice de 28.336,91€ en 2014;

Considérant que cette situation est due à une augmentation des postes de dépenses [entretien, frais de personnel (travail intérimaire et ALE)], à des amortissements ainsi qu'à de nouveaux investissements en matériel sportif (appareils de musculation indoor) et en matériel informatique (installation Wi-Fi);

Considérant que, comme en 2014, il est constaté une diminution des recettes en location de salle (salle Jules Hossey);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

des comptes annuels de l'exercice 2015 de l'ASBL Maison des sports, à savoir :

Recettes	116.098,17€
Dépenses	121.551,62€
Résultat (mali)	5.453,45€

Détail du compte d'exploitation 2015

Ventes et prestations	110.681,28€
Livraison/stocks et biens et services divers	79.128,24€
Marge brute d'exploitation	31.553,04€
Biens et services divers	0,00€
Frais de personnel	3.732,45€
Dotation aux amortissements	33.994,00€
Dotation réduction valeurs créances	0,00€
Provision pour risques et charges	0,00€
Coût des ventes et prestations	0,00€
Autres produits d'exploitation	0,00€
Autres frais d'exploitation	507,15€
Produits financiers	4.564,37€
Charges financières	96,61€
Mali d'exploitation	- 2.212,80€
Produits exceptionnels	867,77€
Charges exceptionnelles	4.093,17€
Résultat (Mali)	- 5.438,20€
Impôts sur le résultat	- 15,25€
Total des produits	116.098,17€
Total des charges	121.566,87€

Contribution communale : 0,00€ (budget communal 2015 : 0,00€).

Quelques chiffres du bilan au 31 décembre 2015 :

Capitaux propres (bénéfice reporté) :	336.044,46€
Provisions	0,00€
Dettes à un an au plus	23.724,04€
Actif immobilisé	110.367,55€
Créances à un an au plus	19.306,26€

Trésorerie :	231.107,62€
Dettes commerciales :	17.907,32€
Créances commerciales :	18.537,27€
Créances douteuses :	0,00€
Réduction de valeur :	0,00€
Dette à plus d'un an :	5.000,00€
Masse bilantaire :	367.268,50€

Les comptes sont présentés avec une **perte de 5.453,45€** contre un bénéfice de 28.336,91€ en 2014.

40. Finances communales. Exercice 2016. Subsidés aux associations locales. Cinquième partie. Approbation.

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, signale d'emblée qu'après deux années de fonctionnement, elle proposera que la commission des finances soit réunie en janvier pour évaluer le dispositif, le simplifier et l'améliorer dans la mesure du possible, avant qu'il fasse l'objet d'une dématérialisation.

Pour le conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, c'est une excellente proposition. Selon lui, beaucoup de demandes sont incomplètes. Des dossiers sont vides. Il plaide en faveur d'un renforcement des contrôles.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Nous sommes opposés à l'attribution d'un subside à l'asbl Chats sans famille. Lors d'un précédent conseil communal, nous avons pris des dispositions pour stériliser les chats. L'ordre du jour du même conseil prévoyait l'attribution d'un subside à l'asbl Veyweede qui fait la même chose. Démultiplier, cela fait "fouillis". Nous ne voterons donc pas en faveur de ce subside."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, explique que chaque association joue un rôle différent et que les deux associations citées sont complémentaires :

- l'association "Chats sans famille" capture les chats;
- Veyweede joue le rôle de fourrière pour le compte de la ville.

Des dispositions ont été prises, par ailleurs, pour stériliser les chats.

Les **conseillers de Tournai Plus** se rangent implicitement à cette argumentation et votent ce point favorablement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives, conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième

partie, livre IV, chapitre unique - modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs...)] depuis l'exercice 2015;

Considérant la délibération du conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2015 et, depuis le 1er janvier 2016, par des associations locales;

Considérant la délibération du conseil communal du 16 septembre 2013, par laquelle il a décidé de déléguer au collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle
- en nature
- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant, pour rappel, qu'il faut distinguer les subsides, nominativement inscrits au budget, des crédits à répartir entre différentes associations;

Considérant que les subsides nominatifs sont inscrits au budget 2016 comme suit :

Article	Libellé	Budget 2016	Solde disponible
104/332-02	Subside à la fédération des directeurs généraux	250,00€	250,00€
1041/332-02	Subside à la fédération des directeurs financiers	250,00€	250,00€
421/332-02	Subside à l'ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00€	2.000,00€
520/332-02	Subside à l'ASBL Tournai Centre-Ville	182.500,00€	0,00€
561/332-03	Subside à l'ASBL Association des guides de Tournai	3.500,00€	2.000,00€
5611/332-02	Subside à l'ASBL Les Amis de Tournai	35.000,00€	0,00€
5612/332-02	Subside à l'ASBL Tournai commerces	7.100,00€	7.100,00€
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL Journées int. de l'élevage et de l'agriculture) (2017)	0,00€	0,00€
6205/332-02	Subvention au service de remplacement agricole	3.000,00€ (*)	3.000,00€ (*)

7222/332-02	Enseignement primaire - subvention fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00€	0,00€
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00€	20.000,00€
76204/332-02	Subside à la Fondation Roger de le Pasture	2.500,00€	2.500,00€
7621/332-02	Subside à l'ASBL La Piste aux Espoirs	15.000,00€	15.000,00€
7623/332-02	Harmonie des pompiers	8.000,00€	0,00€
7623/332-03	Subside à l'ASBL Centre culturel transfrontalier - maison de la culture	280.000,00€ (*)	280.000,00€ (*)
7625/332-02	Subside à l'ASBL Infor Jeunes	16.500,00€	0,00€
7627/332-03	Subside à l'ASBL Centre de la Marionnette	15.000,00€	15.000,00€
76301/332-02	Subside à l'ASBL Carnaval de Tournai	20.000,00 € (*)	2.000,00 € (*)
76302/332-02	Subside à l'ASBL L'accordéon, moi j'aime	3.400,00€(*)	400,00€(*)
7632/332-02	Subside à l'ASBL Fondation Auschwitz	620,00€	620,00€
76401/332-02	Subside à l'ASBL Cazeau pédale Templeuve - circuit franco-belge	35.000,00€	0,00€
76402/332-03	Subside au Cercle royal de Natation de Tournai (C.N.T.)	20.000,00€	0,00€
76403/332-02	Subside au Triptyque des Monts et Châteaux	5.000,00€	0,00€
7645/332-02	Subside triennal aux Tournaisiades (2018)	0,00€	0,00€
80101/332-02	Subside à l'ASBL Veeweyde Tournai	17.110,00€	17.110,00€

871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00€	2.500,00€
77101/332-02	A l'aube de l'Europe	500,00€ (après MB1)	500,00€
878/332-02	Commission sauvegarde patrimoine funéraire	2.500,00€	2.500,00€
TOTAL		701.630,00€ (*)	<u>372.730,00 € (*)</u>

(*) sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire n° 2

Considérant que le conseil communal, lors des séances des 21 mars, 25 avril, 27 juin et 19 septembre 2016, a accordé un subside à diverses associations et sur différents articles budgétaires généraux;
Considérant que les soldes des crédits à répartir se présentent comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	20.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	1.700,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	1.100,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	36.500,00€ (*)	12.180,00€ (*)
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	5.400,00€	5.400,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	9.000,00€	9.000,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	26.000,00€ (*)	19.000,00€ (*)
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	1.700,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	11.500,00€

801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	1.050,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.000,00€
TOTAL		205.200,00€ (*)	88.880,00€ (*)

(*) sous réserve de l'approbation de la MB2

Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont aux différents points de l'article 11 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose :

« L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le programme de politique générale 2012-2018 et le programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :
 - agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
 - agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
 - agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
 - agir pour atteindre l'excellence environnementale
 - agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
 - agir pour valoriser notre situation géographique
 - agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.
- dans les valeurs arrêtées dans la charte des valeurs :
 - respect — être respecté et être respectueux
 - qualité — donner le meilleur de soi
 - honnêteté — être intègre
 - bien-être — qualité de la vie
 - écoute — entendre, s'entendre et être entendu
 - solidarité — être plus forts ensemble
 - service public — être un vrai service public local. »;

76203/332-02 ASBL RAMDAM

Crédit initial : 20 000,00 € - solde disponible : 20 000,00 €

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL RAMDAM	Soutien au festival du film qui dérange	20.000,00 €	20.000,00 €
Total pour l'article		20.000,00 €	

76301/332-02 ASBL CARNAVAL

Crédit initial : 20.000,00 € - solde disponible : 2.000,00 €

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Carnaval	Aide à la prise en charge des coûts d'impression des outils de promotion	néant	2.000,00 €

Total pour l'article	2.000,00 €
-----------------------------	-------------------

7623/332-03 ASBL CENTRE CULTUREL TRANSFRONTALIER - MAISON DE LA CULTURE

Crédit initial : 280.000,00 € - solde disponible : 280.000,00 €

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Maison de la Culture	Soutien au fonctionnement	250.000,00 €	250.000,00 €
	Compensation au départ de P. MALICE	0,00 €	30.000,00 €
Total pour l'article		280.000,00 €	

7627/332-03 ASBL CENTRE DE LA MARIONNETTE

Crédit initial : 15.000,00€ - solde disponible : 15.000,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Centre de la marionnette	Aide au fonctionnement	10.000,00€	10.000,00€
Centre de la marionnette	Soutien au festival LUMEN	5.000,00€	5.000,00€
Total pour l'article		15.000,00€	

77101/332-02 A L'AUBE DE L'EUROPE

Crédit initial : 500,00€ - solde disponible : 500,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
A l'aube de l'Europe	Aide au montage d'une exposition	500,00€	500,00€
Total pour l'article		500,00€	

6205/332-02 SERVICE DE REMPLACEMENT AGRICOLE

Crédit initial : 3.000,00€ - solde disponible : 3.000,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Service de remplacement agricole	Aide au fonctionnement	2.500,00€	3.000,00€
Total pour l'article		3.000,00€	

7621/332-02 ASBL PISTE AUX ESPOIRS

Crédit initial : 15.000,00€ - solde disponible : 15.000,00€

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Piste aux espoirs	Aide à l'organisation du festival	15.000,00€	15.000,00€
Total pour l'article		15.000,00€	

878/332-02 COMMISSION DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE FUNERAIRE Crédit initial : 2.500,00€ - solde disponible : 2.500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Commission de sauvegarde du patrimoine funéraire	Aide à la mise en place d'actions de valorisation	2.500,00€	2.500,00€
Total pour l'article		2.500,00€	
80101/332-02 ASBL VEEWEYDE Tournai Crédit initial : 17.110,00€ - solde disponible : 15.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Veeweyde	Aide au fonctionnement	17.110,00€	17.110,00€
Total pour l'article		17.110,00€	
161/332-02 SUBSIDES POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT Crédit initial : 20.000,00 € - solde disponible : 20.000,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Maison internationale	Soutien à la gestion des missions (selon convention 28/04/2014)	15.000,00 €	15.000,00 €
ASBL SolTys	Soutien aux micro-projets	2.000,00 €	2.000,00 €
ASBL CNCD	Soutien au fonctionnement	Néant	-
Total pour l'article		17.000,00 €	
801/332-02 SUBSIDES A DIVERSES ASSOCIATIONS D'AIDE SOCIALE Crédit initial : 23.750,00 € - solde disponible : 1.050,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Association des sourds et malentendants du Tournaisis	Soutien au fonctionnement	750,00 €	700,00 €
Total pour l'article		700,00 €	
764/331-01 SUBSIDES D'ENCOURAGEMENT AUX SPORTIFS Crédit initial : 2.800,00€ - solde disponible : 1.700,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016

Owen VANCOPPERNOLLE	Aide au financement de la saison (patinage artistique)	300,00€	500,00€
Total pour l'article		500,00€	
762/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS Crédit initial : 36.500,00 € - solde disponible : 12.180,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL ATIA (Impro)	Aide à l'organisation d'un festival	1.000,00€	1.000,00€
Comité du jeu de fer	Aide à l'organisation du tournoi de jeu de fer	500,00 €	500,00 €
ASBL Comité du quartier Saint-Jean	Aide à l'organisation de l'Art d'Halloween	néant	200,00 €
Union colombophile tournaisienne	Aide à l'organisation du concours	500,00 €	500,00 €
AISBL Roger de le Pasture	Aide à l'organisation du Prix Roger de le Pasture	2.500,00 €	2.500,00 €
ASBL Centre culturo-sportif Templeuve (SATTA)	Aide au fonctionnement des infrastructures	néant	6.000,00 €
Total pour l'article		10.700,00 €	
7642/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES Crédit initial : 63.000,00 € - solde disponible : 11.500,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
Kano Judo Club Tournaisien	Aide à l'organisation de stages	néant	850,00 €
ASBL Basket Ball Club Tournaisien	Aide au fonctionnement	2.500,00 €	2.500,00 €
ASBL Centre Culturo-sportif Templeuve (SATTA)	Aide au fonctionnement des infrastructures	néant	5.000,00 €
ASBL ASTEK	Aide au fonctionnement et à l'organisation d'un tournoi international	néant	1 000,00 €
ASBL Phoenix Wapi	Aide au fonctionnement	1.000,00 €	1.000,00 €

ASBL Maison des sports	Aide aux associations ayant collaboré au Beau Vélo de Ravel	néant	1.000,00 €
Total pour l'article		11.350,00 €	
763/332-02 SUBSIDES POUR FETES ET CEREMONIES Crédit initial : 26.000,00€ - solde disponible : 19.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Chapelle musicale de Tournai	Soutien au fonctionnement	néant	2.000,00€
Total pour l'article		2.000,00€	
80105/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS PROTECTRICES DES ANIMAUX Crédit initial : 2.500,00€ - solde disponible : 2.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Chats sans famille	Soutien à la stérilisation des chats errants	2.000,00€	2.000,00€
Total pour l'article		2.000,00€	

Article 12 (règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subventions) : pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes :

1. se prévaloir d'une existence de minimum un an précédant l'année de la demande
2. avoir son siège social sur le territoire de l'entité et intéresser un nombre significatif d'habitants de la Ville de Tournai
3. à défaut de répondre au point «b», justifier d'activités régulières ou d'un impact significatif envers la population de l'entité
4. disposer d'un compte ouvert au nom de l'association
5. disposer de statuts conformes à la loi du 2 mai 2002 et/ou d'un règlement d'ordre intérieur actualisé (si existant)
6. promouvoir des activités : basées sur un calendrier, qui s'inscrivent dans une politique d'ouverture au public, qui font l'objet d'une publicité
7. ne pas avoir d'activités contraires aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme ni se prévaloir de publications ou d'activités à caractère raciste, xénophobe ou sexiste.

Date in = Date de réception du formulaire à l'administration.

Demandeur	Critère A	Critère B	Critère C	Critère D	Critère E	Critère F	Critère G	Date in
ASBL RAMDA M	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/06/2016

ASBL Maison de la Culture	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/06/20 16
ASBL Carnaval	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/08/20 16
A l'Aube de l'Europe	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/08/20 16
ASBL Centre de la Marionn ette	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/07/20 16
ASBL Piste aux espoirs	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/10/20 16
Service de remplace ment agricole	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/06/20 16
Commis sion de sauvegar de du patrimoi ne funéraire	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	27/10/20 16
ASBL VEEWE YDE	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/11/20 16
ASBL Phoenix WAPI	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	21/10/20 16
AISBL Associati on scientifiq ue internati onale Roger de le Pasture	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/10/20 16

ASBL Chats sans famille	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	15/10/2016
ASBL Maison internationale	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	10/07/2016
ASBL SolTys	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	11/02/2016
CNCD	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	09/08/2016
ASBL Sourds et malentendants du Tournaisis	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	30/09/2016
ASBL ATIA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/06/2016
Owen VANCO PPERNOLLE	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/07/2016
Comité tournaise en jeu de fer	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	30/09/2016
Union colombo phile tournaise	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	03/10/2016
Comité quartier Saint-Jean	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	21/09/2016
ASBL Chapelle musicale	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/08/2016
SATTA	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	23/09/2016
ASTEK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/09/2016

Kano Judo Club tournaise	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/08/2016
ASBL Basket Ball Club tournaise	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/08/2016

Considérant que le crédit de 4.000,00 € relatif aux subsides aux sociétés patriotiques (inscrit à l'article 7631/332-02), le crédit de 5.400,00 € relatif aux subsides aux chorales (inscrit à l'article 76201/332-02) et le crédit de 9.000,00 € relatif aux subsides aux fanfares (inscrit à l'article 76202/332-02) peuvent être répartis et qu'il est proposé d'octroyer les subsides selon la même clé de répartition qu'en 2015;

Considérant les listes des bénéficiaires comme suit :

7631/332-02 Subside aux associations patriotiques Crédit initial : 4.000,00 € Disponible : 4.000,00 €	
Société royale des officiers retraités	70,00 €
Cercle royal des officiers de réserve de Tournai et du Hainaut occidental	140,00 €
Cercle des sous-officiers de réserve de Tournai et du Hainaut occidental	70,00 €
Comité national Gabrielle PETIT	70,00 €
Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants droit - Régiment Gabrielle PETIT du Tournais	140,00 €
Fédération nationale des combattants - section Dubar	140,00 €
Fédération nationale des combattants-section Baron Desclée	140,00 €
F.N.A.P.G. et F.N.C. de Marquain	70,00 €
F.N.A.P.G. - section Rumillies	140,00 €
F.N.A.P.G. Templeuve	70,00 €
Fédération nationale des combattants - section Barry	70,00 €
Fédération nationale des combattants - section Blandain	140,00 €
Fédération nationale des combattants - section de Béclers	140,00 €

7631/332-02 Subside aux associations patriotiques Crédit initial : 4.000,00 € Disponible : 4.000,00 €	
Fédération nationale des combattants - section Esplechin - Ere	70,00 €
F.N.C. - section Rumillies	140,00 €
Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc, Tunisie	70,00 €
Interassociation royale des sociétés patriotiques de Tournai	140,00 €
Interpatriotique de Vezon	70,00 €
Mémorial 40-45 Tournai	70,00 €
Mouvement dynastique belge	70,00 €
Relais de la mémoire	70,00 €
Royale Fédération nationale des déportés - section Blandain	70,00 €
Fédération Nationale des combattants - section de Froyennes G. CHEVALIER	70,00 €
Union royale des fraternelles de l'armée secrète groupe 48 Ter-C20	140,00 €
Armée secrète-refuge A30-groupe 48"Abbé colonel Dropsy"	140,00 €
Fraternelle de l'Armée secrète zone 1-refuge A30	140,00 €
Fédération royale des militaires à l'étranger (anciennement union nationale des anciens des armées d'occupation et des forces belges en Allemagne)	70,00 €
Union nationale des invalides civils de la guerre	70,00 €
Vétérans Roi Albert 1er	70,00 €
Vétérans Roi Léopold III	70,00 €
Association patriotique d'Havennes	140,00 €
Médaillés et décorés de Belgique	140,00 €
Fraternelle para-commando Bruno Meaux	140,00 €
Fraternelle anciens combattants des 3,6,9,12èmes Chasseurs à pied	140,00 €
Alliance des déportés, réfractaires et C.R.A.B. (ex-FNTDR)	70,00 €
Les Poilus de France	70,00 €
TOTAL POUR L'ARTICLE	3.640,00 €

76201/332-02 Subsidies aux associations - Chorales Crédit initial: 5.400,00 € - Solde disponible: 5.400,00 €	
La Pastourelle	400,00 €
Maîtrise de la cathédrale	1.000,00 €
Chorale Chanterelle, Chanterie, La Cantilène	600,00 €
Chorale A travers chants	1.000,00 €
Royal Cercle choral Tornacum	1.000,00€
Chorale "Ballade" de Marquain	200,00€
Manécanterie de la cathédrale	200,00 €
New Choral	200,00 €
Un café deux trois chants	400,00 €
TOTAL POUR L'ARTICLE	5.000,00 €

76202/332-02 Subside aux associations - Fanfares et écoles de musique Crédit initial : 9.000,00 € Disponible : 9.000,00 €	
Royale fanfare Sainte-Cécile de Béclers	400,00 €
Ecole de musique de Béclers	200,00 €
Union musicale de Maulde	400,00 €
Ecole de musique de Maulde	200,00 €
Ensemble musical du Plat d'or de Vezon	400,00 €
Ecole de musique de Vezon	200,00 €
Royale Union musicale de Templeuve	800,00 €
Ecole de musique de Templeuve	200,00 €
Club musikaine de Kain	800,00 €
Atelier d'initiation musicale de Kain	200,00 €
Royale harmonie "La Trinité" de Mont Saint-Aubert	600,00 €
Ecole de musique "La Trinité" de Mont Saint-Aubert	200,00 €
Royale Cécilia d'Ere	400,00 €
Ecole de musique d'Ere	200,00 €
Royale fanfare "Les gais amis" d'Esplechin	400,00 €
Ecole de musique d'Esplechin	200,00 €
Royale harmonie "Fanfare de Froidmont"	400,00 €
Ecole de musique de Froidmont	200,00 €

76202/332-02 Subside aux associations - Fanfares et écoles de musique Crédit initial : 9.000,00 € Disponible : 9.000,00 €	
Le Grand bruit	800,00 €
Royale Sainte-Cécile de Gaurain-Ramecroix	600,00 €
Ecole de musique de Gaurain-Ramecroix	200,00 €
La fanfare détournée	400,00 €
La fanfare "Les amis réunis" de Mourcourt	400,00€
TOTAL POUR L'ARTICLE	8.800,00 €

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2015, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du conseil communal des 21 mars 2016, 25 avril 2016, 27 juin 2016 et 19 septembre 2016 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

1/ d'approuver les subsides nominatifs repris au service ordinaire comme suit :

76203/332-02 ASBL RAMDAM Crédit initial : 20.000,00 € - solde disponible : 20.000,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL RAMDAM	Soutien au festival du film qui dérange	20.000,00 €	20.000,00 €

Total pour l'article	20.000,00 €
-----------------------------	--------------------

76301/332-02 ASBL CARNAVAL Crédit initial : 20.000,00 € - solde disponible : 2.000,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	Demande 2016
ASBL Carnaval	Aide à la prise en charge des coûts d'impression des outils de promotion	néant	2.000,00 €
Total pour l'article		2.000,00 €	

7623/332-03 ASBL CENTRE CULTUREL TRANSFRONTALIER - MAISON DE LA CULTURE Crédit initial : 280.000,00 € - solde disponible : 280.000,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Maison de la Culture	Soutien au fonctionnement	250.000,00 €	250.000,00 €
	Compensation au départ de P. MALICE	0,00 €	30.000,00 €
Total pour l'article		280.000,00 €	

7627/332-03 ASBL CENTRE DE LA MARIONNETTE Crédit initial : 15.000,00€ - solde disponible : 15.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Centre de la marionnette	Aide au fonctionnement	10.000,00€	10.000,00€
Centre de la marionnette	Soutien au festival LUMEN	5.000,00€	5.000,00€
Total pour l'article		15.000,00€	

77101/332-02 A L'AUBE DE L'EUROPE Crédit initial : 500,00€ - solde disponible : 500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
A l'aube de l'Europe	Aide au montage d'une exposition	500,00€	500,00€
Total pour l'article		500,00€	

6205/332-02 SERVICE DE REMPLACEMENT AGRICOLE Crédit initial : 3.000,00€ - solde disponible : 3.000,00€			
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--

Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Service de remplacement agricole	Aide au fonctionnement	2.500,00€	3.000,00€
Total pour l'article		3.000,00€	
7621/332-02 ASBL PISTE AUX ESPOIRS Crédit initial : 15.000,00€ - solde disponible : 15.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Piste aux espoirs	Aide à l'organisation du festival	15.000,00€	15.000,00€
Total pour l'article		15.000,00€	
878/332-02 COMMISSION DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE FUNERAIRE Crédit initial : 2.500,00€ - solde disponible : 2.500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Commission de sauvegarde du patrimoine funéraire	Aide à la mise en place d'actions de valorisation	2.500,00€	2.500,00€
Total pour l'article		2.500,00€	
80101/332-02 ASBL VEEWEYDE Tournai Crédit initial : 17.110,00€ - solde disponible : 15.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Veeweyde	Aide au fonctionnement	17.110,00€	17.110,00€
Total pour l'article		17.110,00€	

2/ d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (5ème partie) repris au service ordinaire comme suit :

161/332-02 SUBSIDES POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT Crédit initial : 20 000,00 € - solde disponible : 20 000,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Maison Internationale	Soutien à la gestion des missions (selon convention 28/04/2014)	15.000,00 €	15.000,00 €

ASBL SolTys	Soutien aux micro-projets	2.000,00 €	2.000,00 €
ASBL CNCD	Soutien au fonctionnement	Néant	-
Total pour l'article		17.000,00 €	
801/332-02 SUBSIDES A DIVERSES ASSOCIATIONS D'AIDE SOCIALE Crédit initial : 23.750,00 € - solde disponible : 1.050,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Association des sourds et malentendants du Tournaisis	Soutien au fonctionnement	750,00 €	700,00 €
Total pour l'article		700,00 €	
764/331-01 SUBSIDES D'ENCOURAGEMENT AUX SPORTIFS Crédit initial : 2.800,00€ - solde disponible : 1.700,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Owen VANCOPPERNOLLE	Aide au financement de la saison (patinage artistique)	300,00€	300,00€
Total pour l'article		300,00€	
762/332_02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS Crédit initial : 36.500,00 € - solde disponible : 12.180,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL ATIA (Impro)	Aide à l'organisation d'un festival	1.000,00€	1.000,00€
Comité du jeu de fer	Aide à l'organisation du tournoi de jeu de fer	500,00 €	500,00 €
ASBL Comité du quartier Saint-Jean	Aide à l'organisation de l'Art d'Halloween	néant	200,00 €
Union colombophile tournaissienne	Aide à l'organisation du concours	500,00 €	500,00 €
AISBL Roger de le Pasture	Aide à l'organisation du Prix Roger de le Pasture	2.500,00 €	2.500,00 €
SATTA	Aide au fonctionnement des infrastructures	néant	6.000,00 €
Total pour l'article		10.700,00 €	

7642/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES Crédit initial : 63.000,00 € - solde disponible : 11.500,00 €			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
Kano Judo Club Tournaisien	Aide à l'organisation de stages	néant	850,00 €
ASBL Basket Ball Club Tournaisien	Aide au fonctionnement	2.500,00 €	2.500,00 €
ASBL Centre Culturo-sportif Templeuve (SATTA)	Aide au fonctionnement des infrastructures	néant	5.000,00 €
ASBL ASTEK	Aide au fonctionnement et à l'organisation d'un tournoi international	néant	1.000,00 €
ASBL Phoenix Wapi	Aide au fonctionnement	1.000,00 €	1.000,00 €
ASBL Maison des sports	Aide aux associations ayant collaboré au Beau vélo de Ravel	néant	1.000,00 €
Total pour l'article		11.350,00 €	

763/332-02 SUBSIDES POUR FETES ET CEREMONIES Crédit initial : 26.000,00€ - solde disponible : 19.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Chapelle Musicale de Tournai	Soutien au fonctionnement	néant	2.000,00€
Total pour l'article		2.000,00€	

80105/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS PROTECTRICES DES ANIMAUX Crédit initial : 2.500,00€ - solde disponible : 2.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2015	2016
ASBL Chats sans famille	Soutien à la stérilisation des chats errants	2.000,00€	2.000,00€
Total pour l'article		2.000,00€	

7631/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES**Crédit initial : 4.000,00 € - Disponible : 4.000,00 €**

Société royale des officiers retraités	70,00 €
Cercle royal des officiers de réserve de Tournai et du Hainaut occidental	140,00 €
Cercle des sous-officiers de réserve de Tournai et du Hainaut occidental	70,00 €
Comité national Gabrielle PETIT	70,00 €
Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants droit - Régiment Gabrielle PETIT du Tournaisis	140,00 €
Fédération nationale des combattants - Section Dubar	140,00 €
Fédération nationale des combattants-section Baron Desclée	140,00€
F.N.A.P.G. et F.N.C. de Marquain	70,00 €
F.N.A.P.G. - section Rumillies	140,00 €
F.N.A.P.G. Templeuve	70,00 €
Fédération nationale des combattants - section Barry	70,00 €
Fédération nationale des combattants - section Blandain	140,00 €
Fédération nationale des combattants-section de Béclers	140,00 €
Fédération nationale des Combattants - section Esplechin - Ere	70,00 €
F.N.C. - section Rumillies	140,00 €
Fédération nationale des anciens Combattants en Algérie, Maroc, Tunisie	70,00 €
Interassociation royale des sociétés patriotiques de Tournai	140,00 €
Interpatriotique de Vezon	70,00 €
Mémorial 40-45 Tournai	70,00 €
Mouvement dynastique belge	70,00 €
Relais de la mémoire	70,00 €
Royale Fédération nationale des déportés - section Blandain	70,00 €
Fédération nationale des combattants - section de Froyennes G. CHEVALIER	70,00 €

7631/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES Crédit initial : 4.000,00 € - Disponible : 4.000,00 €	
Union royale des fraternelles de l'armée secrète Groupe 48 Ter-C20	140,00 €
Armée secrète-Refuge A30-Groupe 48"Abbé colonel Dropsy"	140,00 €
Fraternelle de l'armée secrète zone 1-Refuge A30	140,00 €
Fédération royale des militaires à l'étranger (anciennement union nationale des anciens des armées d'occupation et des forces belges en Allemagne)	70,00 €
Union nationale des invalides civils de la guerre	70,00 €
Vétérans Roi Albert 1er	70,00 €
Vétérans Roi Léopold III	70,00 €
Association patriotique d'Havannes	140,00 €
Médaillés et décorés de Belgique	140,00 €
Fraternelle para-commando Bruno Meaux	140,00 €
Fraternelle anciens combattants des 3,6,9,12èmes Chasseurs à pied	140,00 €
Alliance des déportés, réfractaires et C.R.A.B. (ex-FNTDR)	70,00 €
Les Poilus de France	70,00 €
TOTAL POUR L'ARTICLE	3.640,00 €

76201/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS CHORALES Crédit initial: 5.400,00 € - Solde disponible: 5.400,00 €	
La Pastourelle	400,00 €
Maîtrise de la Cathédrale	1.000,00 €
Chorale Chanterelle, Chanterie, La Cantilène	600,00 €
Chorale A travers chants	1.000,00 €
Royal Cercle Choral Tornacum	1.000,00 €
Chorale "Ballade" de Marquain	200,00 €
Manécanterie de la Cathédrale	200,00 €
New Choral	200,00 €
Un café deux trois chants	400,00 €
TOTAL POUR L'ARTICLE	5.000,00 €

76201/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS CHORALES

Crédit initial: 5.400,00 € - Solde disponible: 5.400,00 €

76202/332-02 SUBSIDES AUX ASSOCIATIONS FANFARES ET ECOLES DE MUSIQUE**Crédit initial : 9.000,00 € Disponible : 9.000,00 €**

Royale fanfare Sainte-Cécile de Béciers	400,00 €
Ecole de musique de Béciers	200,00 €
Union musicale de Maulde	400,00 €
Ecole de musique de Maulde	200,00 €
Ensemble musical du Plat d'or de Vezon	400,00 €
Ecole de musique de Vezon	200,00 €
Royale Union musicale de Templeuve	800,00 €
Ecole de musique de Templeuve	200,00 €
Club musikaine de Kain	800,00 €
Atelier d'initiation musicale de Kain	200,00 €
Royale harmonie "La Trinité" de Mont Saint-Aubert	600,00 €
Ecole de musique "La Trinité" de Mont Saint-Aubert	200,00 €
Royale Cécilia d'Ere	400,00 €
Ecole de musique d'Ere	200,00 €
Royale fanfare "Les gais amis" d'Esplechin	400,00 €
Ecole de musique d'Esplechin	200,00 €
Royale harmonie "Fanfare de Froidmont"	400,00 €
Ecole de musique de Froidmont	200,00 €
Le Grand bruit	800,00 €
Royale Sainte-Cécile de Gaurain-Ramecroix	600,00 €
Ecole de musique de Gaurain-Ramecroix	200,00 €
La fanfare détournée	400,00 €
La fanfare "Les amis réunis" de Mourcourt	400,00 €
TOTAL POUR L'ARTICLE	8.800,00 €

3/ que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une décision ultérieure comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible*	Solde après nouvel octroi*
---------	---------	----------------	-------------------	----------------------------

161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00 €	20.000,00 €	3.000,00 €
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00 €	250,00 €	250,00 €
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00 €	1.700,00 €	1.700,00 €
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00 €	1.100,00 €	1.100,00 €
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	36.500,00 €	12.180,00 €	1.480,00 €
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	5.400,00 €	5.400,00 €	400,00 €
76202/332-02	Subside aux associations - fanfares	9.000,00 €	9.000,00 €	200,00 €
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	26.000,00 €	19.000,00 €	17.000,00 €
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00 €	4.000,00 €	360,00 €
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00 €	1.700,00 €	1.400,00 €
7642/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00 €	11.500,00 €	150,00 €
801/332-02	Subside à diverses associations - aide sociale	23.750,00 €	1.050,00 €	350,00 €
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00 €	2.000,00 €	0,00 €
TOTAL		205.200,00 €	88.880,00 €	27.390,00 €

41. Finances communales. Régie communale de l'abattoir. Exercice 2016. Budget . Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les installations de l'abattoir communal sont toujours propriété communale, mais que leur exploitation industrielle et commerciale a été concédée via un bail emphytéotique à la firme TOURNAI MEAT INDUSTRY SA;

Vu les intentions de la Ville de résilier le bail emphytéotique, car l'emphytéote ne pratique plus aucune activité d'abattage ni de découpe;

Vu l'arrêté du Régent de juin 1949 relatif à la gestion financière des régies communales ordinaires;

Considérant que des frais d'avocat et d'huissier ont été engagés pour entamer la procédure de résiliation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 10 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'arrêter, pour la régie communale de l'abattoir et pour l'exercice 2016, les prévisions suivantes tant en recette qu'en dépense afin de faire face aux frais encourus dans le cadre de la procédure judiciaire de résiliation du bail emphytéotique liant la Ville aux sociétés EURO MEAT GROUP SA et TOURNAI MEAT INDUSTRY SA, à savoir :

Dépenses d'exploitation : honoraires d'avocat : 4.000,00€ - frais de procédure : 1.000,00€.

Recettes d'exploitation : intervention communale dans le déficit de la régie : 5.000,00€.

42. Finances communales. Régie communale de l'abattoir. Exercice 2017. Budget . Arrêt.

Monsieur le Conseiller communal B. LAVALLEE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les installations de l'abattoir communal sont toujours propriété communale, mais que leur exploitation industrielle et commerciale a été concédée via un bail emphytéotique à la firme TOURNAI MEAT INDUSTRY SA;

Vu les intentions de la Ville de résilier le bail emphytéotique, car l'emphytéote ne pratique plus aucune activité d'abattage et de découpe;

Vu l'arrêté du Régent de juin 1949 relatif à la gestion financière des régies communales ordinaires; Considérant que des frais d'avocat et d'huissier seront engagés pour réaliser la procédure de résiliation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'arrêter, pour la régie communale de l'abattoir et pour l'exercice 2017, les prévisions suivantes tant en recette qu'en dépense afin de faire face aux frais à engager dans le cadre de la procédure judiciaire de résiliation du bail emphytéotique liant la Ville aux sociétés EURO MEAT GROUP SA et TOURNAI MEAT INDUSTRY SA, à savoir :

Dépenses d'exploitation : honoraires d'avocat : 4.000,00€ - frais de procédure : 1.000,00€.

Recettes d'exploitation : intervention communale dans le déficit de la régie : 5.000,00€.

43. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables (Gazenbois). Prix de revente de l'électricité produite par la centrale de cogénération à la piscine de l'Orient. Approbation.

Ce point est reporté à une séance ultérieure.

Des explications concernant les éléments constitutifs du "prix du marché" seront jointes au dossier.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 14 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Le Conseil décide de reporter le point.

44. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables (Gazenbois). Exercice 2017. Budget. Arrêt.

Monsieur le Conseiller communal B. LAVALLEE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 10 octobre 2005 de créer une régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables;

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses du service ordinaire et du service extraordinaire de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2017;

Considérant que la mise en place du contrat de délégation de gestion de la centrale de cogénération avec la société XYLOWATT SA, approuvé par le conseil communal en séance du 9 décembre 2013, entrera en 2017 dans sa 4ème année effective;

Considérant qu'au service ordinaire, le résultat du compte 2015 est inscrit au budget 2017, pour un montant de 37.650,63€, constituant ainsi le boni du service ordinaire;

Considérant que des crédits, d'un montant de 193.650,00€, sont inscrits tant en dépenses qu'en recettes assurant l'équilibre du budget sans intervention communale;

Considérant, en effet, qu'une redevance annuelle d'occupation et d'exploitation de la centrale est due par le gestionnaire, au montant de 80.000,00€ et que ce montant devrait couvrir les charges de la dette de la régie;

Considérant que les énergies produites par la centrale et consommées par la piscine (électricité et chaleur) sont encore achetées au fournisseur et revendues à la piscine de l'Orient, au montant estimé de 75.000,00€, tant en dépenses qu'en recettes;

Considérant que l'investissement photovoltaïque réalisé en 2012 devrait rapporter en certificats verts un montant de 38.400,00€ permettant ainsi de couvrir différentes dépenses de fonctionnement;

Considérant qu'au service extraordinaire, le résultat du compte 2015 est inscrit au budget 2017, pour un montant de 262.796,67€, constituant ainsi le boni du service extraordinaire;

Considérant que ce boni sera prélevé pour constituer le fonds de réserve extraordinaire, à hauteur de 135.000,00€;

Considérant qu'un crédit de 130.000,00€ sera destiné au remboursement anticipé des emprunts qui aura pour effet de diminuer les charges de dette via le solde perçu des subsides;

Considérant qu'un crédit de 5.000,00€ est inscrit pour l'achat d'un système de comptage de chaleur;

Considérant que ces dépenses sont couvertes en recettes par un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire au montant de 135.000,00€;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 24 octobre 2016, et ce conformément à l'article L1124-40 §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'au vu des chiffres présentés, le conseil communal est invité à approuver, pour l'exercice 2017, les prévisions budgétaires tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire de la régie de valorisation des énergies renouvelables (Gazenbois) et que le projet de budget sera ensuite publié et transmis pour approbation aux autorités de tutelle;

Attendu que le collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande

desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

que les crédits du budget ordinaire de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables de l'exercice 2017 ont un caractère non limitatif.

APPROUVE

comme suit, le budget de la régie pour l'exercice 2017 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	193.650,00 €	0,00 €
Dépenses exercice proprement dit	180.750,00 €	135.000,00 €
Boni/mali exercice proprement dit	12.900,00 €	-135.000,00 €
Recettes exercices antérieurs	37.650,63 €	262.796,67 €
Dépenses exercices antérieurs	12.900,00 €	0,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	135.000,00 €
Prélèvements en dépenses	0,00 €	135.000,00 €
Recettes globales	231.300,63 €	397.796,67 €
Dépenses globales	193.650,00 €	270.000,00 €
Boni	37.650,63 €	127.796,67 €

45. Finances communales. Régie foncière. Exercice 2017. Budget. Arrêt.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, Livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses de la régie foncière pour l'exercice 2017;
Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 7 novembre 2016, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'au vu des chiffres présentés, le conseil communal est invité à approuver, pour l'exercice 2017, les prévisions budgétaires de la régie foncière et que le projet de budget sera ensuite publié et transmis pour approbation aux autorités de tutelle;

Attendu que le collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège veillera également, en application de l'article L1122-23, §2, du code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

que les crédits ne sont pas limitatifs;

APPROUVE

aux chiffres présentés, le budget des dépenses et recettes estimées de la régie foncière pour l'exercice 2017, à savoir :

Recettes d'exploitation 742.600,00 €

Dépenses d'exploitation 742.600,00 €

Résultat d'exploitation 0,00 €

Aucune intervention communale n'est sollicitée.

46. Finances communales. Tarifs des services rendus et des biens fournis par la Ville. Exercice 2017. Approbation.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée :

"J'ai quelques questions et interpellations.

- Salles de l'hôtel de ville : les organismes ayant leur siège social à l'hôtel de ville de Tournai seront exonérés du paiement de toute redevance relative à l'occupation de l'hôtel de ville.

Pouvez-vous nous donner la liste de ces organismes ?

- Prêt de matériel :

« Les frais de dossier s'élèvent forfaitairement à 30,00€. Ils sont dus même en cas de location gratuite ».

On lit plus loin :

Le matériel est prêté gratuitement :

- aux écoles et à la régie communale du stade Luc Varenne

- aux associations de l'entité de Tournai.

Les associations paient-elles finalement les frais de dossier ou pas ? 30,00€, cela peut être élevé pour de petites associations.

- Repas scolaires : repas dans les écoles communales maternelles et primaires :

1. Maternel – 2,94€/repas

2. Primaire :

Ecole du Château :

* repas sans crudités : 3,06 €/repas

* repas avec crudités : 3,33 €/repas

Autres écoles : 3,06 €/repas

3. Personnel enseignant : 3,34€/repas

4. Potage : 1,29€/litre

J'ai deux questions : pourquoi pas des crudités dans toutes les écoles, comprises dans le prix du repas à un prix intermédiaire ? Et pourquoi pas une soupe gratuite ou à un prix symbolique (0,20 euro?) dans le cadre de la lutte contre la malbouffe ?"

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, annonce que son groupe s'abstiendra sur ce point, compte tenu de son désaccord sur certains tarifs.

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, répond aux questions posées par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE :

"L'augmentation des tarifs date de 2015, il y a donc 2 ans. La liste des organismes ayant leur siège à l'hôtel de ville sera établie avec le directeur général.

Même si la location est gratuite, un forfait de 30,00€ correspondant aux frais de dossier est d'application."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, poursuit :

"Concernant les repas scolaires, une réflexion a été menée avec les directeurs des écoles communales à propos des crudités. Le résultat a été clair : la différence de prix était importante, donc pas question de prix intermédiaire. Le prix était celui du marché. La Ville ne pouvait pas non plus payer les crudités, car cela aurait constitué un avantage social. C'est la même chose pour le potage. Si nous commençons à distribuer le potage gratuitement, cela pourrait être également considéré comme un avantage social.

Le prix résulte d'un appel à la concurrence. Il ne peut être modifié.

L'école du Château est une école pilote. Elle dispose d'un réfectoire différent, avec des couleurs, du mobilier spécifique, un self attrayant. C'est dans ce contexte que des crudités sont proposées. Au départ, on n'y croyait pas trop. Ce n'est pas simple de faire manger des crudités aux enfants.

Les enfants, à 90%, y ont adhéré. C'est très positif. Mais cela a un coût. Cela nécessite des investissements que la Ville ne peut pas réaliser dans toutes les écoles."

Par 28 voix pour et 8 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E.

VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCOQ, M. B. MAT, X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, MM. G. DENONNE, S. LECOTE

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les tarifs des services rendus et des biens fournis par la Ville sont arrêtés annuellement;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 17 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 28 voix pour et 8 abstentions;

DÉCIDE:

d'arrêter, pour l'exercice 2017, les montants ci-après pour la rétribution des services rendus et des biens fournis par la Ville :

* OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

<i>1. Cirques sur la plaine des Manœuvres et l'esplanade du conseil de l'Europe</i>			
TARIF			
	1.	Cirques	450,00 €/jour (avec un minimum de 800,00 €)
	2.	Redevance supplémentaire dépassant la période autorisée	416,00 €/jour
	3.	Montant forfaitaire pour l'eau et l'électricité pour la semaine ou partie de semaine	520,00 €/semaine ou partie de semaine
	4.	Caution	2.600,00 € (à verser avant l'installation)
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1.	L'implantation des cirques est interdite pour la période du 1er décembre au 31 janvier.	
	2.	Les cirques devront fournir l'attestation officielle concernant le bien-être des animaux.	

2. Exploitation de friteries, hamburgers			
TARIF			
	1.	Marché aux fleurs et autres manifestations publiques du CENTRE-VILLE	110,00 €/jour
	2.	Manifestations publiques dans les villages (ducasse...)	55,00 €/jour

*** PRESTATIONS DES OUVRIERS COMMUNAUX**

1. Prestations liées aux travaux de voirie			
TARIF			
	1.	Pavage de trottoir	34,00 €/m²
	2.	Abaissement de bordure	28,00 €/m courant
	3.	Remise en état de trottoir	28,00 €/m²
	4.	Bordures en béton (fourniture et pose)	25,00 €/m courant
	5.	Remise en état de tarmac	19,00 €/m²
2. Prestations pour compte de tiers			
TARIF			
	1.	Manœuvre	20,00 €/heure
	2.	Ouvrier qualifié	25,00 €/heure
	3.	Brigadier	30,00 €/heure
	4.	Ouvrier en travaux insalubres ou dangereux	30,00 €/heure
	5.	Camion :	
		• véhicule (chauffeur non compris)	20,40 €/heure
		• km parcourus	2,55 €/km
	6.	Véhicule léger :	
		• véhicule (chauffeur non compris)	12,75 €/heure
		• km parcouru	1,55 €/km

	7.	Bulldozer (chauffeur non compris)	67,30 €/heure
	8.	Élévateur (chauffeur non compris)	27,60 €/heure
	9.	Transport aller-retour avec main-d'œuvre	135,00 € (forfait)
3. Prestations pour enlèvement de dépôt d'immondices ou affichage illicite sur la voie publique			
TARIF			
	1.	Enlèvement de dépôt d'immondices ou affichage illicite sur la voie publique	62,00 € (forfait)

*** LOCATION DE SALLES**

1. Hôtel de Ville			
TARIF			
A. EN SEMAINE :			
	1.	Crypte	470,00 €/8 heures d'occupation
	2.	Crypte avec la cuisine	625,00 €/jour
	3.	Salon de la Reine	520,00 €/8 heures occupation
	4.	Salle des mariages (cérémonie de renouvellement des vœux)	102,00 €
B. VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET JOURS FÉRIÉS :			
	1.	Crypte	705,00 €/8 heures occupation
	2.	Crypte avec la cuisine	1.060,00 €/jour
	3.	Salon de la Reine	750,00 €/8 heures occupation
	4.	Salle des mariages (cérémonie de renouvellement des vœux)	153,00 €
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1.	Les organismes ayant leur siège social à l'hôtel de ville de Tournai seront exonérés du paiement de toute redevance relative à l'occupation de l'hôtel de ville.	

2. Halle aux draps			
TARIF			
A. ORGANISMES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL À TOURNAI :			
	1.	Rez-de-chaussée	520,00 €/8 heures occupation
	2.	Étage	315,00 €/8 heures occupation
	3.	Frais de fonctionnement	580,00 €
	4.	Frais de personnel chargé de la préparation	210,00 €
B. ORGANISMES N'AYANT PAS LEUR SIÈGE SOCIAL À TOURNAI :			
	1.	Rez-de-chaussée	825,00 €/8 heures occupation
	2.	Étage	365,00 €/8 heures occupation
	3.	Frais de fonctionnement	580,00 €
	4.	Frais de personnel chargé de la préparation	210,00 €
3. Fort Rouge			
TARIF			
	1.	Occupation de la salle	165,00 €/8 heures occupation
4. Autres salles			
TARIF			
	1.	Écoles communales (local ou salle)	6,20 €/heure
	2.	Académie des Beaux-Arts (local ou salle)	6,20 €/heure
	3.	Conservatoire	6,20 €/heure
	4.	Salle de gymnastique de l'école de Warchin	6,20 €/heure
	5.	Salle polyvalente de Barry	6,20 €/heure
	6.	Salle de Maulde	

	—	Pour groupements de Barry-Maulde ou autres comités divers autorisés ainsi que divers demandeurs (sociétés, particuliers...).	6,20 €/heure
	—	Pour les autres demandeurs : • location de moins de 4 heures	78,00 €
		• location de 4 heures et plus	130,00 €
	7.	Ancienne maison communale de Mont Saint-Aubert (Relais des Artistes)	42,00 €/jour
	8.	Maison de quartier «L’Vint d’Bisse» de Chercq	
		• location :	260,00 €/we
		• caution :	150,00 €
	9.	Le Pas du Roc — Vaulx	260,00 €/jour
	10.	Domaine des Eaux Sauvages (hors salle gérée par ACADES) — Froidmont	260,00 €/jour
	11.	Musées de la tapisserie (salle du bas)	260,00 €/jour
	12.	Office du tourisme (en journée)	
		• salle de réunion (8 heures d’occupation)	520,00 €/8 heures occupation
		• salle de réunion (à l’heure)	78,00 €/heure
		• salle de projection	78,00 €/heure

	13.	Espace multiphilosophique du cimetière du Sud — mise à disposition	150,00 €
	14.	Occupation du terrain de sport et des vestiaires (plaine Bozière)	6,50 €/occupation
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1.	Frais d'annulation d'une salle (le délai est calculé en jours ouvrables) : <ul style="list-style-type: none"> • plus de 60 jours avant la date : 50 % du montant de la location • entre 60 jours et 8 jours avant la date : 75 % du montant de la location • moins de 7 jours avant la date : 100 % du montant de la location 	
	2.	Salle de gymnastique de l'école de Warchin : <ul style="list-style-type: none"> • elle est réservée prioritairement aux groupements warchinois et autres clubs sportifs ou comités divers autorisés • la remise en ordre et le nettoyage de la salle sont obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : le comité de la Rose, le comité de quartier de Warchin, l'Ours warchinois (football), les pensionnés de Warchin, la section socialiste de Warchin, section des manilleurs de Warchin, amicale des ouvriers communaux, canne de combat de Warchin, les Flèches folles de Warchin, les Pêcheurs napolitains, le groupe d'équitation de Warchin, Cercle royal de natation de Tournai, Billard club de Warchin, les Rats d'eaux t'euh, les Zézettes, les Zombrés, l'ASBL les Cabossés. • elle est gratuite pour l'école communale de Warchin 	
	3.	Salle polyvalente de Barry : <ul style="list-style-type: none"> • elle est réservée prioritairement aux groupements de Barry-Maulde ou autres comités divers autorisés. • la remise en ordre et le nettoyage de la salle sont obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : la Fédération nationale des combattants 	

		<p>de Belgique, l'Amicale des pensionnés de Barry, la Familiale, le Parti socialiste, l'Amicale des pensionnés socialistes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • elle est gratuite pour le comité des parents
	4.	<p>Salle de Maulde :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la remise en ordre et le nettoyage de la salle sont obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : la fanfare Union musicale de Maulde, amicale des pensionnés de Barry-Maulde, Jeunesse mauldoise, Cercle arts et loisirs de Maulde, les Archers mauldois, l'école libre de Maulde. • elle est gratuite pour : la société «les Carabiniers 1879» (salle à part), l'opération TELEVIE et le ping-pong de Maulde (salle à part)
	5.	<p>Le Pas du Roc — Vaulx :</p> <ul style="list-style-type: none"> • occupation par des associations ou des clubs sportifs de l'entité de Tournai : <ul style="list-style-type: none"> ◦ grande salle et cafétéria : 6,20 € ◦ cafétéria : 4,20 € ◦ salle à l'étage : 4,20 € • occupation par des associations ou des clubs sportifs hors entité : <ul style="list-style-type: none"> ◦ grande salle et cafétéria : 8,20 € ◦ cafétéria : 4,20 € ◦ salle à l'étage : 4,20 € • la grande salle est gratuite, une fois par an, pour les associations ayant leur siège à Vaulx • la grande salle est gratuite pour le Home Valère Delcroix, tous les vendredis, de 9 heures à 11 heures 30.
	6.	<p>Domaine des Eaux Sauvages — Froidmont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • associations culturelles de l'entité (chorales, groupes musicaux...) : 4,20 €/heure pour la location de salle de répétition et la cantine. • autres associations de l'entité de Tournai : 6,20 €/heure • associations hors entité de Tournai : 8,20 €/heure

*** LOCATION DE MATÉRIEL**

1. Matériel pour fêtes et manifestations

TARIF			
	1.	Barrières NADAR	1,50 €/pièce/jour
	2.	Barrières HERAS	5,00 €/pièce/jour
	3.	Chaises normales	1,50 €/pièce
	4.	Tables et tréteaux	2,30 €/pièce
	5.	Chaises Halle aux draps	5,00 €/pièce
	6.	Tables rectangulaires Halle aux draps	2,50 €/pièce
	7.	Tables rondes Halle aux draps	10,00 €/pièce
	8.	Tables pliantes	4,00 €/pièce
	9.	Tables mange-debout	10,00 €/pièce
	10.	Portemanteaux	4,10 €/pièce
	11.	Isoloirs	50,00 €/pièce
	12.	Urnes	5,00 €/pièce
	13.	Pupitres	5,00 €/pièce
	14.	Amplification (micro, baffles, prestation d'un électricien)	75,00 €
	15.	Mâts	2,50 €/pièce
	16.	Drapeaux (2 m x 1 m, avec responsabilité du locataire)	5,00 €/pièce
	17.	Conteneurs (110 l)	10,00 €/pièce
	18.	Goals de minifoot	10,00 €/pièce
	19.	Spots	10,00 €/pièce
	20.	Projecteur éclairage	10,00 €/pièce
	21.	Coffret électrique (tableau, câbles...)	50,00 €
	22.	Fût de lestage	20,00 €/pièce
	23.	Roulotte sanitaire	gratuit (mesure d'hygiène)
	24.	Banc	5,00 €/pièce
	25.	Escalier (en supplément lorsque chapiteau)	10,00 €
	26.	Panneau d'interdiction de	

		stationnement (réservés aux particuliers)	
		<ul style="list-style-type: none"> si les demandeurs viennent les chercher et les rapporter eux-mêmes 	6,00 €/pièce/jour
		<ul style="list-style-type: none"> si le personnel communal se déplace pour la pose et la reprise des panneaux 	35,00 €
		<ul style="list-style-type: none"> caution (au moment de l'enlèvement) 	50,00 €
	27.	Podium (praticables)	
		<ul style="list-style-type: none"> 4 m x 4m 	50,00 €
		<ul style="list-style-type: none"> 6 m x 4 m 	75,00 €
		<ul style="list-style-type: none"> 6 m x 8 m 	150,00 €
		<ul style="list-style-type: none"> 12 m x 4 m 	150,00 €
		<ul style="list-style-type: none"> 12 m x 6 m 	220,00 €
	28.	Tribune mobile	200,00 €
	29.	Piste de danse	
		<ul style="list-style-type: none"> 4 m x 4 m 	50,00 €
		<ul style="list-style-type: none"> 6 m x 4 m 	75,00 €
		<ul style="list-style-type: none"> 6 m x 8 m 	150,00 €
		<ul style="list-style-type: none"> 12 m x 8 m 	290,00 €
	30.	Générateur à air chaud	300,00 €
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1.	Sauf autorisation expresse du collège communal, le matériel n'est prêté qu'aux associations, groupements, comités de l'entité et/ou dans le cadre d'événements dont la Ville de Tournai est partenaire.	
	2.	Toute demande de prêt doit être effectuée au moyen du formulaire ad hoc, au plus tard 15 jours avant l'événement concerné.	

		Toute demande tardive entraînera une majoration des coûts de 10 %.
	3.	<p>Les frais de dossier s'élèvent, forfaitairement, à 30,00 €. Ils sont dus même en cas de location gratuite, sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour le matériel prêté pour cause de sécurité (ordre de police) ou d'hygiène • pour les écoles • pour le centre public d'action sociale • dans le cadre du soutien à la pratique des jeux anciens. <p>Les frais de dossier sont maintenus en cas d'annulation du prêt.</p>
	4.	<p>Une caution sera due pour toute location de matériel de fête et divers. Elle sera restituée lors de la réception du matériel en parfait état. Le montant de la caution est fixé à 25 % du coût total du matériel prêté.</p>
	5.	<p>Le matériel est prêté gratuitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux écoles et à la régie communale du stade Luc Varenne • aux associations de l'entité de Tournai. <p>Celles-ci sont chargées de retirer le matériel au Pont de Maire, moyennant caution. Par «associations», on entend :</p> <p>a) les ASBL ayant leur siège social dans l'entité;</p> <p>b) les associations de fait à but culturel, social ou sportif;</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux comités, groupements et associations, dans le cadre des événements dont la Ville de Tournai est partenaire;
	6.	<p>Les groupements, associations diverses (clubs sportifs, comités de quartier, etc.) pourront, suivant le but poursuivi, obtenir soit une réduction, soit la gratuité, suivant décision motivée du collège.</p>
	7.	<p>Aucun frais de location n'est demandé pour le placement des panneaux par mesure de sécurité, suivant ordre de la police</p>
	8.	<p>Les manifestations à caractère commercial ne pourront faire l'objet d'aucune dérogation au tarif.</p>
	9.	<p>Le matériel de la Halle aux draps est uniquement réservé pour des festivités</p>

		organisées dans ces locaux en partenariat avec la Ville, sauf autorisation du collège communal.
	10.	La tribune mobile est réservée prioritairement à l'office du tourisme.

2. Matériel informatique (à titre exceptionnel) :

TARIF			
	1.	Projecteur 3.000 lumens	
		• Location	165,00 €/jour
		• Caution	850,00 €
	2.	Projecteur 3.500 lumens	
		• Location	245,00 €/jour
		• Caution	1.150,00 €

3. Chapiteaux et tonnelles

TARIF			
	1.	Chapiteau (avec transport, montage et démontage)	500,00 €
	2.	Tonnelles (si autorisation du collège communal)	250,00 €
	3.	Chapiteau plaine des Manœuvres — 16 m x 72m	850,00 €

CONDITIONS PARTICULIÈRES

	1.	Les chapiteaux seront réservés en priorité aux écoles et accordés gratuitement. Ils seront accordés aux associations conventionnées avec la Ville de Tournai, dans la limite des moyens disponibles en personnel et matériel
	2.	Les tonnelles seront réservées en priorité aux services internes et ne pourront faire l'objet de location que moyennant autorisation du collège communal
	3.	Aucune location de chapiteaux et de tonnelles ne peut être concédée entre novembre et mars.

*** FRAIS LIES AUX SECTEURS ENSEIGNEMENT, JEUNESSE ET SPORT**

1. Garderie dans les écoles communales maternelles et primaires :

TARIF			
-------	--	--	--

	1.	Matin	1,00 €/semaine
	2.	Midi	0,10 €/jour
	3.	Mercredi après-midi	2,00 €/après-midi
	4.	Soir	1,00 €/semaine
2. Repas dans les écoles communales maternelles et primaires :			
	1.	Maternel	2,94 €/repas
	2.	Primaire	
		<u>École du Château :</u>	
		<ul style="list-style-type: none">repas sans crudités	3,06 €/repas
		<ul style="list-style-type: none">repas avec crudités	3,33 €/repas
		<u>Autres écoles</u>	3,06 €/repas
	3.	Personnel enseignant	3,34 €/repas
	4.	Potage	1,29 €/litre
3. Frais de transport scolaire (bus communaux)			
A. DANS L'ENTITÉ :			
	1.	Primaire (par enfant)	10,00 €/année scolaire
	2.	Maternelle	
		<ul style="list-style-type: none">par enfant arrivé entre le 01/09 et le 31/12	6,00 €/année scolaire
		<ul style="list-style-type: none">par enfant arrivé entre le 01/01 et le 31/03	3,00 €/année scolaire
B. HORS ENTITÉ :			
	1.	Trajet entre 1 et 50 km	5,00 €
	2.	Trajet entre 51 et 250 km	10,00 €
	3.	Trajet entre 251 et 400 km	20,00 €
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1.	Pour les trajets «hors entité», le premier kilomètre commence à la limite du territoire communal	
4. Location d'instruments de musique			

	1.	Par instrument	42,00 €/année scolaire
5. Frais liés au cours de coupe et couture			
	1.	Photocopies	0,05 €/photocopie
6. Frais liés à l'accueil extrascolaire			
	1.	Mercredi après-midi, par enfant	2,00 €/après-midi
	2.	Accueil du soir, par enfant	1,00 €/semaine
	3.	Stage organisé pendant les vacances scolaires, par enfant	15,00 €/semaine
7. Stages et ateliers			
	1.	Stage ou atelier, par enfant	15,50 €/semaine
8. Plaines de jeux			
	1.	Plaines de jeux et écoles de sports, par enfant	2,00 €/jour avec un maximum de 30,00 € par enfant pour la totalité des périodes
9. Activités sportives			
	1.	Inscription «Je cours pour ma forme»	40,00 €

*** FRAIS LIES AUX SECTEURS DE LA CULTURE ET DU TOURISME**

1. Accès aux infrastructures communales (bibliothèque et discothèque)				
TARIF				
	1. Bibliothèque			
		<ul style="list-style-type: none"> Droit d'inscription à la section «adulte» pour 1 carte passeport-lecture : 		
		<ul style="list-style-type: none"> du 01/01 au 31/12 	6,00 €	
		<ul style="list-style-type: none"> du 01/05 au 31/12 	4,00 €	
		<ul style="list-style-type: none"> du 01/09 au 31/12 	2,00 €	

		• Indemnité de prêt, par livre	0,30 €/3 semaines	
		• Taxe de retard, par livre	0,05 €/jour ouvrable	
		• Frais administratifs engagés pour le recouvrement	1,00 €/rappel	
		• Duplicata carte d'inscription	2,00 €	
		• Abonnement donnant droit à 30 prêts	7,50 €	
		• Photocopies : ◦ A4 noir/blanc ◦ A3 noir/blanc	0,10 €/page 0,20 €/page	
		Impression couleurs	0,60 €/page	
	2. Discothèque			
		• Droit d'inscription	compris avec la carte «passeport-lecture»	
		• Indemnité de prêt, par CD, DVD, Blu-ray disc (hors cours de langues)	0,60 €/semaine	
		• Indemnité de prêt pour cours de langues	3,00 €/mois	

		<ul style="list-style-type: none">• Taxe de retard, par CD, DVD, Blu-ray disc	0,15 €/jour ouvrable	
CONDITIONS PARTICULIÈRES				
	1. Inscription gratuite à la bibliothèque dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• usagers de moins de 18 ans;• détenteurs d’une carte passeport-lecture validée, pour l’année en cours, par une autre bibliothèque du Hainaut participante;			
	2. Prêt des livres gratuit dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• en section «jeunesse», pour les moins de 15 ans;• à l’occasion de la «Fureur de lire», pendant une semaine			
	3. Deux inscriptions ou réinscriptions simultanées (parrainage) donnent droit à une remise de 50 % sur la seconde inscription, cette mesure étant de nature à encourager deux membres d’une même famille à posséder des cartes personnelles.			
	4. Le titulaire de la carte passeport-lecture est responsable de tout retrait de CD, DVD, Blu-ray, livre ou document.			
2. Accès aux infrastructures communales : piscines communales				
2.1. Entrées				
TARIF				
A. HABITANTS DE L’ENTITÉ DE TOURNAI				
	1.	Personnel communal	3,00 €	
	2.	Adulte et enfants de 12 ans et plus	4,00 €	
	3.	Enfant de moins de 12 ans	3,00 €	
	4.	Famille nombreuse :		
		<ul style="list-style-type: none">• adulte	3,00 €	
		<ul style="list-style-type: none">• moins de 12 ans	2,00 €	
		<ul style="list-style-type: none">• moins de 21 ans	2,70 €	
	5.	École :		
		<ul style="list-style-type: none">• primaire et maternelle	1,50 €	
		<ul style="list-style-type: none">• secondaire	2,00 €	
		<ul style="list-style-type: none">• supérieure	2,50 €	
	6.	Groupe organisé	2,80 €	
	7.	Club occupant la piscine de Kain	15,60 €/heure	
	8.	Club occupant la piscine de l’Orient	17,80 €/heure	

	9.	Aquagym (entrée comprise)	5,00 €/séance
<i>B. HABITANTS HORS ENTITÉ</i>			
	1.	Personnel communal	3,00 €
	2.	Adulte et enfants de 12 ans et plus	5,00 €
	3.	Enfant de moins de 12 ans	4,00 €
	4.	Famille nombreuse :	
		• adulte	4,00 €
		• moins de 12 ans	3,00 €
		• moins de 21 ans	3,50 €
	5.	École :	
		• primaire et maternelle	2,00 €
		• secondaire	2,50 €
		• supérieure	3,50 €
	6.	Groupe organisé	3,50 €
	7.	Club occupant la piscine de Kain	90,00 €/heure
	8.	Club occupant la piscine de l'Orient	115,00 €/heure
	9.	Aquagym (entrée comprise)	6,00 €/séance
<i>C. ABONNEMENTS</i>			
	1.	Adulte – 10 entrées (validité 3 mois)	36,00 €
	2.	Enfant de moins de 12 ans – 10 entrées (validité 3 mois)	27,00 €
	3.	Adulte – 30 entrées (validité 12 mois)	105,00 €
	4.	Famille – 50 entrées (validité 12 mois)	150,00 €
	5.	Famille – 100 entrées (validité 12 mois)	270,00 €
	6.	Persévérant (validité mensuelle calendrier)	40,00 €
	7.	Primaire de l'entité (validité 12 mois)	150,00 €
	8.	Secondaire de l'entité (validité 12 mois)	200,00 €

	9.	Primaire hors entité (validité 12 mois)	200,00 €
D. DIVERS			
	1.	Campeur adulte	2,00 €
	2.	Campeur enfant	1,50 €
	3.	Visiteur scolaire	0,80 €
	4.	Caution carte accès (restituée en cas de remise de la carte en parfait état de fonctionnement)	2,00 €
	5.	Transat	2,00 €/demi-journée
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1.	Le tarif «entité» est appliqué sur présentation d’une carte d’identité électronique e-ID ou autre preuve de domicile émanant d’une autorité officielle. Les écoles et groupes fourniront une preuve de localisation. A défaut de pièce justificative valable, le tarif «hors entité» sera appliqué	
	2.	Les droits d’entrée ne sont ni échangeables ni remboursables	
	3.	La réduction «famille nombreuse» n’est pas cumulable avec d’autres réductions (écoles, groupe...) Elle sera accordée uniquement sur présentation de la carte d’identification personnelle délivrée par l’administration communale de Tournai via son service des piscines communales. Les personnes sollicitant cette carte de réduction de droit d’entrée devront fournir la preuve de l’appartenance à une famille nombreuse (à partir de 3 enfants, un enfant présentant un handicap à 66 % comptant pour deux) par le dépôt d’une attestation récente (maximum 3 mois) délivrée par le service population de la commune et d’une photo d’identité par carte demandée. Cette carte est valable 5 ans. Elle est renouvelable à vie pour les parents et jusqu’à 21 ans, pour les enfants.	
2.2. Cours de natation			
TARIF			
	1.	Cours particulier	9,00 €/30 min.

	2.	Cours collectif famille (minimum 2 et maximum 3 personnes par moniteur)	7,00 €/personne/30 min.
	3.	Cours collectif groupe (minimum 4 et maximum 15 personnes par moniteur)	3,50 €/personne/45 min.
FAMILLES NOMBREUSES			
	1.	Cours particulier	7,50 €/30 min.
	2.	Cours collectif famille (minimum 2 et maximum 3 personnes par moniteur)	6,00 €/personne/30 min.
	3.	Cours collectif groupe (minimum 4 et maximum 15 personnes par moniteur)	3,00 €/personne/45 min.
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1.	Le tarif des cours de natation ne comprend pas le prix d'entrée, qui doit donc être également acquitté par l'utilisateur.	
2.3. Programme d'accoutumance à l'eau — Aqua Poussins			
	1.	Par cycle	9,00 €/personne
3. Accès aux infrastructures communales : Bains/Douches publics de la Ville de Tournai			
TARIF			
	1.	Baignoire sans réduction	1,25 €
	2.	Baignoire avec réduction	1,00 €
	3.	Douche sans réduction	1,00 €
	4.	Douche avec réduction	0,75 €
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1.	Le tarif réduit est accordé aux pensionnés et aux familles nombreuses	
4. Accès aux infrastructures communales : camping de l'Orient			
TARIF			
A. PASSAGE			
	1.	Enfant de moins de 6 ans	Gratuit
	2.	Enfant de 6 à 12 ans	3,10 €/nuitée
	3.	Adulte	3,70 €/nuitée
	4.	Automobile	3,70 €/nuitée
	5.	Tente	3,70 €/nuitée
	6.	Caravane	4,70 €/nuitée
	7.	Moto, mobylette, remorque	3,70 €/nuitée
	8.	Mobilhome	6,70 €/nuitée

	9.	Forfait nuitée toutes taxes comprises	16,10 €/nuitée
B. LOCATION			
	1.	D'octobre à mars	120,00 €/mois
	2.	Avril, mai, juin et septembre	155,00 €/mois
	3.	Juillet et août	180,00 €/mois
C. DIVERS			
	1.	Utilisation de la lessiveuse (programme complet)	3,00 €/jeton
	2.	Utilisation du sèche-linge (programme complet)	2,00 €/jeton
	3.	Consommation électrique, par kWh	0,30 €/kWh
5. Accès aux infrastructures communales :			
TARIF			
CLUB HOUSE			
	1.	Utilisation des pédalos	3,70 €/30 minutes
HALTE NAUTIQUE			
	1.	Électricité (pour maximum 4 ampères)	0,60 €/kWh
	2.	Accostage et stationnement des bateaux	Gratuit
6. Accès aux infrastructures communales : musées			
6.1. Droit d'entrée			
TARIF			
	1. Musée des Beaux-Arts, musée de folklore, musée d'histoire naturelle, musée de la tapisserie, musée d'histoire militaire :		
		• individuel	2,60 €/personne
		• groupes, seniors, cartes senior, jeunes de 6 à 18 ans	2,10 €/personne
		• groupes scolaire hors entité	1,00 €/personne
		• tarif «passage»	1,00 €/personne
		• internats, maisons de jeunes, plaines de	1,00 €/personne

		jeux et organisation s de jeunesse reconnues		
	2. Musée des arts décoratifs, musée d'archéologie :			
		• individuel	2,10 €/personne	
		• groupes, seniors, cartes senior, jeunes de 6 à 18 ans	1,60 €/personne	
		• tarif «passage»	1,00 €/personne	
		• groupes scolaires hors entité	1,00 €/personne	
		• internats, maisons de jeunes, plaines de jeux et organisation s de jeunesse reconnues	1,00 €/personne	
	3. Beffroi :			
		• individuel	2,10 €/personne	
		• groupes, seniors, cartes senior, jeunes de 6 à 18 ans	1,10 €/personne	
		• groupes scolaires	1,00 €/personne	
6.2. Location d'un audioguide				
	1.	Location d'un appareil audioguide au musée d'histoire naturelle	2,00 €	
CONDITIONS PARTICULIÈRES				
	1.	Gratuité de l'entrée :		

		<ul style="list-style-type: none"> • le premier dimanche de chaque mois; • pour les membres du personnel communal et du centre public d'action sociale. Cette carte d'entrée nominative sera délivrée aux membres du personnel qui en feront la demande auprès de l'assistante sociale; • pour les membres de diverses associations liées aux musées [conseil international des musées (ICOM), association européenne des zoos et aquariums (EAZA), musées et société en Wallonie (MSW), ASBL société d'encouragement du musée d'histoire naturelle de Tournai (SEMHN), ASBL Tourisme et culture, Attraction tourisme...], sur présentation d'une carte de membre; • pour les enseignants préparant une leçon et sur présentation d'une carte attestant leur statut d'enseignant; • pour les enseignants accompagnant un groupe scolaire; • à la presse, sur présentation d'une carte; • aux groupes scolaires provenant des écoles de l'entité; • aux guides de l'association des guides de Tournai 	
	2.	<p>Le tarif «groupe» est accordé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aux détenteurs de la carte «prof»; • aux personnes présentant un handicap; • aux membres de l'ASBL Los Niños de Gaïa, sur présentation d'un pass renouvelable tous les 5 ans; 	
	3.	Pour les titulaires d'un ticket «article 27», le droit d'entrée aux musées, au beffroi est fixé à 1,25 €.	
6.3. Pass et abonnements			
TARIF			

	1.	Enfant de moins de 16 ans dont les parents ont acheté un pass	Gratuit	
	2.	Passeport pour 10 entrées dans un musée uniquement	13,50 €	
	3.	Passeport pour 10 entrées dans les sept musées au choix	8,50 €	
CONDITIONS PARTICULIÈRES				
	1.	Les abonnements (passeports) sont valables durant 1 an, sauf en cas d'exposition temporaire (supplément d'entrée)		
	2.	Expositions temporaires : les tarifs pourront être adaptés par le collège en fonction de l'importance des expositions		
6.4. Vente de produits divers dans les musées				
	1.	Catalogue <i>Ensor</i>	20,00 €	
	2.	Catalogue <i>Regards sur les faïences fines tournaisiennes, le don Cosyns</i>	15,00 €	
	3.	Catalogue <i>Gallait</i> (souple)	20,00 €	
	4.	Catalogue <i>Gallait</i> (cartonné)	25,00 €	
	5.	Catalogue <i>Service LECOCQ</i>	15,00 €	
	6.	Catalogue <i>Stonehenge</i>	3,00 €	
	7.	Catalogue <i>Tournai, 24 août 1914</i>	12,00 €	
	8.	Catalogue <i>Tournai, Fontenoy 1745. Un siège, une bataille</i>	18,00 €	
	9.	Catalogue <i>Les animaux et la guerre</i>	12,00 €	

	10.	Livre <i>Le Patrimoine militaire tournaisien</i>	12,00 €	
	11.	Livre <i>La Deuxième Enceinte communale</i>	6,00 €	
	12.	Livre <i>Patrimoine militaire médiéval</i>	6,00 €	
	13.	Livre <i>Patrimoine militaire belge</i>	6,00 €	
	14.	DVD <i>Histoire de la bataille de Fontenoy</i>	10,00 €	
	15.	Carte postale «minivitrine en 3D»	4,00 €	
7. Accès aux infrastructures communales : office du tourisme				
7.1. ENTREES FILMS OFFICE DU TOURISME			PRIX	
Groupe scolaire			1,00 €	
Enfant, étudiant, senior, groupe adulte, handypass			1,10 €	
Adulte			2,10 €	
<u>Conditions particulières</u> Gratuité de l'entrée : <ul style="list-style-type: none"> • aux membres du personnel communal et du centre public d'action sociale (sur présentation d'une carte nominative); • aux membres de l'ASBL Attractions & Tourisme (Pass 365); • aux enseignants préparant une leçon (carte à présenter) et/ou accompagnant un groupe scolaire; • à la presse sur présentation d'une carte; • aux guides de l'association des guides; • aux responsables de groupes préparant une visite. 				
Le tarif «groupe» est accordé : <ul style="list-style-type: none"> • aux détenteurs de la carte «prof»; • aux membres de l'ASBL Los Niños de Gaïa; 				
Le tarif de 1,25 € est accordé aux bénéficiaires de l'ASBL Article 27				
7.2. CITY-PASS			PRIX	
1 musée + film + beffroi			5,00 €	
3 musées + film + beffroi			10,40 €	
2 films + beffroi			4,00 €	
7.3. GUIDAGES			PRIX	

1 heure	41,00 €	
2 heures	66,00 €	
L'heure supplémentaire	32,50 €	
7.4. FORFAITS DE BASE ET OPTIONS	PRIX	
7.4.1. Forfaits		
<ul style="list-style-type: none"> demi-journée (de 10 à 19 personnes) prix par personne demi-journée (à partir de 20 personnes) prix par personne <p>La demi-journée comprend le guidage et l'entrée à une attraction touristique, l'accueil café, le menu 3 services, l'entrée au film «Le Couloir du Temps» ou «De la Pierre au Ciel».</p>	33,00 € 30,00 €	
7.4.2.A la carte		
Option café	2,00 €	
Option café + croissant	3,00 €	
Option café + 2 viennoiseries	4,00 €	
Pause sucrée (café ou thé + part de gâteau)	5,00 €	
Pause salée (bière ou apéritif régional + fromage)	5,00 €	
Menu 3 services	20,00 €	
Planche campagnarde	10,00 €	
Forfait boissons (sans apéritif)	7,00 €	
Forfait boissons (avec apéritif)	10,00 €	
Plat «belge»	10,00 €	
Formule «Lundi perdu» (menu + animation par un guide)	35,00 € (de 10 à 19 personnes) 40,00 € (à partir de 20 personnes)	
Train touristique à partir de 20 personnes (prix par personne)	4,00 €	
Train touristique - 20 personnes (forfait)	80,00 €	
Centre marionnette - visite groupe adulte/enfant	2,50 €/2,00 €	
Centre marionnette — visite avec guide du centre (prix par personne)	5,00 €	
Centre marionnette — visite animée (prix par personne)	7,00 €	
Trésor : entrée (prix par personne)	2,00 €	
7.5. VENTES D'ARTICLES		
7.5.1. SOUVENIRS	Prix de vente	

Autocollants armoiries	0,50 €	
Badge blason	2,00 €	
Badge maison	1,00 €	
Badge picard	4,00 €	
Beffroi terre cuite	1,00 €	
Bloc-notes A6 argent	2,50 €	
Bloc-notes A6 bleu	4,00 €	
Bloc-notes A6 noir	4,00 €	
Bloc-notes A6 orange	4,00 €	
Bloc-notes A6 vert	4,00 €	
Bloc-notes hippopotame	2,50 €	
Bloc-notes mini	2,00 €	
Blocs-notes écusson + stylo	2,00 €	
Boîte crayons roses	2,00 €	
Boîte bijoux étain	30,50 €	
Bol céramique + cuillère	8,00 €	
Bouclier + épée + fourreau	25,00 €	
Bougie	2,00 €	
Boule de neige	6,00 €	
Bourse nounours	1,50 €	
Boussole orange	3,00 €	
Boussole simple blanche	0,50 €	
Carnet multi mémo (post-it)	2,50 €	
Carte postale (lot de 10)	1,00 €	
Carte postale à colorier	1,00 €	
Carte postale Dedeycker	2,00 €	
Carte postale Naïade	5,00 €	
Carte postale Sahara	3,00 €	
Cartes postales accordéon	4,00 €	
Cartes postales aquarelles	1,50 €	
Cartes postales Ville	0,50 €	
Casquette blanche	3,00 €	
Casquette noire	3,00 €	
Céramique : cathédrale	15,00 €	
Céramique : maison 12 cm + magnet	7,00 €	
Céramique : mini maison 7 cm + magnet	3,50 €	

Céramique : mini maison 7 cm + support	3,50 €	
Céramique : petite reproduction beffroi ou cathédrale	3,50 €	
Céramique : pont des Trous	10,00 €	
Chronomètre	5,00 €	
Clip photo	1,00 €	
Couteau suisse	3,00 €	
Crayon enfant	0,50 €	
Crayon noir Swarovski	0,50 €	
Cube photos	10,00 €	
Cuillère + pochette	5,00 €	
Dés écusson	3,00 €	
Dominos	2,00 €	
Drapeau Roi	14,00 €	
Drapeau anglais sur bâtonnet	1,50 €	
Drapeau belge	7,00 €	
Drapeau belge sur bâtonnet	1,50 €	
Drapeau Tournai blanc	8,00 €	
Drapeau Tournai rouge	8,00 €	
Étui écritoire A5 logo	15,00 €	
Etui GSM turquoise	1,50 €	
Etui make up	4,00 €	
Gourde argentée simple	2,00 €	
Gourde bleue + boussole	4,00 €	
Gourde bleue simple	2,00 €	
Gourde orange + boussole	4,00 €	
Horloge de bureau	4,00 €	
Horloge sur pied logo Tournai	6,00 €	
Lampe d'ambiance	5,00 €	
Lampe poche	2,00 €	
Livre à colorier	2,00 €	
Magnet 2D vue Tournai	3,00 €	
Magnet maison	1,00 €	
Magnet rectangle 78x53mm	3,50 €	
Marque-page laser	2,00 €	
Marque page Tourisme et Culture	1,00 €	

Minivitrine Tournai	4,00 €	
Minuteur	4,00 €	
Miroir de poche	2,00 €	
Mug full color	6,00 €	
Mug hippopotame	5,00 €	
Mug new logo - vert	6,00 €	
Mug new logo - bleu	6,00 €	
Ourson UNICEF	5,00 €	
Ouvre-lettre	0,50 €	
Parapluie	7,00 €	
Parure stylos argentés	7,00 €	
Peluche ourson logo	7,00 €	
Pièce monnaie + étui	3,00 €	
Pins cathédrale	2,00 €	
Pins tortue	1,00 €	
Pinte étain	30,00 €	
Plateau photos noir	15,00 €	
Poncho boule	2,00 €	
Porte bloc note A4	4,50 €	
Porte-clés Destino	8,00 €	
Porte-cartes de visite	5,00 €	
Porte-clés Doming	1,50 €	
Porte-clés hippopotame	2,00 €	
Porte-clés logo Tournai métal	4,00 €	
Porte-clés ours	1,50 €	
Porte-clés plexi	2,00 €	
Pot crayons coccinelle	3,00 €	
Presse-papier étain	29,00 €	
Règle	1,00 €	
Réveil	4,00 €	
Sac à dos piscine	2,00 €	
Sac banane blanc	7,00 €	
Sac banane noir	7,00 €	
Sac banane orange	7,00 €	
Sac shopping	2,50 €	
Set dessin + crayons	2,50 €	

Set sel et poivre	5,00 €	
Signet	1,00 €	
Signet + crayon	1,50 €	
Souscriptions ardoises	20,00 €	
Stylo 1914	2,50 €	
Stylo 4 couleurs	1,50 €	
Stylo argenté	1,00 €	
Stylo beffroi	1,00 €	
Stylo cœur cathédrale	2,00 €	
Stylo enfant pirate	1,50 €	
Stylo enfant princesse	1,50 €	
Stylo hippopotame	2,00 €	
Stylo mauve	1,50 €	
Stylo orange	1,50 €	
Tapis de souris	1,50 €	
Trousse de toilette	3,00 €	
T-shirt enfant	5,00 €	
T-shirt femme	5,00 €	
T-shirt homme	5,00 €	
T-shirt manet	4,00 €	
Valisette dessin	12,00 €	
Verre (petit) à shot	3,00 €	
Verre de dégustation	2,00 €	
Verre long drink	3,00 €	
Yo-yo	1,00 €	
7.5.2. LIBRAIRIE	Prix de vente	
Cartes : Fietsnetwerkkkaart Leiestreek	8,00 €	
Cartes : points nœuds WaPi Est — prix partenaires	6,00 €	
Cartes : points nœuds WaPi Est — prix public	7,00 €	
Cartes : points nœuds WaPi Ouest — prix partenaires	6,00 €	
Cartes : points nœuds WaPi Ouest — prix public	7,00 €	
Catalogue : 101 chefs d'œuvre	30,00 €	
Catalogue : 250 d'enseignement	12,50 €	
Catalogue : 30 ans de fusion	10,00 €	
Catalogue : Arbres remarquables	1,00 €	

Catalogue : Archéologie Cathédrale	3,00 €	
Catalogue : Architectures rêvées	15,00 €	
Catalogue : Atlas subjectif du Hainaut	20,00 €	
Catalogue : Au nom de tous les nôtres	8,00 €	
Catalogue : Beffroi (allemand)	13,00 €	
Catalogue : Beffroi (anglais)	13,00 €	
Catalogue : Beffroi (français)	13,00 €	
Catalogue : Beffroi (français) cartonné	15,00 €	
Catalogue : Beffroi (néerlandais)	13,00 €	
Catalogue : Campin in context	30,00 €	
Catalogue : Carnet 124	6,00 €	
Catalogue : Carnet du patrimoine	6,00 €	
Catalogue : Château de l'Hermitage	10,00 €	
Catalogue : Childéric Clovis 1500	5,00 €	
Catalogue : Childéric Clovis Paris	5,00 €	
Catalogue : Christian Croain	42,00 €	
Catalogue : Cimetière du sud	27,00 €	
Catalogue : Cloches et sociétés	20,00 €	
Catalogue : Comment les habitants... J.PIJCKE	24,00 €	
Catalogue : De soie, laine, or et argent	28,00 €	
Catalogue : Découvrir Tournai (anglais)	12,00 €	
Catalogue : Découvrir Tournai (espagnol)	12,00 €	
Catalogue : Découvrir Tournai (français)	12,00 €	
Catalogue : Découvrir Tournai (italien)	12,00 €	
Catalogue : Découvrir Tournai (néerlandais)	12,00 €	
Catalogue : Des beffrois et des hommes	30,00 €	
Catalogue : Deuxième enceinte communale	6,00 €	
Catalogue : Ensor	20,00 €	
Catalogue : Escaut Mystérieux	20,00 €	
Catalogue : Faïences	15,00 €	
Catalogue : Francisque	10,00 €	
Catalogue : Gallait cartonné	25,00 €	
Catalogue : Gallait souple	20,00 €	
Catalogue : grands siècles	30,00 €	
Catalogue : Gribouilles	10,00 €	
Catalogue : Henry Lacoste	75,00 €	

Catalogue : Ici et ailleurs	30,00 €	
Catalogue : La Grande Guerre vue par l'élite	20,00 €	
Catalogue : La Wallonie vue par les écrivains	35,00 €	
Catalogue : Le Calme avant la Tempête	20,00 €	
Catalogue : Les Ceux d'ichi	6,00 €	
Catalogue : Les Géants	7,00 €	
Catalogue : Les hôpitaux militaires à Tournai	6,00 €	
Catalogue : Les Inattendues	5,00 €	
Catalogue : Les Lefèbvre, lignée d'orfèvres	15,00 €	
Catalogue : Les sgraffites	10,00 €	
Catalogue : Les Wallons picards dans le Tour de France	49,00 €	
Catalogue : Livret-souvenir Cathédrale (Anglais)	6,00 €	
Catalogue : Livret-souvenir Cathédrale (français)	6,00 €	
Catalogue : Livret-souvenir Cathédrale (néerlandais)	6,00 €	
Catalogue : Manuscrits précieux	20,00 €	
Catalogue : Marionnettes	42,00 €	
Catalogue : Martine — pâtisseries	7,95 €	
Catalogue : Martine — sucré salé	7,95 €	
Catalogue : Mémoire du temps	5,00 €	
Catalogue : Moustaches de pierre	5,00 €	
Catalogue : Musée des Beaux-Arts	15,00 €	
Catalogue : Naïade	15,00 €	
Catalogue : Nuit des Statuettes	8,00 €	
Catalogue : Patrimoine arboré	2,50 €	
Catalogue : Patrimoine militaire	12,00 €	
Catalogue : Patrimoine militaire belge	6,00 €	
Catalogue : Patrimoine militaire tournaisien	6,00 €	
Catalogue : Patrimoine militaire sous Louis	6,00 €	
Catalogue : Paul André	16,00 €	
Catalogue : Petite fugues	5,00 €	
Catalogue : PG — Diogène	14,00 €	
Catalogue : PG — Église Saint-Jacques	9,00 €	
Catalogue : PG — Façades	5,00 €	
Catalogue : PG — Mont de piété	9,00 €	

Catalogue : PG — Ponts de Tournai	9,00 €	
Catalogue : PG — Redécouvrir le patrimoine	12,50 €	
Catalogue : PG — Saint-Jean-Baptiste	10,00 €	
Catalogue : PG — Sainte-Marguerite	9,00 €	
Catalogue : PG — Vauban	9,00 €	
Catalogue : Polaris	42,00 €	
Catalogue : Pont des Trouis	6,00 €	
Catalogue : Porcelaines et fleurs	25,00 €	
Catalogue : Procession	4,00 €	
Catalogue : Route des Abbayes	13,50 €	
Catalogue : Séminaire Tournai	75,00 €	
Catalogue : Service le Cocq	15,00 €	
Catalogue : Stonehenge	3,00 €	
Catalogue : Tour Henry VIII	7,00 €	
Catalogue : Tournai artistique	49,00 €	
Catalogue : Tournai militaire	49,00 €	
Catalogue : Tournai perdu, Tournai gagné	15,00 €	
Catalogue : Tournai, 24 août 1914	12,00 €	
Catalogue : Tournai, Art et Histoire : inventaire des archives	23,00 €	
Catalogue : Une journée sans histoires	15,00 €	
Catalogue : Voces Intimae	42,00 €	
Catalogue : WaPi chef	7,50 €	
Catalogue : La Grande Guerre au quotidien	18,00 €	
Catalogue : Route des abbayes (guide seul)	12,00 €	
Catalogue : Tournai Fontenoy 1745	18,00 €	
Guide : Art Déco	7,50 €	
Guide : Beau Vélo de RAVeL 2016	15,00 €	
Guide : Cathédrale (allemand)	5,00 €	
Guide : Cathédrale (anglais)	5,00 €	
Guide : Cathédrale (français)	5,00 €	
Guide : Cathédrale (néerlandais)	5,00 €	
Guide : Lonely planet (anglais)	13,20 €	
Guide : Lonely planet (français)	8,99 €	
Guide : Lonely planet (néerlandais)	13,20 €	
Guide : Petit futé — Balades à vélo	9,95 €	

Guide : Petit futé — Belgique 2016	12,95 €	
Guide : Petit futé — Bières du Nord	9,95 €	
Guide : Petit futé — Carnet de voyage Belgique	4,95 €	
Guide : Petit futé — Chocolats	11,95 €	
Guide : Petit futé — Lille Métropole (cartonné)	15,90 €	
Guide : Petit futé - Nord-Pas-de-Calais (cartonné)	20,00 €	
Guide : Petit futé — Nord-Pas-de-Calais Picardie	9,95 €	
Guide : Petit futé — Wallonie	12,95 €	
Guide : Roger de le Pasture	2,50 €	
Guide : Route des Abbayes	15,00 €	
Guide : Topoguides WaPi - partenaires labélisés	10,00 €	
Guide : Topoguides Wapi — public	16,90 €	
Guide : Tournai (allemand)	5,00 €	
Guide : Tournai (anglais)	5,00 €	
Guide : Tournai (français)	5,00 €	
Guide : Tournai (néerlandais)	5,00 €	
Guide : Trésor (anglais)	7,00 €	
Guide : Trésor (français)	7,00 €	
Guide : Trésor (néerlandais)	7,00 €	
Plaquette : Les Tournaisiens sont là	18,00 €	
Topoguide Wapi — prix partenaires	10,00 €	
Topoguide Wapi — prix public	16,90 €	
Wap : Pédago 5-8 ans	20,00 €	
Wap : Pédago 9-12 ans	20,00 €	
7.5.3. MULTIMÉDIA	PRIX	
Audioguide	5,00 €	
CD : Live du Cabaret wallon	15,00 €	
CD : Christian Croain	10,00 €	
DVD : 14-18 Les trois serments	15,00 €	
DVD : Cathédrale	12,00 €	
DVD : Cathédrale, le Roman de la Nef	18,50 €	
DVD : Lundi perdu	7,00 €	
DVD : Roger de le Pasture	10,00 €	
DVD : Tournai et son 1er millénaire	10,00 €	
Écouteurs	1,00 €	
7.5.4. JEUX	PRIX	

Jeu : Carnaval	10,00 €	
Jeu : Lundi perdu	10,00 €	
Jeu : Pion des Trous (bois)	55,00 €	
Jeu : Pion des Trous (verre)	129,00 €	
Jeu : Tournay	30,00 €	
Sac aventures-jeu (français)	10,00 €	
Sac aventures-jeu (français) action magazines	8,00 €	
Sac aventures-jeu (néerlandais)	10,00 €	
Sac aventures-jeu (néerlandais) action magazines	8,00 €	
7.5.5. POSTERS	PRIX	
Poster : 101 chefs-d'œuvre (petit)	1,00 €	
Poster : 101 chefs-d'œuvre (grand)	5,00 €	
Poster : 4 vues	1,00 €	
Poster : au fil de l'eau	1,00 €	
Poster : cathédrale bord gris	1,00 €	
Poster : cathédrale jour beffroi	1,00 €	
Poster : cathédrale nuit beffroi	1,00 €	
Poster : Grand-place	1,00 €	
Poster : Jacquair	1,00 €	
Poster : litho	1,00 €	
Poster : nuit cathédrale	1,00 €	
Poster : pêle-mêle	1,00 €	
Poster : pont des Trous	1,00 €	
Poster : sépia	1,00 €	

*** CIMETIÈRES : CONCESSIONS DE TERRAINS ET CELLULES**

TARIF			
	1. Occupation des caveaux d'attente :		
		• 1ère période de trois mois	52,00 €
		• 2ème période de trois mois	156,00 €
		• À partir de la 3ème période, tous les trois mois	208,00 €
	2. Fourniture et pose d'une plaquette commémorative pour la stèle de la parcelle		52,00 €

	destinée à la dispersion de cendres ou la stèle collective du souvenir :	
	3. Concession de cellules au columbarium — octroi et renouvellement :	
	• 1 urne	285,00 €
	• 2 urnes	520,00 €
	• Supplément d'urne dans une concession accordée pour une durée de 25 ans	260,00 €
	• Supplément d'urne dans une concession accordée initialement pour une durée de 50 ans	520,00 €
	4. Concessions de terrains destinés uniquement à l'inhumation dans un niveau de plusieurs urnes :	
	• Concession	520,00 €
	• Supplément d'urne	260,00 €
	5. Concessions de terrains destinés à l'inhumation de restes mortels et d'urnes cinéraires : octroi et renouvellement :	
	• 1 niveau	565,00 €
	• 2 niveaux	825,00 €
	• 3 niveaux	1.105,00 €
	• 4 niveaux	1.450,00 €
	• 5 niveaux	1.770,00 €
	• 6 niveaux	2.080,00 €
	• Supplément d'urne dans une concession accordée pour une période de 25 ans	260,00 €
	• Supplément d'urne dans	520,00 €

		une concession accordée initialement pour une durée de 50 ans	
		<ul style="list-style-type: none"> • Supplément d'urne dans une concession accordée à perpétuité avant l'entrée en vigueur de la Loi du 20 juillet 1971 (à payer une seule fois, au moment de la demande) 	520,00 €
6. Vente de monument de récupération			
		Superficie : 1,44 m ² (1,80 m x 0,80 m)	130,00 €
		Superficie : entre 2,50 m ² (2,50 m x 1m) ou de 3 m ² (3 m x 1m)	260,00 €
		Autre superficie	2.600,00 € (selon la décision du collège communal et sur avis du conservateur du patrimoine architectural des cimetières)
		Petit patrimoine (croix de fonte, en pierre, en bois, en ciment, stèle, balustrade, caisson funéraire, couronne, petit mobilier...)	Entre 20,00 € et 120,00 € selon la décision du collège communal et sur avis du conservateur du patrimoine architectural des cimetières
	7. Utilisation de la morgue communale (occupation du local ainsi que pose du sceau communal par le préposé du cimetière) :		52,00 €
	8. Pose d'une nouvelle plaque pour une cellule au columbarium :		52,00 €

	9. Vente de citernes/caveaux :		
		• 1 niveau	800,00 €
		• 2 niveaux	1.200,00 €
		• 3 niveaux	1.800,00 €
	10. Vente de citerne de récupération destinée à l'inhumation de cercueil(s) et d'urne(s) :		
		• 1 niveau	160,00 €
		• 2 niveaux	260,00 €
		• 3 niveaux	370,00 €
		• 4 niveaux	470,00 €
		• pour tout niveau supplémentaire à 4 niveaux	208,00 €
CONDITIONS PARTICULIÈRES			
	1. Occupation du caveau communal : exonération : <ul style="list-style-type: none"> • si le dépôt ou le maintien du corps ou de l'urne cinéraire dans le caveau communal est imputable à l'administration communale, notamment par suite de l'inachèvement du columbarium • lorsque les cendres n'ont pu être dispersées pour des raisons climatiques ou autres 		
	2. Fourniture et pose d'une plaquette commémorative pour la stèle de la parcelle destinée à la dispersion des cendres ou à la stèle collective du souvenir : exonération pour les plaquettes destinées à commémorer : <ul style="list-style-type: none"> • un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans • un enfant de moins de 7 ans 		
	3. Concessions de cellules au columbarium : exonération pour le placement des urnes cinéraires contenant les cendres : <ul style="list-style-type: none"> • d'un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans • d'un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour deux urnes cinéraires 		
	4. Concessions de terrains destinés uniquement à l'inhumation dans un niveau de plusieurs urnes cinéraires : exonération pour le placement des urnes cinéraires contenant les cendres : <ul style="list-style-type: none"> • d'un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans 		

	<ul style="list-style-type: none"> d'un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour plusieurs urnes cinéraires
	<p>5. Concessions de terrains destinés à l'inhumation de restes mortes et d'urnes cinéraires :</p> <ul style="list-style-type: none"> exonération pour le renouvellement d'une concession accordée à perpétuité avant l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971; exonération du montant d'un niveau si celui-ci est occupé : <ul style="list-style-type: none"> par un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans par un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour plusieurs niveaux exonération du montant correspondant à l'occupation d'une urne si celle-ci contient les cendres : <ul style="list-style-type: none"> d'un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans lequel il a vécu au moins 10 ans d'un enfant de moins de 7 ans
	<p>6. Vente de monument de récupération : dans le cas d'une reprise de concession, le prix du monument n'est pas dû si la demande a été introduite dans l'année qui suit l'expiration de la concession.</p>

*** DIVERS**

1. Délivrance de photocopies par les services administratifs			
TARIF			
	1.	Noir et blanc :	0,50 €/photocopie
	2.	Couleurs :	1,00 €/photocopie
2. Atelier de réparation de vélos :			
TARIF			
	1.	Service d'aide à l'intégration sociale (S.A.I.S.), par réparation	2,00 € + prix coûtant pour les pièces neuves
3. Intervention du personnel dans les frais de distribution de café :			
TARIF			
	1.	Forfait annuel :	10,40 €

47. Finances communales. Dotation 2017 à la zone de police. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal D. SMETTE sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée :

"Dans sa circulaire budgétaire, le ministre de tutelle précise : « Je vous recommande également de mettre à l'ordre du jour au conseil communal durant lequel la dotation sera votée, un point relatif à la politique de sécurité afin de débattre des problèmes sécuritaires propres à votre commune notamment dans la perspective du plan zonal de sécurité. »

C'est une vraie lacune à Tournai, ce manque de débat sur la politique sécuritaire.

Comme conseillers communaux et même comme membres du conseil de police, nous n'avons que très peu d'informations et encore moins de débat sur la politique que l'on veut développer à Tournai. Elle nous est présentée par bribes, lors du changement du règlement de police notamment (la presse annonçait d'ailleurs un changement pour ce conseil communal!) Aujourd'hui, nous avons le vote de la dotation à la zone de police, sans aucun commentaire sur le fait qu'elle « ne bouge pas ».

Quid du dossier du nouveau commissariat ? Nous voyons également apparaître dans le budget 1,5 million pour l'installation de caméras (mon collègue Xavier DECALUWE pose d'ailleurs une question pertinente à ce sujet au conseil de police de demain).

Nous constatons qu'un service des amendes administratives va être installé dans les locaux du Parc et qu'une personne sera désignée comme fonctionnaire sanctionnateur.

Mais tous ces dossiers devraient être reliés dans un débat sur les objectifs en matière de sécurité à Tournai comme le demande le Ministre."

Le **président** d'assemblée retient la proposition d'un débat sur la stratégie applicable à Tournai en matière de sécurité.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré (S.P.I.) structuré en deux niveaux;

Considérant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la police locale;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il revient à chaque commune de déterminer sa contribution à la zone de police pluricommunale, conformément à l'article 40, alinéa 3 de la loi organisant un service de police intégré;

Considérant que la zone de police du Tournaisis sollicite en 2017 la même dotation qu'en 2016, soit 10.384.161,79€ et 291.190,41€ comme dotation complémentaire (participation, à raison de 85,42%, au loyer à verser par la zone de police);

Considérant qu'en vertu de l'article 71 de la loi organisant un service de police intégré, la délibération sera envoyée pour approbation au gouverneur de la province;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 27 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'accorder, pour l'exercice 2017, une dotation communale principale au montant de 10.384.161,79€ (article 330/435-01) à laquelle s'ajoute 291.190,41€ de dotation complémentaire (article 33001/435-

01), soit un total de 10.675.352,20€ au bénéfice du service ordinaire du budget de la zone de police du Tournaisis (Antoing-Brunehaut-Rumes-Tournai/zone de police 5316).

48. Finances communales. Dotation 2017 à la zone de secours. Approbation.

D'emblée, Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, informe l'assemblée que le gouverneur a fixé la quote-part d'intervention de chaque commune dans la zone de secours pour 2017. Selon les informations qui lui ont été communiquées récemment, l'intervention de la ville serait réduite de 100.000,00€.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, souhaite également qu'un débat soit organisé en séance publique du conseil communal à propos des options prévues par la zone de secours.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'arrêter annuellement la dotation à la zone de secours;

Considérant la nécessité de voter le budget 2017 et d'arrêter les dotations;

Considérant la demande du conseil de zone d'augmenter la dotation de 2%;

Considérant le courrier de Monsieur le Gouverneur qui recommande de tout mettre en oeuvre afin qu'une répartition des dotations communales à la zone de secours puisse être décidée par le conseil de zone à la satisfaction de l'ensemble des communes;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 27 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité,

DECIDE

d'arrêter, pour l'exercice 2017, une dotation communale d'un montant de 4.979.269,32€, au bénéfice de la zone de secours de Wallonie picarde.

49. Tutelle Centre public d'action sociale (CPAS). Exercice 2017. Budget. Approbation.

Madame l'Echevine L. DEDONDER et Monsieur l'Echevin V. BRAECKELAERE sortent de séance.
Monsieur le Conseiller communal D. SMETTE rentre en séance.

La présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, intervient d'emblée comme suit :

"Je ne reprendrai pas ce soir toutes les considérations et les questions qui ont été posées en commission. Je remercie la rapporteuse pour le résumé qu'elle en a fait.

Le budget 2017 s'approche de la réalité de l'institution et traduit une gestion responsable qui porte ses fruits.

Il permet un boni à l'exercice propre de 1.010.770,11€. Cependant, en y ajoutant les exercices antérieurs, on obtient un mali de 584.849,98€. L'équilibre est atteint suite à un prélèvement sur le fonds de réserve du CHWAPI via le BMF, le budget des moyens financiers, réduisant le solde de ce dernier à 30.336,26€.

Il y a un an, je vous présentais le budget 2016, en vous parlant d'un plan de gestion réactualisé au travers de 5 mesures fortes. Un an plus tard, c'est en vous exposant le travail réalisé dans le cadre de ces 5 mesures que je souhaite aborder le budget ordinaire et extraordinaire 2017.

Le premier point concerne la maison d'enfants et son financement.

Comme je vous l'avais expliqué, elle existe depuis plus de 15 ans. 15 années pendant lesquelles nous avons tenté d'obtenir les moyens suffisants à son fonctionnement auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Dans le courant de cette année, nous avons obtenu 90.649,00€. Si 2017 pouvait voir aboutir nos efforts, cela serait pour le CPAS un apport financier non négligeable, mais ce serait aussi pour les 16 membres du personnel qui s'investissent dans ce lieu depuis autant d'années avec une motivation inébranlable, une reconnaissance du travail accompli. Et surtout, cela assurerait la pérennité de leur lieu de vie pour les principaux concernés, c'est-à-dire pour les 15 enfants de 0 à 12 ans qui y vivent.

Un autre point concerne le non-remplacement du personnel partant à la retraite, sauf dans les secteurs normés, en soulignant que, pour le personnel quittant des fonctions qui peuvent faire l'objet de synergies avec la Ville, ces dernières seront à chaque fois étudiées. Un an après, le personnel du CPAS compte 694 statutaires et contractuels soit 489 équivalents temps plein.

63 agents sont mis à disposition du CHWAPI et nous occupons environ 120 agents sous couvert de l'article 60 paragraphe 7.

Les frais de personnel évalués sur la même base que lors du budget 2016 s'élèvent à 43,64% du montant total des dépenses, soit une diminution de 5,61%.

Le point suivant portait sur une économie envisagée dans les frais de fonctionnement. Si l'on s'en réfère au budget 2016, l'économie prévue au budget 2017 s'élève à 380.434,00€.

Le quatrième point prévoyait des moyens budgétaires afin de faire rénover des logements du troisième âge. Actuellement, ce projet de rénovation se poursuit avec les moyens du centre.

Le cinquième point concerne les maisons de repos. La mise en conformité du Moulin à Cailloux et l'achèvement de l'extension de Kain 2, baptisée par le conseil « A l'ombre du temps », se déroulent suivant un phasage précis en fonction de la vente d'immeubles et de terrains dont l'institution est propriétaire. Le choix des bâtiments vendus se base prioritairement sur le coût qu'engendrerait une rénovation de ceux-ci.

La Ville s'est montrée intéressée par certains des biens mis en vente, réduisant ainsi le délai d'attente auprès d'hypothétiques acquéreurs.

Comme vous pouvez l'entendre, le budget ordinaire de l'année 2017 traduit les efforts consentis par l'ensemble du personnel pour veiller à accomplir ses missions au quotidien. Toutefois, en tant qu'employeur, nous savons que le non-remplacement des départs naturels avec une quantité de travail semblable, voire croissante, risque, si cela perdure, de mener le personnel au bord de l'épuisement professionnel.

Afin de prévenir ce risque, des solutions sont envisagées en concertation avec la Ville.

L'une d'elle permettra l'engagement de deux travailleurs sociaux. Un montant de 88.000,00€ a été rétrocédé par la Ville à partir d'un budget qui lui avait été alloué pour l'accueil des étrangers.

L'autre solution est la concrétisation de synergies entre les deux institutions, essentiellement pour certains services supports. Après vous avoir présenté les chiffres, je vous parlerai de deux changements susceptibles d'avoir des répercussions sur le CPAS.

Ainsi, je peux vous confirmer la mise en place d'une task force qui se réunit très régulièrement.

Lorsque son travail sera terminé, un rapport nous sera transmis. Nous pourrons alors prendre les décisions qui s'imposent.

En décembre 2015, l'arrivée d'un nouveau directeur financier a permis d'avoir un regard neuf sur le fonctionnement du service de la direction financière et comptable. Ce responsable a suggéré toute une série de changements qui ont été mis en application. Ils ont trait à une réorganisation du travail et à des aspects techniques propres au règlement général sur la comptabilité des CPAS.

Je conclurai en disant que l'année 2016 marque les 40 ans d'existence des CPAS. L'institution a toujours représenté une charge financière.

2017 ne laisse présager aucun changement, au contraire.

La pression s'intensifie suite à la multiplication des transferts de missions sans financement ou avec un financement partiel. S'y ajoute une augmentation irrépressible des aides aux travailleurs pauvres de la classe ouvrière victime de cette précarisation et qui doit être perçue comme un signal d'alarme. Tout travail mérite salaire, celui-ci permettant de vivre décemment c'est-à-dire de faire face aux charges courantes de la vie quotidienne. Demander au CPAS de pallier une politique du travail qui met le travailleur en danger est inacceptable.

Nous vivons une crise de la légitimité du modèle de protection sociale, dont notamment le droit résiduaire à l'aide sociale. Ceci est en relation directe avec la solidarité que certains voudraient voir modulable en fonction du public à qui elle s'adresse.

Face à un désintérêt pour la pauvreté qui peut être mis en lien avec une responsabilisation excessive de l'individu, il est plus que jamais important de rappeler que la lutte engagée doit impérativement cibler la pauvreté et pas les pauvres et ne pas tomber dans un raisonnement purement comptable et à court terme. Construire des liens menant vers une cohésion sociale, cela demande du temps, des moyens et de l'énergie. Mais cela donne à chacun sa chance dans notre société. Voilà pourquoi au CPAS, nous essayons de résister. Résister au travers des actions que chacun des membres du personnel pose au quotidien à son niveau. Des gestes qui expriment leur conviction que l'humain est la valeur suprême et qu'à ce titre, il a droit à la dignité et au respect.

Voilà ce sur quoi nous nous accordons au CPAS et que nous tous, nous défendons."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient à son tour :

"A nouveau, comme nous avons fait la remarque lors de la présentation de la modification budgétaire le mois passé, nous voudrions souligner la qualité des documents reçus et le lien qui est fait entre l'activité et les finances du CPAS.

Les efforts budgétaires et la restructuration importante permettent de dégager un boni pour 2017 qui comblera en partie les déficits des exercices cumulés.

On sent réellement un nouveau souffle dans une gestion qui en avait grandement besoin.

Mais des éléments continuent à nous interpeller :

- 30% des logements du CPAS sont vides ! Et même si on enlève ceux qui sont mis en vente, il en reste quand même 21%. Comment pouvez-vous expliquer cela ?

- Il y a une sous-occupation des lits de court séjour dans les maisons de repos. Le taux d'occupation y est de 25%. N'est-ce pas là également un gros manque à gagner ?

- Nous continuons à penser et à dire qu'il est temps de fusionner le personnel des biens et travaux avec celui de la Ville. A l'heure actuelle, une seule personne doit suivre l'ensemble des travaux du CPAS. C'est mission impossible. On nous a annoncé en commission que le point viendrait le mois prochain en conseil conjoint. Nous attendons ce conseil avec impatience.

Nous continuons à être inquiets pour l'avenir du CPAS. Les cotisations de responsabilisation ne vont qu'augmenter, le fossé entre les nantis et les moins nantis ne fait que croître, la solidarité se détricote par toute une série de mesures prises au fédéral... Le CPAS se trouve face à une équation difficile : plus de travail et de demandes avec moins de moyens.

Il faut dès lors travailler en synergie pas seulement avec la Ville, mais avec l'ensemble des acteurs sociaux. Il faut aussi se poser la question des services à renforcer et de ceux à supprimer. Mettre les moyens là où ils sont prioritaires, c'est un enjeu pour les années à venir.

Nous espérons qu'un plan stratégique nous sera proposé prochainement pour avoir une vision pour les années à venir.

Le problème des logements vides étant crucial à Tournai ainsi que le manque de lits pour les maisons de repos, nous nous abstiendrons sur ce budget."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"Je voudrais relever 3 éléments positifs.

A titre personnel, j'admire le travail réalisé par la présidente du CPAS vu les circonstances dans lesquelles elle doit travailler et les difficultés que connaît l'institution. Cela doit être relevé. On ne peut qu'avoir du respect pour ce type de projet.

Le deuxième élément positif concerne la perception du budget sur le plan technique. La présentation, qui nous a été faite, était très claire et très précise. Nous avons bien compris, au travers de cette présentation, les marges de manœuvre par rapport à tous les éléments qui viennent d'être relevés. Je ne vais pas refaire l'historique des mesures qui sont prises au fédéral et qui nous tombent dessus en cascade. Des personnes se retrouvent dans des situations déplorables. Le CPAS doit trouver des solutions, parfois en urgence.

Le troisième élément positif, c'est la situation de la trésorerie. Il faut savoir que pendant des années, la Ville a consenti des avances de trésorerie très importantes au CPAS pour éviter qu'il ne doive supporter des intérêts débiteurs. Il s'agit de montants avoisinant les 7-8 millions d'euros.

Actuellement, elles diminuent fortement. La Ville bénéficie de son côté d'une trésorerie plus confortable. Donc, les deux éléments du puzzle sont gagnants. Or, quand la trésorerie s'améliore, la santé d'une entreprise ou d'une institution s'améliore également. Le reste, ce sont des chiffres. Un budget, ce sont des prévisions. Mais la trésorerie, c'est autre chose.

On a parlé d'audit, on parle de Task force. Il y a deux éléments sur lesquels nous revenons en permanence, c'est la Task force et les synergies. Pour ces dernières, ce n'est pas nouveau. La présidente a dit que la seule manière pour que le CPAS puisse s'en sortir, c'est le développement de synergies nouvelles avec la Ville. Nous voudrions que cela avance de manière plus rapide. Chaque année budgétaire, chaque année comptable qui passe, est une année qui coûte aux finances publiques et, donc, aux citoyens. On a beau dire qu'on est favorable aux synergies, si cela prend 1 an, 2 ans... Ce sont peut-être des centaines de milliers d'euros qui sont gaspillés.

Je ne voudrais pas qu'en raison de blocages confessionnels, philosophiques ou autres, certaines choses ne puissent pas avancer alors que cette réflexion est dans l'intérêt de la Ville, du CPAS et du citoyen.

Résister n'empêche pas de s'adapter, de progresser. La résistance est un élément fort dans la gestion. Mais la progression, l'avancement de la réflexion, c'est quelque chose de très important aussi.

Un autre élément nous inquiète également. Il concerne le taux de récupération de l'aide sociale. C'est un élément très important dans la gestion du CPAS. En commission, le CPAS et la présidente du CPAS ne semblaient pas d'accord sur ce taux de récupération. Nous sommes conscients qu'il peut être compliqué de récupérer des montants auprès de bénéficiaires. Mais je pense qu'à partir du moment où un contrat est établi, ce contrat doit être éducatif, sans être agressif. Il faut faire tout ce qui peut l'être pour récupérer les montants qui sont dus. C'est dans l'intérêt de la population, au niveau éducatif, et dans l'intérêt du CPAS, au niveau budgétaire.

Une série d'éléments nous conviennent. D'autres nous posent question.

Etant donné la demande du cdH qui date de 4 ans au moins et en attendant les résultats de l'examen du fonctionnement interne et la réponse à la question de ce soir de Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, nous nous abstiendrons sur le budget."

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, s'exprime à son tour :

"Nonobstant le rôle important et indéniable du CPAS tant au niveau social que sociétal que nous reconnaissons, nous estimons qu'il y a une insuffisance d'efforts structurels pour pérenniser les finances du CPAS et indirectement celles de la Ville.

Si on n'a pas les moyens de ses ambitions, alors il faut réduire ses ambitions.

Le CPAS doit revoir entièrement sa stratégie, définir des priorités et un véritable projet qui tienne la route. Nous nous opposerons à ce budget."

Pour le MR, le conseiller communal **Jean-Louis VIEREN** intervient ensuite :

"Comme chaque année, nous allons nous prononcer sur le budget du CPAS. Exercice difficile : des arbitrages, des choix doivent être réalisés. Ce budget, vu les missions du CPAS, est très important et il mérite toute notre attention. Je voudrais remercier le directeur général et toute son administration pour le travail accompli et amendé suivant les directives du CRAC.

Depuis déjà quelques années, nous observons une augmentation des demandes d'aide en tous genres et principalement des bénéficiaires du RIS. La crise économique et sociale en est la cause.

Nous pouvons supposer que, dans les mois qui viennent, cette évolution se confirmera.

Des décisions difficiles ont été prises comme la fermeture de services et des licenciements. Elles étaient nécessaires afin de pérenniser les actions nombreuses du CPAS.

Nous le savons, le CPAS est le bras social de la Ville. Quand nous parlons du Centre, nous pensons immédiatement à l'aide sociale. Mais le CPAS c'est aussi :

- les maisons de repos que la majorité souhaite maintenir. Leur mise en conformité est bien entamée et se poursuivra.

- les logements du troisième âge : la régie des biens et travaux rénove et met en conformité tous les logements avant leur remise en location. Mais la régie s'occupe également des dépannages, de la mise en conformité et de l'entretien des bâtiments administratifs et sociaux, des maisons de repos, du Home Valère Delcroix.

Le CPAS, c'est aussi :

- l'insertion socioprofessionnelle : avec les Jardins de Choiseul, l'économie solidaire, l'atelier Vélo

- le centre de scolarité au sein de la résidence Carbonnelle
- la crèche (capacité 42 places)
- la maison d'enfants (14,5 enfants par mois en moyenne)
- les Oliviers : hébergement de jeunes de 18 à 25 ans (12)
- la Consoude qui accueille des femmes victimes de violences
- le centre de l'ouïe et la parole : 63 pathologies traitées
- la cuisine centrale qui assure entre 500 et 600 repas par jour.

Il y a maintenant 2 ans, nous n'étions pas certains de pouvoir continuer à rendre ces services.

Maintenant le MR croit que l'action sociale est aujourd'hui pérennisée. Il faudra envisager plus de synergies avec la Ville et nous y travaillons.

Ces synergies devront, avec la mise en commun de nos forces, mener à des économies. Diverses pistes sont envisagées par la majorité.

Pour ces raisons et pour la continuité de l'action sociale, le groupe MR votera le budget du CPAS."

Le conseiller communal **Geoffroy HUEZ** clôture les interventions au nom du groupe PS :

"Le groupe PS salue et rejoint les propos de Monsieur le Conseiller communal Jean-Marie

VANDENBERGHE sur le courage dont a fait preuve la présidente du CPAS dans les moments difficiles qu'a traversés le CPAS récemment. J'admire personnellement la persévérance et le maintien du but qui est encore affirmé aujourd'hui avec des éléments difficiles à gérer, même au niveau personnel.

On peut entendre du côté socialiste que des éléments d'inquiétude restent : demandes de R.I.S. en augmentation, cotisation de solidarité... Mais j'ai l'impression que nous sommes sortis de la tempête et de la bourrasque et qu'il y a, en effet, une pérennité de l'institution. J'en veux pour preuve ce boni à l'exercice qui est positif même s'il ne comble pas tout et un retour à l'équilibre grâce à une gestion sérieuse, tout cela en maintenant les fonctions premières du CPAS et ses missions.

J'entends aussi que, grâce également aux apports de la Ville qui ont été les bienvenus, les maisons de repos sont en cours de rénovation, alors qu'à une certaine époque, d'aucuns estimaient qu'elles ne feraient plus partie du patrimoine communal. C'est donc un énorme effort qui a été accompli. Il y a une gestion du patrimoine des maisons de repos, les bâtiments, dont le CPAS ne peut plus s'occuper, sont vendus à des institutions telles que la Ville, le Chwapi, ou à des institutions publiques spécialisées dans le logement.

Je crois que le budget de ce CPAS reflète un grand courage devant les épreuves et que nous sommes maintenant devant une situation pérenne qui, à mon avis, doit réellement être soutenue.

Le groupe socialiste pense tout l'inverse de ce qui a été dit par Tournai Plus : ce n'est pas le moment de laisser tomber les personnes qui sont le plus dans la précarité, les personnes qui ont le plus besoin de nous et de réduire la voilure du CPAS. Ca me paraît une décision néfaste, non conforme aux efforts consentis."

La présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, répond à ces différentes interventions :

"Il est important pour notre Ville de garder une structure qui soit là pour les personnes les plus démunies.

Il est vrai que nous avons 30% de logements vides. Mais il est vrai que quasiment tous nos bâtiments datent des années 70 et ont besoin d'être mis en conformité, surtout au point de vue des installations électriques. Cette année, nous avons rénové 15 logements supplémentaires, que nous avons remis dans le parc locatif.

Ceux, qui sont à la limite de l'inhabitable, sont systématiquement vendus.

En ce qui concerne les lits de court séjour, vous devez savoir que nous sommes en cours de déménagement et que nous avons énormément de succès. Les listes d'attente sont importantes pour nos deux nouvelles maisons de repos. La deuxième va probablement être inaugurée dans le courant du premier trimestre 2017. Quelqu'un, qui bénéficie d'un court séjour chez nous, veut souvent rester dans la maison de repos où il a été accueilli. C'est très difficile de refuser et de limiter le séjour à 3 mois. Certains sont déçus. Nous avons actuellement 5 lits de court séjour au home des Brasseurs et au home Grugeon. Les gens viennent s'inscrire pour des longs séjours.

En ce qui concerne les synergies, je ne peux être d'accord avec ce qui a été dit. Je précise que le CPAS de Tournai a beaucoup évolué au cours des dernières années en matière de synergies avec le monde associatif. Il est loin le temps où, seul, le service public existait. Sans l'associatif, le social ne pourrait pas fonctionner. Le CPAS n'a jamais ouvert de resto du cœur malgré les demandes parce qu'il existe "une assiette pour tous", une asbl tournaïenne qui a toujours travaillé et collaboré avec le CPAS, celui-ci se contentant de donner des tickets de repas. Il y a beaucoup de synergies avec le monde associatif et les travailleurs sociaux n'hésitent pas à échanger les bons procédés. Je ne suis donc pas d'accord avec ce qui a été dit.

Je m'intéresse bien évidemment aux travaux de la Task force à laquelle notre directeur financier et notre directeur général sont associés. Le professeur, qui la préside, va établir un rapport intermédiaire. Cela intéresse beaucoup le CPAS."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient à nouveau :

"Je voudrais tempérer l'enthousiasme du conseiller communal Geoffroy HUEZ quant à la pérennité de la situation au CPAS. Nous savons tous que lorsqu'on examine les projections budgétaires, toute situation restant égale, les déficits réapparaissent rapidement dans les années qui viennent. De nouvelles mesures devront dès lors être prises pour pérenniser l'institution.

Je considère que ce budget pérennise la situation pour un an, peut-être deux. Mais on retombera vite dans les difficultés. Je ne veux pas être pessimiste, mais il faut réagir rapidement."

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVI**D, intervient à son tour :

"Je voudrais justifier notre vote étant donné les éléments de réponse que nous avons reçus. Nous allons nous abstenir, car les vides locatifs sont trop importants. D'autre part, la réponse donnée au sujet de la faible occupation des lits de court séjour ne nous satisfait pas."

Le **président** d'assemblée conclut comme suit le débat :

"Plusieurs d'entre vous ont fait des remarques sur les efforts accomplis en matière budgétaire. Je ne porterai pas de jugement sur la pérennisation de l'équilibre. Mais je voudrais vous inviter à ne pas sous-estimer les efforts qui ont été fournis. On parle quand même de plus d'une trentaine de personnes qui ont perdu leur emploi lors d'une restructuration.

On a dû restructurer. Des services ont disparu. La question de la priorisation et de la suppression de services a déjà été posée. Nous sommes à présent dans une procédure d'évaluation. Il faudra voir comment les choses évoluent à terme.

Le deuxième élément, c'est l'externalité des causes qui pèsent sur le CPAS. Le CPAS n'est pas responsable du niveau de chômage dans le pays et des exclusions. Le CPAS n'est pas responsable de la pauvreté qui est en train de croître. Je suis préoccupé par le fait que, dans une ville de 69.000 habitants comme la Ville de Tournai, nous ayons aujourd'hui 1.700 personnes qui bénéficient de ce qu'on appelait avant le minimex, le R.I.S.. C'est plus de 1.700 personnes, parce que 1.700 R.I.S. ce

sont des familles complètes, il y a parfois des personnes qui reçoivent un R.I.S., mais qui ont un RIL : des enfants, des femmes isolées... Cette charge est de plus en plus pesante. C'est une charge considérable et dont nous ne maîtrisons pas nous-mêmes l'évolution. Ce que disait le conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE tout à l'heure, c'est l'un des éléments d'externalité. La deuxième charge, c'est ce qui tombe sur le nez des pouvoirs locaux, à savoir la cotisation de responsabilisation qui est dans une courbe croissante et qui pèse de plus en plus lourd sur les finances locales. Cela concerne aussi la Ville, mais davantage le CPAS pour deux raisons : si vous regardez le ratio personnel/budget, le CPAS est une structure de services et les services, qui restent aujourd'hui, sont des services essentiels. Le poids de la cotisation de responsabilisation pension au CPAS est très important aussi et nous n'avons aucun moyen d'agir. Sauf un, mis en place par la Ville : la statutarisation d'un certain nombre d'agents pour éviter que, dans l'avenir, cette courbe croissante de cotisation de responsabilisation pension ne pèse trop lourd.

Sur la question singulière de la récupération des aides, je voudrais vous dire ceci : il y a plusieurs types de récupération d'aide et tous les types sont complexes, sauf peut-être un. Il y a d'abord les débiteurs alimentaires qui sont eux-mêmes en situation précaire. Aller rechercher des moyens financiers donnés à des gens, dont les débiteurs peuvent être sollicités, n'est pas aussi simple et peut avoir des conséquences sociales en domino. Une décision de ce type peut être lourde de conséquences.

Deuxième élément, ce sont les prêts qui ont été consentis. Parfois, on consent un prêt à des gens en situation de précarité. Ils s'engagent à rembourser le prêt. Mais les conditions se détériorent et il est difficile de récupérer. Ces gens sont dans des conditions difficiles et la récupération est complexe.

Troisième type de récupération, c'est auprès de l'Etat lui-même. Il faut que des démarches administratives soient faites. Mais je suppose que les équipes du CPAS répondent à ceux qui posent des questions sur la récupération, que tout est fait.

Dernier élément, c'est la subrogation. Quand nous procédons à des avances sur des droits sociaux, nous récupérons par subrogation les avances qui ont été faites. En général, cela se passe de manière automatique, quand la personne in fine n'est pas dans les conditions de la subrogation, ce qui peut aussi arriver. Par exemple, on peut supposer qu'on va avoir droit à une pension calculée sur un montant et puis, au bout du compte, on n'arrive pas au montant ou à la pension estimée et donc la subrogation est entamée.

A propos des efforts fournis par le CPAS en termes de synergies, il est vrai qu'il y a une synergie communale. Ce que nous avons fait, c'est assumer la charge du passé. La Ville a bénéficié d'infrastructures et de bâtiments du CPAS à titre gratuit. Ces infrastructures, nous les utilisons. Nous avons décidé de valoriser cela en les acquérant. Nous y avons consacré plus de 5 millions d'euros. C'est une synergie financière qui améliore la situation budgétaire, comptable et la trésorerie du CPAS. Nous, nous diminuons notre trésorerie. Mais c'est aussi parce que nous avons fait d'un autre côté des efforts en termes d'acquisition de biens qui, hier, étaient utilisés par nous et qui ne faisaient l'objet d'aucune convention ou d'aucune rétribution de la Ville au CPAS.

Il ne faut pas oublier non plus la Wallonie. Quand on parle de la mise aux normes des maisons de repos et de soins, je rappelle que l'une des décisions prises par le gouvernement wallon était de financer à concurrence de 6 millions d'euros la mise à niveau des conditions des personnes hébergées dans les maisons de repos et de soins de Tournai.

La prestation de services à Tournai va vraisemblablement croître dans les années futures, notamment à l'endroit de la personne âgée, puisque la courbe démographique de Tournai est une courbe particulièrement préoccupante si on regarde le taux de vieillissement de la population. Elle est plus

élevée que ce que nous pensions. Cela aura des conséquences en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de logements mais aussi de prestations sociales immédiates.

Donc, le CPAS, si on parle d'arbitrage à venir dans les services, sera orienté vers la personne âgée et vers ses besoins.

Comme exprimé par plusieurs personnes dans ce conseil, j'ai pu apprécier la détermination, le courage et le langage progressiste que la présidente du CPAS tient en ces temps difficiles."

Par 26 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, MM. R. DELVIGNE, P. ROBERT, Mme L. LIENARD, M. A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVI, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'action sociale;

Vu la délibération du conseil du centre public d'action sociale du 17 novembre 2016 arrêtant le budget 2017;

Considérant que le projet de budget a été soumis au centre régional d'aide aux communes les 4 octobre , 19 octobre et 4 novembre 2016;

Vu le procès-verbal du comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 5 septembre 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 15 novembre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 26 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions;

DECIDE:

d'approuver :

- le rapport de la commission budgétaire

- le budget du centre public d'action sociale de l'exercice 2017 aux montants ci-après :

1) au service ordinaire

Recettes : 60.208.362,48€

Dépenses : 60.208.362,48€

Résultat : 0,00 €

2) au service extraordinaire

Recettes : 9.580.550,00€

Dépenses : 9.580.550,00€

Résultat : 0,00 €.

50. Année 2015. Rapport annuel sur la situation de l'administration et des affaires de la Ville.

Madame l'Echevine L. DEDONDER et Monsieur l'Echevin V. BRAECKELAERE rentrent en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'article L1122-23 alinéa 3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à la présentation du rapport annuel sur la situation de l'administration et des affaires de la Ville;

PREND CONNAISSANCE:

du rapport annuel sur la situation de l'administration et des affaires de la Ville pour l'année 2015.

51. Finances communales. Exercice 2017. Budget. Arrêt.

Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, intervient d'emblée comme suit :

"S'agissant de l'avant-dernier budget de la législature, il me semble important de prendre quelques instants pour rappeler la politique budgétaire menée entre 2013 et aujourd'hui.

Si je me réfère à 2013, on constatait un déficit d'une moyenne de 3,5 millions d'euros/an.

Cette situation n'était évidemment pas acceptable considérant qu'elle obérait le développement de la commune. De manière responsable, la majorité a décidé de créer les conditions du retour à l'équilibre.

Grâce à ces mesures responsables, nous sommes en mesure de vous présenter, ce soir, un budget positif avec des projets forts pour les Tournaisiens.

Notre budget ordinaire, au regard de notre plan de gestion, montre un résultat positif de manière générale.

Pas de grande variation hormis les recettes IPP qui seront, selon moi, et jusqu'à la fin du mandat, un poste dont la variabilité restera en mode "yo-yo". Cette année, l'estimation officielle de l'administration fiscale a été intégrée. Espérons qu'elle puisse ne pas trop fluctuer. Mais je dois bien reconnaître que les variations constatées ces dernières années ne sont pas de nature rassurante.

Concernant nos dépenses, nous avons ramené la masse salariale à hauteur de nos moyens, 43,5 millions d'euros. Cela tient la route dans une trajectoire à 5 ans. Ceci doit être de nature à rassurer notre personnel et à garantir notre offre de services à l'égard des citoyens.

Toujours en lien avec les dépenses de personnel, il y a lieu de prendre en compte les cotisations de pension qui ne sont pas sans mettre en difficultés les pouvoirs locaux. Elles représentent, pour la Ville de Tournai, d'ici à 2021, 4,5 millions d'euros.

En 2017, nous engagerons, nous nommerons, nous promotionnerons dans le respect de la balise budgétaire.

Les dépenses de fonctionnement sont maîtrisées. Entre 2012 et aujourd'hui, c'est 500.000,00€ d'économies.

Notre charge de dette est respectueuse de la balise tout en menant des projets d'investissement pour l'avenir.

Ce budget est aussi prévoyant et devrait nous permettre, à l'avenir, d'honorer nos dépenses de police, de pensions, d'aide sociale.

Je dois vous dire que je suis préoccupée par l'augmentation de nos dépenses de transfert. Pour 2017, c'est 800.000,00€ de plus que prévu par le plan de gestion. Vous dire que ces dépenses sont inutiles : NON. Elles concernent les zones de police et de secours, la gestion des déchets, l'aide sociale, les outils de développement économique. Elles sont la traduction des tensions économiques de l'ensemble des opérateurs publics.

Alors oui, je suis plus optimiste qu'en 2013, mais je reste prudente.

Voici donc un budget ordinaire qui tient compte de l'avenir tout en nous permettant de projeter notre entité dans le futur.

Lors de notre débat du 18 décembre 2012, sur notre déclaration de politique communale, certains l'ont qualifiée de catalogue de bonnes intentions.

Ce soir, je peux apporter la démonstration que des intentions, nous passons à la concrétisation :

- la maison de la culture => sur les rails;
- les caméras => en cours;
- le musée des Beaux-Arts;
- la rénovation des affaires administratives et sociales;
- la mise en place de la maison de l'habitat;
- la poursuite de nos investissements économiseurs d'énergie;
- la mise en œuvre de nos dossiers européens;
- la poursuite de la réfection de voiries.

Le budget proposé ce soir est dans la continuité de notre action politique menée depuis 2012. Il nous permet d'envisager l'avenir sous de meilleurs auspices.

- l'équilibre est retrouvé;
 - l'avenir est pris en compte;
 - l'attractivité de la ville est augmentée grâce, notamment, à des investissements publics importants.
- Finalement, l'action menée fait la démonstration que le budget n'est pas qu'un alignement de chiffres. En effet, le budget est un moment politique important dans la vie de la commune. D'abord, pour les citoyens, pour le personnel communal et pour les investisseurs.

Une ville, budgétairement saine et qui investit, est une ville plus attractive.

Rappelez-vous, en 2013, lorsque je vous présentais le premier budget de législature, c'était un déficit de 3,5 millions d'euros qui était estimé.

D'emblée, plutôt que de creuser et de laisser filer les déficits, j'ai voulu retrouver les voies de l'équilibre budgétaire et ce, par souci d'honnêteté à l'égard des citoyens, car, in fine, quand il y a déficit, c'est toujours le citoyen qui paie la facture.

Néanmoins, notre choix n'a pas été l'austérité. Nous avons voulu trouver des moyens pour construire l'avenir. C'est ainsi qu'à ce stade, on peut dire que dans les 10 prochaines années, c'est plus de 150 millions d'euros qui seront investis à Tournai. Jamais, dans cette ville, autant de moyens n'ont été mobilisés.

Grâce à ces moyens, c'est :

- un conservatoire entièrement rénové;
- le quartier Saint-Piat lui aussi sera entièrement rénové avec TechniCité;
- des moyens importants pour réduire notre empreinte carbone;
- une nouvelle école construite à Froidmont;
- des cours de récréation rénovées;

- des moyens pour nos infrastructures culturelles (maison de la culture et musée des Beaux-Arts);
- des moyens répartis équitablement entre la Ville et les villages;
- un plan de mobilité débloqué qui permet de nouveau à la Région d'investir sur Tournai (déjà 4,8 millions d'euros);
- etc.

Certains d'entre vous me trouveront peut-être trop optimiste. Je revendique cet optimisme. Sans celui-ci, sans la confiance de mes collègues, sans le travail de l'administration et au regard du contexte économique tendu dans lequel les communes se trouvent, je n'aurais pu atteindre ce résultat.

Il ne s'agit pas d'un optimisme naïf. Simplement un optimisme associé à de la prudence."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, prend ensuite la parole :

"Deux lectures peuvent être faites d'un budget communal. Deux approches sont possibles : l'une purement technique, l'autre plus politique.

Et les deux sont intimement liées. L'une influence l'autre. La technique utilisée a des conséquences politiques et l'inverse est vrai également.

Comme le précise, très bien d'ailleurs, Madame l'Echevine [que nous remercions à nouveau pour le temps consacré en commission et la pédagogie dont elle fait preuve] dans sa note de politique générale, ce budget, qui sera déjà le dernier d'importance au cours de la mandature [année électorale 2018 oblige et consommation de la capacité d'emprunt pratiquement complètement utilisée] est influencé par une série de mesures techniques prises dans le cadre de la politique décidée par la majorité en début de mandature.

La recette utilisée n'est d'ailleurs pas bien neuve : plan de gestion à réactualiser encore et encore, balises à respecter, maîtrise inévitable des dépenses de fonctionnement et de la masse salariale etc. Et comme le niveau de pouvoir, en cascade, le plus facile à contraindre est le pouvoir communal, il ne faut pas s'étonner du fait que les mesures d'économie les plus draconiennes exigées se retrouvent à ce niveau de pouvoir, même si c'est celui qui rend le plus de services de proximité au citoyen.

Vous vous êtes donc fixé des objectifs budgétaires. Vous avez établi des balises, écouté le CRAC, défini les moyens pour parvenir aux buts recherchés et vous avez appliqué votre ligne de conduite de manière, ma foi, très professionnelle.

Bref, on se croirait presque dans le privé et, techniquement, votre démarche et votre budget tiennent la route.

Cependant, il ne faut pas oublier une différence fondamentale et bien avoir en tête que si le privé fonctionne à partir de la création de valeur ajoutée, le public, lui, n'a de ressource que par le biais de l'impôt, qu'en allant prélever dans la poche du citoyen.

Ainsi, l'aspect technique de votre démarche budgétaire a des conséquences politiques auxquelles nos concitoyens sont confrontés au jour le jour.

L'année dernière, nous parlions de fiscalité débridée, mais aussi d'une baisse de qualité du service rendu à la population. Une fiscalité nettement en hausse alors que le citoyen reçoit moins en retour, voilà la conséquence de votre approche politique des finances communales tournaisiennes !!!

De plus, dans le cadre des mesures de restructuration décidées, nous assistons progressivement à la déshumanisation du service rendu.

Je lis dans la note de politique générale : "Nous mobilisons aussi des moyens pour l'informatisation des équipes communales pour améliorer le service rendu au citoyen." Discours à la mode !! Là aussi, nous dérivons vers les méthodes qui consistent à remplacer l'humain par la machine. Comme dans

certaines secteurs d'activités, nous verrons bientôt apparaître le message suivant : " Pour un meilleur service à la clientèle, certaines opérations ne pourront plus se faire que sur rendez-vous ou au travers du système informatique." Et nous sommes dans le service public !!!

A l'ordinaire.

Base solide garantissant les recettes, l'impôt, les redevances.

58.272.000 euros attendus soit 56% du budget.

Chaque citoyen devra donc à nouveau s'acquitter d'une contribution non négligeable en 2017.

Bien sûr, me direz-vous, certaines redevances sont évitables : on n'est pas obligé de garer sa voiture en ville, d'aller à la piscine, d'avoir une seconde résidence, d'avoir une piscine privée...

Alors, ne reprenons que les incontournables : documents administratifs, hygiène publique, précompte immobilier, IPP, taxe voiture et nous constatons que nous atteignons quand même le joli montant de 48.000.000 euros, soit une contribution de près de 800 euros par habitant. (un calcul simple pour un couple et deux enfants : 3.200 euros pour l'année).

Vous avez construit au fil de ces dernières années un réseau de perception intenable pour la plupart de nos concitoyens.

D'ailleurs, Madame l'Echevine, dans un moment de charmante naïveté, l'a reconnu en réunion de commission. A une question toute aussi naïve, "il n'y a pas d'augmentation de l'impôt en 2017 ?" Elle a répondu spontanément : "Y'en a déjà assez !"

Or, la note de politique générale le précise, une partie de la difficulté provient des demandes supplémentaires venant d'entités consolidées. Le CRAC fait la remarque, l'échevine le constate.

Pourquoi alors ne pas mettre chacun devant ses responsabilités ? Pourquoi ne pas induire des mesures d'économies à ce niveau, pourquoi ne pas pousser plus aux synergies ?

Les dépenses de transfert représentent plus de 32.000.000 euros, soit près d'un tiers du budget.

Certaines provisions ne sont plus d'actualité. Il y a aussi une réflexion à mener.

Le boni est confortable. Un tel niveau de fiscalité s'impose-t-il dès lors?

A l'extraordinaire

Si certains investissements nous agréent :

- l'amélioration du cadre des conditions d'accueil
- les projets à Thimougies
- le plan Wallonie cyclable
- l'acquisition de terrains au CPAS
- le projet à Tournai Expo.

D'autres nous posent question :

la sécurisation du château de Templeuve

Après de nombreux rebondissements, plus aucun projet ne semble être envisagé pour ce bâtiment emblématique de Templeuve, partie de l'entité au sein de laquelle les besoins et les demandes sont nombreux.

Si ces travaux à hauteur de 500.000 euros nous semblent indispensables, nous considérons que ce montant justifie qu'il s'inscrive dans un projet global. Stabiliser oui, mais pour quoi faire ensuite ?

le déséquilibre des dépenses prévues en matière de voiries

Notre échevine des finances l'a fait remarquer en réunion de commission, le montant prévu pour l'entretien et la réfection des voiries vient en deuxième position au regard des dépenses prévues en matière de gros investissements.

Cela représente un vrai déséquilibre par rapport aux besoins constatés et aux attentes de la population. Il suffit de se promener un peu dans l'entité pour en être conscient.

le projet «caméras», une inscription électoraliste !

Il y a 4 ans, la campagne électorale avait été fortement marquée par le phénomène du manque de sécurité en ville, élément très exploité par une partie des candidats.

Depuis, malgré les efforts consentis par une partie du collège, il faut avouer que la situation ne s'est pas vraiment améliorée.

Alors, mettre des caméras, la panacée ? Nous ne le pensons pas et nous ne devons certainement pas nous réjouir de devoir recourir à ce type d'investissement.

Mais si cela semble devenir inévitable, alors que cela se fasse à partir d'une réflexion sérieuse, approfondie et pérenne.

On ne décide pas d'investir 1.500.000 euros sur un coup de sang et encore moins poussé par la fièvre électoraliste.

Sur ce dossier, le rythme des inscriptions budgétaires est interpellant.

Etape 1 : tiens, tiens, juste après les élections et au budget 2013, on voit apparaître un montant de 60.000 euros. But de la manœuvre, mener une étude sur l'installation de caméras.

Message à la population : Rassurez-vous, on s'en occupe !

Et puis, plus rien, le calme plat ! Aucun dossier présenté aux conseillers, aucune évocation à la zone de police sinon pour faire comprendre qu'il n'y a pas de place pour installer le poste de contrôle ni de moyens pour financer le personnel nécessaire.

Etape 2 : les élections 2018 approchent et un montant plus qu'important apparaît au budget 2017.

Aucune discussion au conseil de zone, aucune information et, plus cocasse encore, des fonctionnaires et agents et une échevine des finances incapables de nous donner quelque information que ce soit au sujet du dossier en réunion de commission !

Où en est l'étude ? Comment cela va-t-il fonctionner ? Où et avec quel personnel ?

Mais le message à la population est certainement prêt : "Rassurez-vous, on s'en occupe !"

Ce n'est vraiment pas sérieux !

Vous l'aurez compris, notre perception de ce budget est mitigée.

Oui, nous apprécions le travail de fond, la maîtrise très professionnelle de la partie technique du document. Oui, nous soutenons les investissements qui bénéficieront à l'ensemble de la population en tenant compte de la notion d'intérêt général.

Non, nous ne pouvons accepter le niveau de fiscalité que vous avez instauré au fil du temps.

Non, nous ne pouvons accepter qu'un montant soit inscrit sans qu'une réflexion approfondie n'ait été menée sur le dossier.

Au vu de tous ces éléments, le cdH s'abstiendra sur le budget."

Pour ECOLO, Madame la Conseillère communale, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Des projets, ce budget en contient et nous pouvons nous en réjouir. Mais les incertitudes sont aussi nombreuses, notamment sur les rentrées financières.

Aujourd'hui, les chiffres parlent. Des recettes de prestation sont présentées en baisse dans de nombreux domaines. La justification nous interpelle : toutes ces recettes ont été surestimées et doivent être ajustées à la réalité.

Nous citerons les locations pour la salle de sports de Kain (- 31.000 euros). Le coût trop élevé pour les clubs justifierait-il le peu d'engouement pour louer ce nouvel écrin ?

Les entrées des musées se réajustent avec une baisse de 10.000 euros. A quand une vraie politique muséale de la Ville ? Nous y reviendrons dans l'examen du dossier du Smart Center.

L'apport de la concession de parking à Tournai Expo n'était qu'un mirage puisque le montant passe de 60.000 à 0 ! En inscrivant une somme de 60.000,00€ pour les exercices précédents, la Ville n'était donc pas consciente que ce parking n'était pas à l'usage exclusif de Tournai Expo ???

D'autres recettes nous posent question : notamment, l'augmentation de la recette liée à la taxe sur les implantations commerciales. ECOLO vous a interpellés à ce sujet en dénonçant l'impact catastrophique pour de petites entreprises dont l'activité commerciale nécessite une grande surface d'exploitation. L'impact financier sera atténué par l'exonération des 400 premiers mètres carrés dès cette année, mais qu'en est-il pour les exercices fiscaux avant 2017 ? Ce sont plusieurs milliers d'euros à déboursier par de petites entreprises parfois en difficulté. Nous ne pouvons que mettre en lien ces difficultés engendrées par la taxe communale et la dépense prévue de 70.000 euros pour sauver le commerce local !

ECOLO s'est opposé, lors du conseil communal précédent, à l'augmentation des redevances administratives, car elles touchent tout le monde et spécialement les personnes à petit budget, pour qui toute dépense compte. Nous nous réjouissons sans restriction du projet de réaménagement du service administratif, dont l'accueil était problématique. Nous vous invitons à réfléchir sérieusement à la mobilité autour du «service temporaire» à l'entrepôt des douanes. L'accès vers cet entrepôt est truffé de difficultés et de dangers pour ceux qui ne possèdent pas de voiture. Dans la réflexion future sur l'aménagement du nouveau service administratif, pensez à nettoyer définitivement la cour de l'hôtel de ville de toutes ces voitures-ventouse qui gâchent cet écrin. Seules les personnes à mobilité réduite devraient y avoir accès jusqu'à l'entrée en voiture.

Nous nous réjouissons de l'apport complémentaire au CPAS grâce à la subvention obtenue pour l'accueil des migrants, mais l'incertitude plane toujours sur l'avenir du CPAS malgré l'augmentation de la dotation communale de 2%, qu'il faudra sans doute réajuster durant le prochain exercice.

Un examen plus transversal de ce budget nous amène à établir des liens qui ne sautent pas aux yeux lors d'une première lecture :

- la dotation de 530.000,00€ à la régie communale du stade (entrée dans la tradition budgétaire tournaïenne) complétée par un cadeau inattendu de 48.000,00€ représenté par le loyer que paie la Ville pour l'occupation par la bibliothèque communale ! Ou comment augmenter la contribution à une infrastructure déficitaire sans avoir l'air d'y toucher...

- la dotation inchangée à l'intercommunale IDETA doit être mise en lien avec la contribution de 91.000,00€ à la nouvelle ASBL maison du tourisme.

Auparavant, la maison du tourisme était un secteur à part entière d'IDETA financé par la dotation communale. La décision du gouvernement wallon apportera ainsi de l'argent frais à ces deux organismes grâce à cette scission. C'est un montant important qui doit s'accompagner d'une plus-value pour la promotion touristique de Tournai et de la Wallonie picarde. Nous trouvons un peu plus loin un montant de 40.000,00€ dédié au site WEB VisitTournai. Une vraie synergie doit s'opérer entre la politique touristique de Tournai et de Wallonie picarde. Pourquoi pas un site unique pour la

promotion du tourisme de la région ? Le site Visit Wapi, englobant le site touristique tournaisien, permettrait une économie d'échelle en offrant un service performant aux utilisateurs.

- La maison des associations obtiendra des investissements certes utiles pour un montant de 35.000,00€, alors que la maison de l'habitat ne recevra que 9.000,00€. Nous ne dénonçons pas ici le favoritisme de l'une au détriment de l'autre, mais nous constatons simplement que le montant de 9.000,00€ sera insuffisant au vu des travaux de restauration indispensables pour rendre la maison de l'habitat «habitable».

- La passerelle de l'Arche verra le jour ! Rien ne nous fait plus plaisir que cette intention traduite en chiffres. Pour ECOLO, elle est un lien essentiel entre deux rives, deux quartiers de notre cité et doit être cyclo-piétonne. Comme pour le projet du quartier de la gare, nous serons attentifs à l'écoute des citoyens dans la concrétisation de ces infrastructures importantes pour les déplacements quotidiens.

- La maison de village de Thimougies, troisième projet-phare du programme de développement rural, c'est un «gros budget» de 530.000,00€. Un projet mature, nous l'espérons, car resté dans les limbes depuis de nombreuses années. Il suscite la crainte de riverains à cause de nuisances sonores liées aux fêtes qui pourraient s'y dérouler. Nous demandons donc au collège de rassurer tous les villageois sur l'utilisation qui sera faite de cette maison dédiée uniquement aux projets citoyens et associatifs et non à des fins privées. Les projets, qui promeuvent la vie communautaire dans les villages, sont trop peu nombreux à Tournai. Nous espérons qu'amarrer Tournai au parc naturel de l'Escaut amorcera une politique plus volontariste pour le développement rural et durable à Tournai et apportera le coup de pouce bien mérité aux producteurs locaux.

- Pour nous prouver que tout n'est pas rose dans nos villages, nous sommes atterrés par le montant de 500.000,00€ prévu pour apporter un sursis au château de Templeuve, un bâtiment qui n'en finit pas de mourir. Comment ou plutôt pourquoi en est-on arrivé là ? Alors que ce patrimoine a toute son utilité dans le centre de ce village. Nous demandons que le collège réfléchisse à l'avenir de ce bâtiment dès aujourd'hui parce que chaque jour, qui passe, coûte à la collectivité.

- Enfin, l'investissement phare présenté aujourd'hui s'appelle "Smart Center". Nous savons qu'il ne peut pas porter un autre nom (que je ne prononcerai pas puisque c'est tabou), mais que cette dénomination révèle le peu de subtilités qui se cache derrière ce projet. Le conseil communal a décidé de lui construire un nid à sa mesure grâce à l'achat du bâtiment des anciens Prêtres au CPAS. Aujourd'hui, on y ajoute une maison afin qu'il déploie réellement ses ailes au pied de la cathédrale. Est-ce le meilleur projet à cet endroit ? Avons-nous échappé au pire ? Le groupe ECOLO n'était pas emballé à l'idée de voir un hôtel s'élancer face à la cathédrale. Notre choix penchait vers un projet culturel. Nous sommes donc satisfaits de voir la vocation culturelle du lieu (même si son nom ne l'indique toujours pas!).

Nous regrettons que les conseillers communaux soient si peu mis au courant de l'évolution des réflexions sur ce lieu. Nous demandons vivement d'y être associés ainsi que les citoyens tournaisiens intéressés par la culture et l'architecture.

La priorité, à nos yeux, est de lier la réflexion sur le futur des musées tournaisiens à celui du développement du centre d'interprétation. C'est d'autant plus flagrant que nous constatons la baisse des recettes en provenance des musées. Quels sont les musées qui ne font pas recette ? Quels sont les musées qui doivent être mis en valeur ? Quelles sont les collections qui peuvent être déplacées vers d'autres musées ? Tournai a un urgent besoin de réfléchir à l'avenir de ses musées, en lien avec la sauvegarde de son patrimoine et le développement de sa politique touristique. Nous savons que l'entretien et le fonctionnement des musées coûtent cher à la Ville, mais c'est en même temps un

trésor immense pour notre cité. Nous devons absolument négocier un tournant dans la politique muséale, mais dans la bonne direction afin de ne pas nous rendre compte dans 10 ans que les investissements coûteux décidés aujourd'hui ne sont plus viables demain ! Près de chez nous, Mons a ouvert de nouveaux musées pour 2015 et doit aujourd'hui rentabiliser ces nouveaux lieux culturels. Nous encouragerons le projet de centre d'interprétation si tous ces éléments font partie de la réflexion.

En conclusion, ce budget présente de belles ambitions pour les citoyens et pour le déploiement de la cité, mais des incertitudes aussi sur les choix concrets réalisés aujourd'hui et ceux qui seront déployés demain. Nous nous abstiendrons sur ce budget 2017."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Loin de nous de ne voir que du négatif dans ce budget.

Nous reconnaissons que de nombreuses démarches, efforts et investissements ont été réalisés et sont positifs pour notre commune.

Mais comme l'a signalé le conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE, un budget, c'est avant tout un choix politique et pas nécessairement celui que nous aurions fait.

Tenant compte que ce budget repose sur des principes d'une taxation importante en matière d'additionnels, notamment; tenant compte du fait que les efforts concernant la masse salariale, décidés en début de législature, ont porté leurs fruits. Mais ces efforts ont été abandonnés alors qu'à notre avis, ils auraient dû perdurer; tenant compte des besoins, des attentes et demandes des Tournaisiens habitant les villages de notre entité et le manque d'investissements prévus dans ce budget pour les villages; tenant compte que ce budget ne propose pas de mesures structurelles pour solutionner l'image d'une ville insuffisamment propre et insécure; tenant compte de tous ces éléments, nous donnerons un avis défavorable à ce budget."

Pour le MR, Monsieur le Conseiller communal **Jean-Louis CLAUX** intervient ensuite :

"Mon intervention de cette année dans le cadre du budget 2017 sera verdoyante.

Non, chers collègues, Mesdames, Messieurs de la presse, je ne vous annonce pas ici une soudaine adhésion à ECOLO.

Vous vous direz sans doute que c'est parce que Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM, comme ministre de l'environnement, nous a chargés d'être des ambassadeurs du développement durable.

Rien de tout cela ! Désolé, chère Marie-Christine LEFEBVRE !

C'est tout simplement pour souligner le fait qu'après 4 années d'attention budgétaire, nous pouvons progressivement récolter ce qu'on a semé.

On l'a rappelé, il y avait un mali récurrent de 3 millions d'euros, ce qui nous a obligés à prendre des mesures structurelles et nous avons été contraints, voici quelques années, d'augmenter le précompte immobilier.

Ces mesures ne sont jamais agréables à prendre, mais elles sont nécessaires si nous souhaitons une situation saine, condition indispensable pour dégager des moyens pour réaliser des projets et question de respect aussi vis-à-vis de la population qui contribue au financement communal.

Et des projets, il n'en manque pas ! Mais l'essentiel n'est pas la quantité de projets mais leur qualité !

Au niveau du groupe MR, nous aimerions mettre l'accent sur le fait que ces projets sont des projets de proximité qui touchent directement aux besoins de nos concitoyens.

Lorsque nous investissons dans l'aménagement du service de l'état civil et de la population, c'est pour une meilleure qualité de service aux citoyens. Il faut avouer que la situation actuelle n'est pas adéquate aussi bien pour le personnel que pour les Tournaisiens qui s'adressent à ces services pour des questions très personnelles.

Comme l'échevine des finances l'a exprimé : "Les trois premières années de la législature ont été décisives : la majorité a dû stabiliser la trajectoire budgétaire pour donner un avenir à cette ville."

C'est sur cette base que nous avons constitué le budget 2017 :

1) des finances assainies et 2) une stabilité que la majorité espère pérenne !

Mais restons prudents,... ne nous fions pas aux apparences.

Le plein emploi n'existe plus, c'est devenu un mythe, une chimère.

Tel Icare, ce plein emploi a fait une «skyfall» de grande envergure vers les abîmes d'un rêve, rêve lui-même abîmé.

Ne nous fions donc pas aux apparences, car lorsque j'entends qu'à quelques kilomètres de chez nous, on dit que le plein emploi reviendra dans les 5 années... je reste sur ma faim.

Quoi qu'il en soit, au niveau de la Ville, je constate que la masse salariale représente désormais 42,7% des dépenses totales. C'est un mouvement qu'il faut saluer, mais nous devons rester particulièrement attentifs et prudents... !

Je me souviens d'ailleurs, voici 8 années, d'une intervention de mon ex-collègue Marie-Hélène CROMBE qui avait stigmatisé ce «poste des dépenses», alors que le taux dépassait 47%.

Le gouvernail a donc été bien tenu par l'équipe de la majorité !

Mais la crise économique et le taylorisme font qu'un 'plein emploi' à court terme est une utopie...

Alors, en matière de licenciements n'ayons pas la main trop lourde, et ce, même si cela n'a jamais été le cas, mais je plaide pour que nous restions attentifs à cela.

Nous devons rester connectés avec la réalité.

Nous ne devons pas prendre le chemin d'une casse sociale trop importante. Le contexte économique est déjà assez difficile comme cela !

D'autant que personne n'a jamais réussi à m'expliquer les bonnes raisons qui devraient conduire à des licenciements...

Licenciements qui peuvent briser des familles entières, provoquer des réactions traumatisantes chez les enfants, et pire, cela peut déboucher sur des situations morbides.

Où est l'intérêt ?

Car, lorsque sont poussés vers la porte de sortie des agents communaux, n'oublions pas que ceux-là mêmes peuvent revenir 18 mois plus tard par la porte d'entrée pour solliciter une assistance ou une aide bien légitime et probablement alors... devra s'ensuivre une dotation communale plus importante de la part des finances communales... vers un CPAS ou autre... Et la boucle sera bouclée.

En tant que mandataires communaux, je trouve que nous devons y rester très attentifs et être connectés avec la réalité, ce qui je pense d'ailleurs est le cas de toutes les formations politiques ici présentes.

Ce n'est pas un facteur de droite, de gauche ou du centre, c'est tout simplement un facteur humain.

Le plus important de tous.

Enfin, dernière chose importante : lorsque nous investissons, avec l'aide notamment des subventions européennes ou de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans des lieux structurants comme le plateau de la gare, Tournai Expo, la maison de la culture ou le musée des Beaux-Arts, nous souhaitons faire de notre ville un lieu attractif qui offre des équipements de qualité pour le développement socioculturel et économique.

Lorsque nous investissons près de 1,5 million d'euros dans l'installation de caméras de surveillance, nous poursuivons notre volonté inscrite dans la déclaration de politique communale de rétablir l'ordre dans notre ville. Il n'est pas normal que, par un sentiment objectif ou non d'insécurité, des jeunes couples quittent le centre-ville pour habiter ailleurs. Ces faits doivent nous interpeller et nous inciter à réagir.

Lorsque nous investissons à Thimougies, dans la place de Templeuve ou dans les voiries de nos villages, nous voulons mettre fin au sentiment d'abandon de nos citoyens qui habitent nos villages. Ce sont des investissements dont on entend moins parler que ceux du coeur de ville, mais nous ne pouvons pas accepter que les villages se sentent délaissés. A ce titre, le MR sera attentif au futur du château de Templeuve ainsi qu'au hall sportif tant attendu dans ce village, mais aussi (et cela fera plaisir à ma collègue Monique WILLOCQ) à l'avenir du Mont Saint-Aubert.

Comme vous pouvez le voir, les efforts de ces dernières années portent leurs fruits et la récolte est pleine de projets qui touchent au quotidien de notre population. On ne peut que saluer le travail de notre semeuse locale, l'échevine des finances, Laetitia LIENARD.

Chère Laetitia, la récolte est bonne et il y a même quelques provisions en cas de famine ou pour les prochaines récoltes. Même si des provisions sont toujours nécessaires, il conviendra d'étudier, d'ici l'année prochaine, de quelle manière nous pourrions partager le fruit de ces efforts avec les citoyens qui subissent une pression fiscale importante depuis de nombreuses années.

C'est donc avec plaisir que le groupe MR votera en faveur de ce budget 2017."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, intervient à son tour :

"Mes chers collègues, il y a 4 ans, nous étions confrontés à un déficit structurel de 3,5 millions d'euros. Nous devons constater aujourd'hui que la déclaration de politique communale en page 54 a été respectée.

Une gestion financière premièrement saine, deuxièmement transparente, troisièmement respectueuse des équilibres budgétaires.

Cet engagement, la majorité s'est contrainte à le respecter avec des mesures difficiles, qui ont entraîné beaucoup de restrictions et d'efforts pour notre administration, mais sans plonger dans l'austérité. En effet, il a toujours existé un plan d'investissements sérieux, car une ville qui n'investit plus est une ville qui se meurt. Après des efforts considérables, nous constatons aujourd'hui, avec le groupe socialiste, un plan d'embauche, car le principal investissement d'une ville, c'est son personnel, c'est l'humain.

C'est notre administration dont nous pouvons être fiers.

La masse salariale a été stabilisée, mais aujourd'hui, on ne peut plus demander à l'administration ce qu'on lui a demandé par le passé, pour employer une expression «on a rongé jusqu'à l'os».

Aujourd'hui, il faut savoir aussi embaucher à nouveau.

Nous soulignons également la répartition des investissements et des efforts. On n'abandonne pas les villages. Quand on voit les investissements faits dans les villages comme l'école de Kain, de Warchin, de Froidmont, le moulin de Thimougies, le Mont-Saint-Aubert bientôt avec le FEADER, le petit mot des élèves des Apicoliers à Kain qui nous remercient d'avoir réparé et rénové les murs de leur cour de récréation.

Ceci prouve bien que la majorité actuelle a gardé un principe d'égalité entre les citoyens des villages et les citoyens de la ville, une personne intra-muros ne valant pas plus qu'une personne extra-muros. Dès lors, le groupe socialiste votera pour ce budget et félicite notre échevine pour sa conception et tout le collège."

Le **président** d'assemblée invite Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, à s'exprimer à son tour :

"C'est surtout lié à l'évolution des technologies. Il y a 300.000,00€ pour l'installation du Wi-Fi urbain. Je m'interroge. C'est un projet qui, au début, était pertinent. Mais maintenant, avec l'évolution de l'internet mobile, l'est-il encore ?

Mon autre remarque porte sur les caméras. Au-delà de l'aspect purement philosophique - à savoir 1,5 million pour des caméras destinées à filmer de la délinquance plutôt que de la prévenir - c'est un peu dommage. C'est un budget important.

Nous entendons qu'il n'y aura pas de centre de visionnage ni de budget pour payer du personnel pour visionner. Cela revient donc à installer des caméras avant de pouvoir les exploiter. Cela signifie que le jour où on pourra les utiliser, elles seront obsolètes.

Donc, ce sera un investissement de 1,5 million d'euros perdu. Si elles ne sont pas exploitées de suite, elles seront obsolètes."

Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, répond comme suit aux différentes interventions :

"Il n'y a pas que du négatif.

75 caméras seront installées en centre-ville. Le centre de visionnage sera temporairement installé au Becquerelle en attendant l'aménagement du nouveau commissariat de police après 2019. Les caméras ne se limiteront pas à filmer la délinquance. Elles devront être un véritable outil d'aide à l'enquête, si besoin.

Deux marchés d'études ont été lancés en 2014. Ce marché a été ralenti en raison de la localisation du centre de visionnage.

Ce dossier a également été associé à celui du Wi-Fi urbain pour éviter de devoir réaliser les aménagements en deux temps. Deux sociétés différentes ont été désignées pour réaliser les études pour les caméras et le Wi-Fi urbain. Un cahier de charges commun sera établi pour la pose des caméras et du Wi-Fi. Le délai estimé de la pose de la première caméra est le dernier trimestre 2017. Pour le château de Templeuve, le collège communal a sollicité en mars 2016 une réactualisation de la fiche d'état sanitaire. Il ressort qu'il y avait lieu d'intervenir pour les fissures extérieures. Le montant est de 85.264,00€. Nous devons aussi intervenir sur les fissures intérieures, les pieds de charpente et des dalles pour 307.413,00€.

Je vous donne uniquement les informations financières et budgétaires. Si besoin, je vous invite à consulter l'échevin de tutelle sur le fond du dossier.

Pour la maison de l'habitat, 9.000,00€ sont prévus au service extraordinaire. Il s'agit essentiellement d'investissements pour le cloisonnement, notamment pour isoler l'entrée de la maison de l'habitat. 9.000,00€, cela peut paraître peu, mais le reste des investissements, à savoir tout ce qui est peinture, informatique, téléphonie, sera prélevé sur notre budget ordinaire.

Opposer la Ville et les villages, cela finit par devenir agaçant et cela n'a pas de sens selon moi. Pour le démontrer, je vais décliner ce qu'on fait dans les villages. Votre interpellation m'y contraint.

Pour les investissements dans les villages, rien qu'en voirie, cela représente 6.600.000,00€. Pour Tournai, c'est 6.200.000,00€.

Vous avez la rue Relambu à Béclers, le chemin des Maures à Kain, rue Louis Pion et René Lefebvre à Lamain, la rue Croix de Pierre à Froidmont, des travaux d'enduisage à Templeuve, Kain, Mourcourt et Melles.

Des travaux sont prévus pour la réfection des trottoirs et des voiries à Templeuve et Havinnes.

Des voiries ont été rénovées dans les villages : Cazeau, rue aux Pois, rues Haute, Chauny et Géant Atlas à Templeuve; chemin de Marquain à Lamain, rue Pont d'eau à Esplechin, rue du Moulin à eau à Willemeau, rues de Willemeau et du Château à Ere, rue Colonel Dettmer à Saint-Maur et à Ere, rue des Collines à Quartes et à Melles, rue Couture de Breuze et rues de la Besace, du Calvaire, rue de la Croisette et Boisac à Quartes; rues de Quiévreumont, Fautril, d'Obigies, du Vieux Comté et Saint-Pierre à Mourcourt; rue Croix de Pierre à Froidmont, rues de Breuze et du Follet à Kain; rue Bois de l'Allemont à Havinnes.

Des travaux hydrauliques ont été réalisés à la route de Velaines à Mourcourt, rues de la Besace et du Calvaire à Melles, chaussée de Courtrai à Froyennes, sentier 27 à Froidmont, sentier 42 à Havinnes, route de Blandain à Hertain, rue Professeur Delcampe et rue du Bois de la Haye à Barry.

L'égouttage a été refait à la rue de la Rosière à Béclers.

Dans les écoles, plus de 2,5 millions d'euros ont été investis en 3 ans : Kain, les Apicoliers avec le projet My machine, l'aménagement des cours d'écoles comme Marquain et Templeuve pour 125.000,00€; à Kain, en 2016, pour 115.000,00€, des projets spécifiques de mise en conformité des cuisines, des cantines durables; l'aménagement des abords des écoles dans toute l'entité, la nouvelle école de Froidmont.

800.000,00€ vont être investis cette année dans les villages et essentiellement dans des projets d'économie d'énergie.

La mise en place du projet «Je gazouille» à Gaurain, mais aussi la place de Willemeau, la place de Templeuve, la maison de village de Thimougies. Le Logis tournaisien investit, lui aussi, à Kain notamment avec la revitalisation du Nid Joli, l'ancienne huilerie à Blandain, le nouveau commissariat de police et les logements à Templeuve. La RUSTA à Gaurain, Rumillies avec le futur bâtiment des espaces verts, le marquage de l'entrée de village à Mont-Saint-Aubert, Froyennes où l'étang a été refait. La rue Nestor Frère sera également refaite.

20.000,00€ sont prévus pour la rénovation des chapelles à Willemeau, Mourcourt, l'adhésion au parc naturel des plaines de l'Escaut, les cimetières de Kain, Froidmont, Blandain et Froyennes.

Je voudrais terminer mon intervention en répondant à Madame la Conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE. Tous les éléments, que vous avez évoqués, ont été discutés en commission. Ils concernent notamment le parking de Tournai Expo et la baisse des recettes du hall sportif Vert Lion à Kain.

Au sujet de la régie communale autonome, en 2012, le budget était de 644.000,00€.

Depuis 2013, il a été ramené à 539.000,00€. Je précise qu'avec le déménagement de la bibliothèque, la régie va bénéficier de moins de recettes de location de salles.

Je terminerai par un dernier point, celui de la taxation.

Nous savons très bien que la taxation est importante. Mais je ne voudrais pas qu'on fasse passer le message qu'on a augmenté les taxes pour rien. A un moment, si on prend une décision aussi difficile que celle-là, c'est qu'il y a une bonne raison. La raison, je vais la démontrer avec le budget 2017.

Le budget présenté dégage un boni de 1,2 million d'euros. Dans ce boni, on fait des provisions : un million pour la police, idem pour les pensions. Si j'additionne les deux, cela fait un boni total de 2 millions d'euros.

De ces 2 millions, vous devez retirer 1 million, car nous avons eu un report de l'IPP de 2016 à 2017. Vous devez retirer également la cotisation de responsabilisation. Cela fait 870.000,00€ en exercice antérieur. Nous devons dégager un boni pour pouvoir payer cette cotisation.

Ceci fait un boni de 340.000,00€. Sauf que, si je retire les principales augmentations de taxe, c'est-à-dire le précompte immobilier et la taxe sur les implantations commerciales qui sont deux taxes importantes, le précompte immobilier représente 25,00€ par habitant, nous enregistrons un déficit de 1.810.000,00€. A cela, il faut ajouter aussi les cotisations de responsabilisation du CPAS qui, à partir de 2018, seront de 2.800.000,00€, en 2019 de 3.100.000,00€, en 2020 de 3.500.000,00€, en 2021 de 5.000.000,00€ et en 2022 de 5.000.000,00€. Actuellement, la trajectoire budgétaire du CPAS n'intègre pas le paiement de cette cotisation. Et à partir de 2019, nous devons assurer les déficits budgétaires de la police.

Je sais que nous appliquons une taxation importante. Mais je me dois d'avoir des réserves et ne pas laisser s'installer une situation potentiellement déficitaire."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, intervient ensuite à propos des caméras de surveillance :

"Lorsque nous avons souhaité installer ces caméras, nous avons été confrontés au problème de la localisation du centre de visionnage. Tout le monde estimait qu'il fallait les installer au commissariat, rue Becquerelle. Le problème, c'est que ce commissariat était prévu pour 150 personnes. A l'heure actuelle, il en accueille 220. Cela crée des problèmes. Nous devons donc aménager un nouveau centre de visionnage dans un bâtiment surpeuplé. Cela créait aussi d'autres problèmes en matière d'urbanisme en centre-ville.

Est arrivée l'opportunité du bâtiment occupé précédemment par ORES.

Nous nous sommes donc dit que nous allions aménager un nouveau commissariat dans ce bâtiment et y installer le centre de visionnage. En attendant, nous allons essayer de trouver des solutions alternatives, en vue de permettre le placement de ces caméras le plus rapidement possible. Ce placement a été minutieusement étudié par la police.

Il s'agira de caméras enregistreuses. Si un fait précis se déroule à un moment donné, elles pourront être utilisées a posteriori. Lorsque la police sera installée dans l'ancien bâtiment d'ORES, le système sera bien entendu tout à fait opérationnel en temps réel.

Pour répondre à Monsieur le Conseiller communal Guillaume DENONNE au sujet de la nécessité de ces caméras, je rappelle que la volonté politique du collège communal est de les installer le plus rapidement possible. Je précise qu'actuellement, il y a des cafés où vous êtes surveillé en ville et aux Bastions. C'est une évolution de la société. Des jeunes viennent me voir. Ils souhaitent pouvoir sortir en sécurité. Notre ville est souvent sûre. Mais à une certaine heure, elle peut devenir dangereuse. Les caméras peuvent avoir un effet dissuasif important pour tout le monde, jeunes y compris.

Les caméras ont aussi un rôle de prévention. Lorsque les attentats de Zaventem ont eu lieu, c'est grâce à ces caméras qu'on a élucidé une série de faits.

Je pense que la volonté est là. J'espère qu'avec les élections, nous n'allons pas sombrer à nouveau dans la démagogie de bas étage. Tournai n'est pas le Chicago des années 30!"

Le **président** d'assemblée poursuit :

"Les mesures de sécurité ne se limitent pas à l'approche répressive. Les caméras ont aussi une fonction préventive. Leur seule présence est dissuasive. Elles permettent aussi d'obtenir des éléments probants, ou d'analyser des situations précises.

A propos du château de Templeuve, je ne voudrais pas qu'on nous reproche de ne pas avoir vu venir les choses et de n'agir que maintenant. Il y a une responsabilité collective des différentes majorités par rapport à ce château. Son état ne s'est pas subitement dégradé depuis 3,5 ans. Il s'est détérioré

durant de nombreuses décennies. Je signale que les propositions alternatives n'ont malheureusement pas abouti : je songe notamment à la cogestion du château dans des projets de logement et d'affectation administrative. Dans ces circonstances, nous avons fait ce qu'un bon père de famille fait par rapport à un immeuble qui est dans un tel état : nous avons fait évaluer les risques, posé un diagnostic et trouvé les moyens financiers qui vous sont proposés aujourd'hui.

Pour ceux qui nous prennent pour des "bisounours" ou des naïfs, dans le même temps, nous mettons un deuxième fer au feu. Nous avons demandé à la Région wallonne ce qu'il y avait lieu, à partir de ce diagnostic, de faire. Des contacts sont programmés. Des courriels ont été échangés avec l'administration du patrimoine à ce sujet.

N'essayons pas de dire que, si le château de Templeuve est dans un tel état, c'est parce que nous n'avons pas pris de dispositions au cours des 4 dernières années. C'est insupportable.

Je le dis comme cela parce qu'à un moment donné, même la carapace la plus épaisse est sensible aux choses qu'elle trouve à dire, en l'état."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, se dit étonné que la Ville prévoit des crédits d'1,5 million d'euros pour un projet d'installation de caméras dont personne, selon lui, n'a entendu parler. Il annonce qu'il posera une question à ce sujet au conseil de police.

A ce propos, le **président** d'assemblée donne les précisions suivantes :

"La question de la stratégie et de la nature du matériel, de l'implantation, du monitoring a fait l'objet de contacts bilatéraux avec le ministère de l'intérieur. Les normes et les standards ont fort évolué.

Nous ne sommes plus aujourd'hui dans la situation dans laquelle nous étions en 2012.

Pour répondre à la question de Monsieur le Conseiller communal Xavier DECALUWE, il faudra que nous ayons le détail de la mise en place du plan, de son utilité et de son intégration dans le dispositif humain. Des caméras sans dispositif humain n'ont pas de sens. Mais le débat peut intervenir, car nous n'en sommes pas encore au lancement des cahiers des charges eux-mêmes.

Ce soir, nous parlons de l'inscription budgétaire. Demain, il faudra décider matériellement de l'acquisition du matériel. Dans l'intervalle, il peut y avoir une discussion stratégique sur son usage."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, revient sur la question de la taxation :

"Au sujet de la taxation, j'avais insisté sur 2 éléments :

- 1) à propos des redevances administratives : nous estimons qu'on n'y échappe pas; pour des personnes disposant d'un petit budget, c'est beaucoup; si on devait faire des choix, nous pensons qu'il ne faudrait pas les augmenter;
- 2) à propos des implantations commerciales : quand la taxe a été votée pour la première fois, nous l'avons votée. Nous nous sommes rendu compte des dégâts qu'elle peut faire chez les petits commerçants; pour nous, il est assez contradictoire de dire qu'on va essayer de défendre le commerce local, alors qu'on sait que certaines taxes ont un impact important pour des petits commerçants qui doivent avoir une grande surface; tout le monde n'a pas un petit commerce. Y a-t-il une réflexion à ce propos ? Quand on parle de plusieurs milliers d'euros par an, ce n'est pas rien pour des petites PME !"

L'échevine des finances, **Laetitia LIENARD**, rappelle que lors du vote de ce point au conseil communal précédent, elle a précisé que la circulaire budgétaire prévoyait désormais que la taxe soit appliquée à partir du 401ème m². Le reste est exonéré.

"En termes de recettes pour la ville, c'est 200.000,00€ en moins" précise-t-elle pour terminer.

Par 28 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVI, M. G. DENONNE

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que l'avant-projet de budget a été concerté en comité de direction, conformément à l'article L1211-3 § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le rapport favorable de la commission visée à l'article 12 du règlement général de la comptabilité communale;

Attendu que le collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 24 octobre 2016, et ce conformément à l'article L1124-40 § 1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 28 voix pour, 2 voix contre et 6 abstentions;

DECIDE

d'approuver, comme suit, le budget de l'exercice 2017 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
--	--------------------------	-------------------------------

Recettes exercice proprement dit	103.192.441,33 €	25.478.175,00 €
Dépenses exercice proprement dit	101.992.557,52 €	28.746.000,00 €
Boni/mali exercice proprement dit	+ 1.199.883,81 €	- 3.267.825,00 €
Recettes exercices antérieurs	5.947.614,42 €	4.347.827,09 €
Dépenses exercices antérieurs	872.860,00 €	333.065,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	3.600.890,00 €
Prélèvements en dépenses	0,00 €	0,00 €
Recettes globales	109.140.055,75 €	33.426.892,09 €
Dépenses globales	102.865.417,52 €	29.079.065,00 €
Boni	6.274.638,23 €	4.347.827,09 €

52. IMSTAM (intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron). Assemblée générale ordinaire du 13 décembre 2016. Ordre du jour. Approbation.

Madame la Conseillère communale L. BARBAIX sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'affiliation de la Ville à l'IMSTAM (intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'IMSTAM a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le mardi 13 décembre 2016, à 19 heures, à l'athénée provincial de Leuze-en-Hainaut (rue Paul Pastur);

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire est établi comme suit :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 7 juin 2016.
2. Plan stratégique 2017.
3. Budget triennal 2017–2019.
4. Demande de désaffiliation de la commune et du CPAS de Brunehaut.
5. Modifications statutaires : articles 50 et 54.
6. Démission de deux membres du conseil d'administration.
7. Désignation de deux nouveaux membres du conseil d'administration;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cet ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver, à l'exception du point 4 (demande de désaffiliation de la commune et du CPAS de Brunehaut), l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IMSTAM (intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron), qui se tiendra le mardi 13 décembre 2016, à 19 heures, à l'athénée provincial de Leuze-en-Hainaut (rue Paul Pastur).

Cet ordre du jour est établi comme suit :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 7 juin 2016.
2. Plan stratégique 2017.
3. Budget triennal 2017–2019.
4. Demande de désaffiliation de la commune et du CPAS de Brunehaut.
5. Modifications statutaires : articles 50 et 54.
6. Démission de deux membres du conseil d'administration.
7. Désignation de deux nouveaux membres du conseil d'administration.

53. IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut). Assemblée générale ordinaire du 14 décembre 2016. Ordre du jour. Approbation.

Madame la Conseillère communale L. BARBAIX rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant l'affiliation de la Ville à l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'IPFH a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le mercredi 14 décembre 2016, à 17 heures 30, au MAC's sur le site du Grand Hornu (salle grand auditorium);

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire est établi comme suit :

1. Plan stratégique 2017-2019.
2. Recommandation du comité de rémunération.
3. Nominations statutaires.

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cet ordre du jour;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 octobre 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'IPFH (intercommunale pure de financement du Hainaut), qui se tiendra le mercredi 14 décembre 2016, à 17 heures 30, au MAC's sur le site du Grand Hornu (salle grand auditorium).

Cet ordre du jour est établi comme suit :

1. Plan stratégique 2017-2019.
2. Recommandation du comité de rémunération.
3. Nominations statutaires.

54. ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité). Assemblée générale ordinaire du jeudi 15 décembre 2016. Ordre du jour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à ORES (opérateur des réseaux gaz et électricité) et la désignation de ses représentants en séance du 31 mars 2014;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le jeudi 15 décembre 2016 à 18 heures, dans les locaux du cercle de Wallonie, 21 avenue de la Vecquée à 5000 Namur;

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée générale ordinaire est établi comme suit :

1. Plan stratégique.
2. Remboursement de parts R.
3. Actualisation de l'annexe 1 des statuts.
4. Nominations statutaires;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cet ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire d'ORES Assets (opérateur des réseaux de gaz et d'électricité), qui se tiendra le jeudi 15 décembre 2016, à 18 heures, dans les locaux du cercle de Wallonie, 21 avenue de la Vecquée à 5000 Namur. Cet ordre du jour est établi comme suit :

1. Plan stratégique.
2. Remboursement de parts R.
3. Actualisation de l'annexe 1 des statuts.
4. Nominations statutaires.

55. AIEG (Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz). Assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2016. Ordre du jour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.);

Considérant que la représentation de la Ville au sein de l'A.I.E.G. a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le jeudi 15 décembre 2016, à 17 heures 30, dans ses bâtiments administratifs de la rue des Marais, 11 à 5300 Andenne;

Considérant l'ordre du jour de cette assemblée générale constitué d'un seul point : le plan stratégique 2017-2019;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (A.I.E.G.) du jeudi 15 décembre 2016, qui se compose d'un seul point : le plan stratégique 2017-2019.

56. IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement). Assemblée générale ordinaire du 14 décembre 2016. Ordre du jour. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient d'emblée comme suit :
"Nous nous réjouissons de la mise en place des tests de composteurs de quartier et du compostage de quartier, car c'est une vraie solution pour continuer à réduire la quantité de déchets.
Par contre, on revient tout le temps avec la même idée, à savoir des poubelles à puce ou des poubelles au poids. Ce qui est dommage, c'est que l'étude ne soit pas envisagée, car c'est une solution qui semble donner de bons résultats dans les communes qui ont adopté ce système.
Nous espérons aussi que les recherches dans la valorisation de la chaleur de l'incinérateur de Thumaide pourront aboutir sur de vrais projets concrets."

Madame l'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, lui répond comme suit :

"Le compostage de quartier n'est pas nouveau, mais il se développe. De plus en plus de personnes sont intéressées. Au niveau des séances de formation en compostage, les derniers chiffres sont en progression. Cela représente 150 personnes de plus que l'année précédente. Donc, c'est positif. Nous avons vendu plus de composteurs.

Le compostage de quartier se passe très bien aussi. A la place Verte par exemple, on a commencé avec le potager puis le compostage a été installé il y a peu. On a constaté un peu de vandalisme. Mais les riverains l'ont immédiatement signalé et tout cela est vite rentré dans l'ordre.

Le plan wallon des déchets est en cours. Il y a eu enquête publique sur la page de garde. Maintenant, c'est le plan qui va être soumis à enquête publique. J'insiste pour que chaque commune soit attentive à ce qui figure dans le plan wallon des déchets. Aujourd'hui, il n'y est pas indiqué qu'il y a une collecte d'organiques en porte à porte. Cela a été évoqué. Finalement, cela a été retiré, car il laissait la possibilité aux communes de choisir.

Le compostage à domicile et le compostage par quartier, pour nous, cela reste une très bonne manière d'enlever tout ce qui est organique. 50% du sac-poubelle est composé de produits organiques pouvant aller au compostage. Pour le citoyen, c'est important, car il diminue sa consommation de sacs. Et il produit aussi un terreau intéressant pour le sol.

Récemment, IPALLE a organisé une séance d'information avec un représentant de la ville d'Ecaussinnes, de Namur, d'une autre intercommunale de Lille et de différentes personnes qui ont fait le point sur ce qu'elles ont déjà fait en termes de collecte organique ou de poubelles à puce.

IPALLE profite justement de ce plan wallon des déchets pour s'intéresser à ce qui se fait, à ce qui est indiqué dans ce plan, à ce qui se fait dans d'autres communes.

En général, d'après les autres communes, pour qu'une collecte d'organiques fonctionne, il faut que cela s'accompagne de la poubelle à puce. Sinon, c'est très compliqué.

Quand les deux vont ensemble dans certaines communes comme Namur, cela peut fonctionner. Mais il faut savoir que tout cela a un coût. Ecaussinnes avait un projet pilote. Au départ, ils utilisaient des conteneurs. Maintenant, ils utilisent des sacs. Les poubelles à puce, comme vous le voyez dans le nord de la France, sont parfois compliquées à installer dans certaines rues. Ce qui est bon pour certaines communes de Wallonie picarde ou pour certains villages ne l'est peut-être pas en hyper-centre, comme à Tournai.

En ce qui concerne le coût à Ecaussinnes, avec la mise en place de la collecte en porte à porte d'organiques, cela représente un supplément de 9,00€ par habitant. Cela signifie que, si demain on adopte un tel système, il faudra s'attendre à une augmentation des cotisations par habitant de cet ordre-là. Cela varie d'une commune à l'autre. Nos frais fixes sont toujours là, notamment ceux liés à notre unité de valorisation énergétique. Forcément, quand on ajoute quelque chose, cela a un coût. Ce n'est pas parce qu'on va faire une collecte organique que l'on va diminuer les coûts fixes d'incinération.

A ce stade, l'intercommunale veut prendre la décision avec les communes, bien savoir où elles vont et ce qu'elles sont prêtes à investir sur le plan financier. Est-ce que la commune va investir dans le matériel de collecte (d'où coût supplémentaire au-delà de ces 9,00€) ou est-ce qu'on confie la collecte à quelqu'un d'autre ? Cela dépend des communes. Des communes passent par d'autres sociétés. Tout cela doit être analysé. C'est ce qu'on fait pour le moment. Ce qui a été demandé, c'est que les communes, qui pourraient être intéressées par ce fonctionnement, s'adressent à l'intercommunale, qu'on ait des échanges avec elles à propos de leurs besoins, selon ce qu'elles sont prêtes à mettre. Il faut savoir que tout cela a un coût - je l'ai toujours dit - il ne faut pas croire que demain on va tout mettre en place ainsi. On essaye toujours d'avoir le même rapport entre le coût environnemental et le coût financier. Il ne faut pas s'emballer avant d'avoir analysé les conséquences. Je peux aussi vous annoncer en primeur que l'intercommunale a choisi d'installer à Tournai, à titre expérimental, dans le parc à conteneurs de Tournai 3, une collecte spécifique d'organiques. Cela nous permettra de tester l'intérêt pour cette nouvelle formule, même si c'est plus compliqué d'aller au parc en prenant ses organiques."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'affiliation de la Ville à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Considérant que la représentation de la Ville au sein d'IPALLE a été établie en séance du 14 janvier 2013;

Considérant la convocation à son assemblée générale ordinaire qui aura lieu le mercredi 14 décembre 2016, à 10 heures, au complexe sportif de la Vellerie (Excelsior), rue du Stade, 33 à 7700 Mouscron;

Considérant l'ordre du jour de cette assemblée générale constitué d'un seul point : plan stratégique - exercices 2017-2018-2019;

Considérant qu'il appartient au conseil communal d'approuver cet ordre du jour;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE), qui se tiendra le mercredi 14 décembre 2016, à 10 heures, au complexe sportif de la Vellerie (Excelsior), rue du Stade, 33 à 7700 Mouscron.
Cet ordre du jour se compose d'un seul point : plan stratégique - exercices 2017-2018-2019.

57. Musée des Beaux-Arts. Prêt de l'oeuvre d'Ignacio Zuolaga "Le nain Don Pedro" pour la fondation Mapfre (Espagne). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la fondation MAPFRE (Espagne) organisera une exposition intitulée "Zuloaga et ses amis parisiens", du 19 septembre 2017 au 14 janvier 2018;

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt de l'oeuvre suivante : Ignacio ZULOAGA "Le nain Don Pedro" (ca 1900, huile sur toile, 184cm x 100cm, valeur d'assurance : 500.000,00€);

Considérant que le conservateur a remis un avis favorable concernant le prêt de cette oeuvre;

Considérant que les frais d'emballage, de transport et d'assurance (type clou à clou) de l'oeuvre prêtée seront totalement à charge de l'emprunteur;

Considérant qu'en séance du 28 octobre 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le prêt de l'oeuvre d'Ignacio ZULOAGA "Le nain Don Pedro" (ca 1900, huile sur toile, 184cm x 100cm, valeur d'assurance : 500.000,00€) à la fondation MAPFRE (Espagne), dans le cadre de l'exposition intitulée "Zuloaga et ses amis parisiens", qui se tiendra du 19 septembre 2017 au 14 janvier 2018.

58. Musée des Beaux-Arts. Prêt de l'œuvre «Dans les coulisses» de Toulouse-Lautrec pour le musée Thyssen-Bornemisza (Espagne). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le musée Thyssen-Bornemisza (Espagne) organisera une exposition intitulée Picasso/Lautrec du 17 octobre 2017 au 21 janvier 2018;

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt de l'œuvre suivante : Henri de TOULOUSE-LAUTREC, «Dans les coulisses» (1888, gouache sur carton, 68 cm x 55 cm, valeur d'assurance : 3.000.000,00€);

Considérant que le conservateur a remis un avis favorable concernant le prêt de cette œuvre étant donné le prêt compensatoire d'une œuvre de Dali pour la prochaine exposition;
Considérant que les frais d'emballage, de transport et d'assurance (type clou à clou) de l'œuvre prêtée seront totalement à charge de l'emprunteur;
Considérant qu'en séance du 28 octobre 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le prêt de l'œuvre d'Henri de TOULOUSE-LAUTREC «Dans les coulisses» (1888, gouache sur carton, 68 cm x 55 cm, valeur d'assurance : 3.000.000,00 €) au musée Thyssen-Bornemisza (Espagne) dans le cadre de l'exposition intitulée Picasso/Lautrec du 17 octobre 2017 au 21 janvier 2018.

59. Musée d'archéologie. Prêt d'objets pour le musée archéologique de Vieux-la-Romaine (France). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le musée archéologique de Vieux-la-Romaine (France) organisera, du 20 mai au 31 décembre 2017, une exposition intitulée "Jeux et jouets dans l'Antiquité - Veni, Vidi, Ludique";

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt des objets suivants:

- osselet, inv. m.2546
- éléments de dinette (5 pièces), inv. AM 194, 195, 196, 198, 207;

Valeur globale d'assurance : 485,00€

Considérant que la conservatrice du musée d'Archéologie a remis un avis favorable concernant le prêt de ces objets;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) des objets prêtés seront totalement à charge de l'emprunteur;

Considérant qu'en séance du 28 octobre 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le prêt des objets suivants:

- osselet, inv. m.2546
- éléments de dinette (5 pièces), inv. AM 194, 195, 196, 198, 207

dans le cadre de l'exposition "Jeux et jouets dans l'Antiquité - Veni, Vidi, Ludique" organisée par le musée archéologique de Vieux-la-Romaine (France) du 20 mai au 31 décembre 2017.

**60. Musée d'archéologie. Prêt d'objets pour le musée du "Malgré-Tout " (Treignes).
Approbation.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le CEDARC/Musée du Malgré-Tout ASBL organisera, du 4 décembre 2016 au 17 avril 2017, une exposition intitulée "Potins et Pots de Vins : Echange, Commerce et Transport vers la Gaule du Nord";

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt des objets suivants :

- tête en calcaire d'Atys, divinité d'Asie Mineure (valeur d'assurance: 1.200,00€)
- gaffes de batelier (valeur d'assurance: 2 x 200,00€)
- lingot de plomb (valeur d'assurance: 200,00€)
- lampe à huile ornée d'un bateau (valeur d'assurance: 100,00€)
- jeton de capita aut navia (valeur d'assurance: 2 x 500,00€);

Considérant que la conservatrice du musée d'Archéologie a remis un avis favorable concernant le prêt de ces objets;

Considérant que les frais d'emballage, de transport (aller-retour) et d'assurance (clou à clou) des objets prêtés seront totalement à charge de l'emprunteur;

Considérant qu'en séance du 28 octobre 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le prêt des objets suivants :

- tête en calcaire d'Atys, divinité d'Asie Mineure (valeur d'assurance: 1.200,00€)
- gaffes de batelier (valeur d'assurance: 2 x 200,00€)
- lingot de plomb (valeur d'assurance: 200,00€)
- lampe à huile ornée d'un bateau (valeur d'assurance: 100,00€)
- jeton de capita aut navia (valeur d'assurance: 2 x 500,00€)

dans le cadre de l'exposition "Potins et Pots de Vins : Echange, Commerce et Transport vers la Gaule du Nord", organisée par le CEDARC/Musée du Malgré-Tout ASBL, du 4 décembre 2016 au 17 avril 2017.

**61. Musée de folklore. Prolongation du prêt au musée de la Vie wallonne de Liège.
Avenant n° 5. Ratification.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 28 janvier 2008, le conseil communal a autorisé le prêt des œuvres ci-dessous au musée de la Vie wallonne de Liège et approuvé les termes de la convention conclue entre la province de Liège et la Ville de Tournai :

- «L'Église Sainte-Marguerite» de Roméo DUMOULIN, d'une valeur d'assurance de 2.500,00€
- «Petite ruelle d'Ennetières» de Firmin VERHEVICK, d'une valeur d'assurance de 2.500,00€
- «Escaut» de Fernand GAUDEFROY, d'une valeur d'assurance de 3.000,00€;

Considérant que ce prêt avait été conclu du 15 octobre 2007 au 15 novembre 2008 dans le cadre d'un nouvel espace aménagé au musée de la Vie wallonne de Liège consacré à la présentation physique de la Wallonie;

Considérant qu'en séance du 26 janvier 2009, du 18 octobre 2010, du 14 janvier 2013 et du 26 janvier 2015, le conseil communal a autorisé la prolongation de ce prêt et approuvé les termes des avenants n° 1, 2, 3 et 4 à la convention qui prolongeaient successivement le prêt du 20 novembre 2008 au 20 novembre 2010, du 20 novembre 2010 au 20 novembre 2012, puis du 20 novembre 2012 au 20 novembre 2014 et du 20 novembre 2014 au 20 novembre 2016;

Considérant que le musée de la Vie wallonne de Liège a sollicité une nouvelle prolongation du prêt des œuvres susmentionnées, du 20 novembre 2016 au 20 novembre 2018;

Considérant que la conservatrice du musée de Folklore a émis un avis favorable sur cette prolongation qui fait l'objet d'un avenant n° 5 à la convention;

Considérant qu'en séance du 28 octobre 2016, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter cette prolongation;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

de ratifier les termes de l'avenant n° 5 à la convention de prêt entre la province de Liège et la Ville de Tournai qui prolonge le prêt au musée de la Vie wallonne de Liège du 20 novembre 2016 au 20 novembre 2018 des œuvres suivantes :

- «L'Église Sainte-Marguerite» de Roméo DUMOULIN, d'une valeur d'assurance de 2.500,00€;
- «Petite ruelle d'Ennetières» de Firmin VERHEVICK, d'une valeur d'assurance de 2.500,00€;
- «Escaut» de Fernand GAUDEFROY, d'une valeur d'assurance de 3.000,00€.

CONVENTION DE PRET D'ŒUVRE D'ART - AVENANT N° 5

CONCLUE ENTRE

d'une part, le collège provincial de Liège, représenté par M. MOTTARD, député, et M. LONHAY, greffier,

et

d'autre part, la Ville de Tournai, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et M. Thierry LESPLINGART, directeur général, ci-après dénommée «le prêteur»,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1. GÉNÉRALITÉS

Par le présent avenant à la convention dont les termes ont été approuvés en séance du conseil communal des 28 janvier 2008, 26 janvier 2009 (avenant 1), 18 octobre 2010 (avenant 2), 14 janvier 2013 (avenant 3) et 26 janvier 2015 (avenant 4), le prêteur prolonge le prêt à l'emprunteur des œuvres mentionnées ci-dessous, du 20 novembre 2016 au 20 novembre 2018 (avenant 5) :

- «L'Église Sainte-Marguerite» de Roméo DUMOULIN (valeur d'assurance : 2.500,00€)
- «Petite ruelle d'Ennetières» de Firmin VERHEVICK (valeur d'assurance : 2.500,00€)
- «Escaut» de Fernand GAUDEFROY (valeur d'assurance : 3.000,00€)

Sauf cas de force majeure ou dans l'intérêt de la bonne conservation des œuvres, l'emprunteur s'engage à ne pas se départir des œuvres confiées et à les conserver au musée de la Vie wallonne à Liège.

Il s'engage à ne pas faire usage des œuvres confiées dans un autre but que son exposition et sa conservation dans ledit lieu, sauf si la Maison tournaïenne – musée de Folklore a besoin des œuvres prêtées, celles-ci seraient restituées immédiatement par l'emprunteur.

La prolongation de prêt prendra cours dès le 20 novembre 2016 et se terminera au plus tard le 20 novembre 2018.

L'emprunteur s'engage à remettre l'œuvre confiée au prêteur au premier commandement au cas où le prêt de l'œuvre confiée serait demandé dans le cadre d'une exposition.

Dans ce cas, le prêteur veillera à confier à l'emprunteur une ou d'autres œuvres d'art de sa collection choisie(s) de commun accord.

Le prêteur s'engage toutefois à accepter (l') les œuvre(s) ou à les confier en retour, au premier commandement, avant le terme prévu et pour autant qu'il en ait été informé par lettre recommandée à la poste au moins quinze jours ouvrables au préalable.

En cas de litige entre les parties, les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - Division Tournai seront compétents.

2. CONDITIONS DE CONSERVATION ET D'EXPOSITION DES ŒUVRES CONFIÉES

2.1. L'emprunteur s'engage à prendre toutes les précautions requises pour conserver les œuvres confiées dans un état inchangé. Pour chaque problème qui se poserait à ce sujet, il s'engage à consulter le prêteur. L'emprunteur veillera tout particulièrement à ce que les mesures de sécurité contre le vol et l'incendie soient prises et que, outre les lieux d'exposition, les locaux d'entreposage des œuvres confiées avant et après leur accrochage satisfassent aux conditions climatiques suivantes : degré d'hygrométrie de 55 % (avec une tolérance de plus ou moins 1 %). Il veillera à exposer l'œuvre confiée à un endroit non soumis aux courants d'air ou de climatisation, ainsi qu'à l'abri de tout coup de soleil même bref et de toute irradiation directe de source chaude ou lumineuse.

2.2. Si l'exposition ne répond pas aux conditions reprises ci-dessus, le prêteur peut demander la restitution sans délai des œuvres confiées lui appartenant. Si l'emprunteur ne donne pas suite à cette demande, le prêteur a le droit de faire reprendre les œuvres confiées, sans autre obligation que la constatation par procès-verbal de l'identité et de l'état des œuvres confiées, ceci aux frais de l'emprunteur.

2.3. Il est strictement interdit à l'emprunteur de procéder à un traitement quelconque (nettoyage, restauration, vernissage, rentoilage, retouchage, prélèvements...) sans accord préalable écrit du prêteur. Il est aussi interdit de décadrer les œuvres confiées.

2.4. Si l'emprunteur constate que les œuvres doivent, en raison de leur état, être soumises à un traitement quelconque, il est tenu d'en aviser immédiatement le prêteur par écrit.

2.5. Le prêteur a, en tout temps, le droit de faire examiner l'œuvre confiée et de faire procéder aux restaurations nécessaires. L'emprunteur ne pourra valablement invoquer aucune raison pour retarder ou empêcher cet examen ou ces travaux.

2.6. L'emprunteur est tenu d'indemniser le prêteur pour tous les dommages que, même par cas fortuit, viendraient à subir les œuvres confiées. En cas de dommages, les dégâts seront constatés et estimés par le prêteur ou par un expert désigné par lui. L'emprunteur pourra faire procéder à une contre-estimation.

2.7. Un procès-verbal de constat contradictoire sera établi avant la remise en prêt, au lieu et au moment de l'enlèvement. Il sera procédé de même à la fin du prêt, au lieu et au moment du retour des œuvres confiées.

3. ASSURANCES

Les œuvres confiées verront le contrat d'assurance (type clou à clou) prolongé jusqu'au 20 novembre 2018, en valeurs agréées, par les soins et à charge de l'emprunteur pour la valeur indiquée à l'article 3.2, et ce en devises désignées par le prêteur. En cas de silence de ce dernier, les œuvres confiées seront assurées en euros.

Les œuvres confiées seront assurées contre toute perte et tout dégât qu'il soit ou non fortuit, y compris grèves et émeutes. La prolongation du contrat d'assurance sera contractée auprès d'une société d'assurance agréée par le prêteur. Cette société est tenue de fournir au prêteur une copie de la police au plus tard la semaine suivant la prolongation de prêt des œuvres confiées. Celle-ci devra explicitement comporter une clause prévoyant l'application du principe de moins-value (valeur de dépréciation), en cas de dégât quelconque survenu aux œuvres.

De commun accord, les parties évaluent les œuvres confiées à la somme totale de 8.000,00 €.

Au cas où la monnaie dans laquelle l'assurance des œuvres confiées est libellée serait dévaluée, le prêteur se réserve le droit de revoir l'estimation et de l'adapter au nouveau taux. Cette adaptation sera acquise de plein droit durant le terme allant à partir du moment de la constatation de toute dégradation ou perte jusqu'au dédommagement.

4. EMBALLAGE - TRANSPORT

Les frais de transport et d'emballage, aller et retour, sont à charge de l'emprunteur. Le mode de transport est laissé au libre choix du prêteur.

À l'aller, l'emballage sera exécuté par le prêteur ou par une firme spécialisée désignée par lui et selon ses directives. Au retour, l'emballage d'origine ou un même type d'emballage sera utilisé par l'emprunteur.

À la demande du prêteur, l'œuvre confiée pourra être convoyée, à l'aller et au retour, à charge de l'emprunteur, par un délégué du prêteur. À l'arrivée comme au départ, le convoyeur vérifiera l'état des œuvres confiées. Toutes les opérations de déballage ou d'emballage, d'accrochage ou de décrochage seront effectuées en sa présence.

Un rapport de condition contradictoire sera établi au lieu et au moment de l'enlèvement avant emballage. Il sera procédé de même à la fin du prêt et au moment du retour des œuvres confiées après déballage.

5. REPRODUCTION ET PUBLICATION

5.1. Le prêteur autorise l'emprunteur à reproduire, sur quelque support que ce soit, les œuvres confiées dans les limites suivantes :

5.1.1. les œuvres confiées ne peuvent être reproduites que dans le cadre d'une publication (sur quelque support que ce soit) y consacrée en tout ou en partie et à la condition qu'y soit expressément mentionné le fait que les œuvres confiées font partie des collections de la Ville de Tournai et qu'elles sont prêtées gracieusement.

5.1.2. dans tout autre cadre, tel qu'interview, photographie de presse, etc., les œuvres confiées ne peuvent être reproduites que si elles apparaissent en arrière-plan comme éléments «accessoires» du décor.

5.2. Le prêteur s'engage à ne pas autoriser de reproduction dans un cadre sans l'autorisation expresse de l'emprunteur.

Fait en double exemplaire à Tournai, le....., chacune des parties ayant reçu son exemplaire.

Le prêteur,

P-O DELANNOIS Th. LESPLINGART

Échevin délégué à Directeur général

la fonction maïorale

Pour le collège provincial de Liège,
M. LONHAY M. MOTTARD
greffier député
Faire précéder la signature de la mention «lu et approuvé».

62. Questions.

A l'issue des points figurant à l'ordre du jour, le **président** d'assemblée invite Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Benoît MAT, à poser sa question :

Affaire des détournements présumés au Centre public d'action sociale.

"Suite au mail que je vous ai adressé ci-dessous il y a un mois, vous avez répondu à la question concernant la défense des intérêts du CPAS dans cette affaire, mais aucune suite n'a été donnée à ma première demande, à savoir être informé des éléments du dossier suite à la prise de connaissance de ce dossier par le conseil de la Ville. Merci de donner suite à cette demande."

Courriel du 19 octobre 2016 :

"J'ai bien reçu votre réponse à ma question écrite et je vous en remercie.

Maintenant que le conseil de notre commune a accès au dossier, depuis un certain nombre de jours apparemment, je souhaite en tant que conseiller communal, être tenu informé des éléments de ce dossier et de la tournure qu'il prend.

D'autre part, je suis très étonné que seule la Ville se soit portée partie civile dans cette affaire judiciaire et pas le CPAS. Quelles sont les raisons pour lesquelles cette partie, qui pourrait être la première victime de ces présumés détournements, ne soit pas plus encline à défendre ses propres intérêts?"

Insatisfait de la réponse initiale qui lui est donnée par l'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient à nouveau comme suit :

"Je n'ai pas eu de réponse à ma question qui était de savoir quels étaient les éléments dont a pris connaissance le conseil de la ville de Tournai lors de sa consultation du dossier et qui ont été transmis au collège communal. Je répète donc ma question : quels sont les éléments dont vous avez pris connaissance et la tournure que prend ce dossier ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, lui répond comme suit :

"Il y a lieu de se référer à deux décisions : celle du 25 juin 2015 désignant un avocat et celle du 26 mai 2016 où le Conseil de l'action sociale décide de se constituer partie civile.

Votre représentant au conseil de l'action sociale a accès à l'ensemble des informations et aurait pu vous le signaler.

Pour le reste, l'affaire est actuellement entre les mains de la justice. Il n'est donc pas dans mon intention de dire que telle ou telle personne a fait quoi que ce soit, même s'il est communément admis qu'il s'est passé des choses.

Quand un dossier est à l'instruction, on ne peut pas dire n'importe quoi en public.

Certains me demandent ce que je sais. Je peux vous répondre droit dans les yeux; je ne sais rien.

J'attends, comme vous, des informations car je voudrais comprendre. J'ai été roulé dans cette histoire, moi plus que d'autres, car auparavant j'ai travaillé avec ces personnes. J'ai vu comment cela

fonctionnait. Encore une fois, on ne peut pas juger. On jugera après. Après, je pourrai aller plus loin dans mon raisonnement.

On dit que le parti socialiste veut cacher des choses. Mais cacher quoi ? A partir du moment où on a été roulé, on espère que la vérité sortira.

Je prends l'engagement, le jour où l'on sait des choses ou qu'on peut donner des explications, de vous en faire part."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, réplique comme suit :

"Dans ma question, je ne sous-entends rien, ni une responsabilité, ni d'aucune façon un détournement. Ma question est simple. Cela fait plus d'un an que cela s'est passé, où en est le dossier, l'avocat ayant eu accès aux éléments du dossier du juge d'instruction ? Si vous n'en avez pas connaissance, vous devriez peut-être lui demander puisque il a eu, lui, des éléments. Et surtout savoir où en est la procédure, à quel stade elle en est. Ce sont ces informations que nous voudrions obtenir."

Le **président** d'assemblée clôture comme suit :

"Il y a deux choses, le fond et la forme. Sur la forme, en tant que président du conseil, je dois m'en tenir aux questions qui ont été posées. Et la question, qui a été posée, est différente.

Ce que dit l'échevin délégué à la fonction maïorale est cohérent. Il n'a pas préparé de réponse à une question qu'il n'a pas reçue.

Sur le fond, je le dis aussi en tant que président du conseil communal : à ce stade, les informations sont que les devoirs d'enquête ne sont pas terminés.

Donc, n'ayant pas de devoirs d'enquête terminés, nous ne pouvons pas communiquer. Nous attendrons que ceux-ci soient terminés.

Une troisième chose : quand nous aurons établi les éléments qui fondent la réalité et la vérité judiciaire et que cette vérité judiciaire sera être prononcée, à partir de ce moment-là, comme nous nous sommes constitués partie civile, nous pourrons réclamer notre dû, en plus d'avoir accès au dossier.

En résumé :

- 1) l'échevin délégué à la fonction maïorale a bien répondu à la question qu'il a reçue et qui était différente de celle que vous posez maintenant;
- 2) je réponds à propos de l'état de la procédure : les devoirs d'enquête ne sont pas terminés;
- 3) de toute manière, le jour où l'ensemble de la procédure sera achevée, que la vérité judiciaire aura été établie, nous disons que nous nous constituons partie civile, non seulement pour y voir clair mais pour réclamer notre dû, le cas échéant."

<p style="text-align: center;">157. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.</p>

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 24 octobre 2016 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 23 heures 13, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 19 décembre 2016.

Par le Conseil :

Le Directeur général,

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Thierry LESPLINGART

Paul-Olivier DELANNOIS